

Le nouveau sacre de Vladimir Poutine

► Le président russe a été confortablement réélu, dimanche 18 mars, avec 76,66 % des voix, pour un quatrième mandat

► Affaiblie, l'opposition a dénoncé des fraudes électorales et un climat de « vote obligatoire »

PAGES 2-3

MÉDITORIAL
**UN TRIOMPHE
POUR QUOI FAIRE ?**

PAGE 22

Vladimir Poutine
s'adresse à ses supporters,
après sa victoire.

ALEXANDER ZEMLIANICHENKO/AP

International La ville syrienne d'Afrin tombe aux mains de l'armée turque

Les forces turques ont pris le contrôle de la ville, qui avait été auparavant désertée par les rebelles kurdes des Unités de protection du peuple (YPG)

PAGE 4

Facebook Une société proche de Trump a aspiré des millions de données personnelles

Cambridge Analytica a constitué une base de données de 50 millions d'utilisateurs de Facebook, souvent à leur insu, pour mieux cibler la campagne du candidat républicain à l'élection présidentielle. La société a aussi été mise en cause dans la campagne du Brexit

CAHIER ÉCO - PAGE 8

New York Rikers Island, prison maudite

Le maire de la ville s'est résolu à fermer l'île-prison de Rikers, qui abrite 7 250 détenus et où la violence est hors de contrôle. Les gardiens subissent quatre agressions par jour

PAGE 13

Photographie August Sander et les Allemands



« Persécutée (M^{me} Franken) ». COURTESY OF GALLERY JULIAN SANDER/ADAGP

Sander a photographié à la fois les juifs persécutés et les nazis. A voir au Mémorial de la Shoah, à Paris

PAGE 15

Racisme Le gouvernement veut une loi pour lutter contre les propos haineux sur Internet

PAGE 7

Finance Après le Brexit, la City, à Londres, a la tentation du grand large

CAHIER ÉCO - PAGES 6-7

Réformes Semaine sociale décisive pour l'exécutif

La semaine s'annonce tendue pour l'exécutif, qui va connaître son premier vrai test social du quinquennat. Plusieurs fédérations syndicales ont appelé à des manifestations, jeudi 22 mars, contre la réforme annoncée de la fonction publique et celle de la SNCF, préludes aux grèves d'usure des cheminots, avec 36 journées de mobilisation entre le 3 avril et le 28 juin.

A cela s'ajoutent le mécontentement croissant des personnels des maisons de retraite médicalisées (Ehpad), des retraités après la hausse de la CSG ou, dans le privé,

les grèves à Air France, Carrefour et jusqu'aux bureaux de poste en Gironde ou en Ile-et-Vilaine. L'exécutif assure ne pas davantage croire à « une coagulation sociale » qu'à l'automne, pour la réforme du droit du travail. « Nous tiendrons », a assuré Bruno Le Maire sur France Inter.

Le gouvernement a, au contraire, planifié sept nouvelles réformes jusqu'en mai, de la formation professionnelle à l'assurance-chômage, le logement, la justice, la fraude fiscale, les violences sexuelles ou les institutions.

PAGES 8-9 ET CAHIER ÉCO PAGE 3

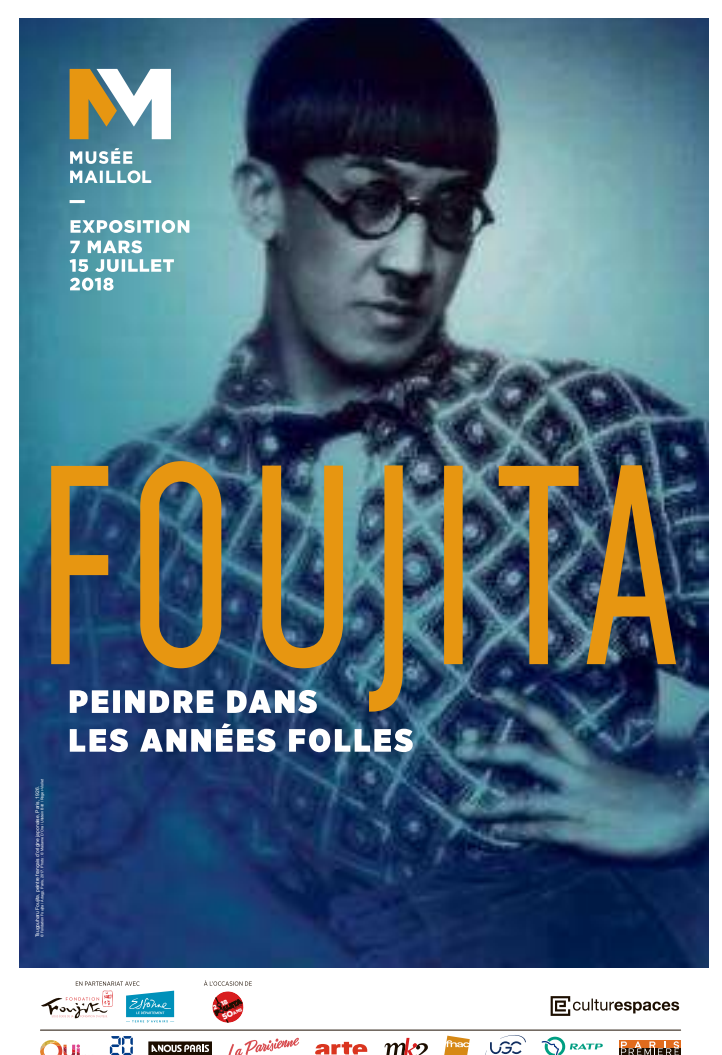
Législatives L'impact symbolique d'une dose de proportionnelle inférieure à 25 %

PAGE 10

Biodiversité Murs végétalisés, arbres plantés : Paris reconquiert les espaces verts

PAGE 6

LE REGARD DE PLANTU



Vladimir Poutine obtient son plébiscite

Avec 56 millions de voix, le président russe triomphe. Une pression importante a été exercée sur les électeurs

MOSCOU - correspondant

La victoire est large. Au pouvoir depuis dix-huit ans, Vladimir Poutine, 65 ans, a été confortablement réélu président de la Russie, dimanche 18 mars, avec 76,66 % des suffrages, selon le dernier comptage établi par la Commission électorale centrale lundi matin. Soit 56,2 millions de voix, contre 45 millions en 2012. Le chef du Kremlin, qui commence ainsi un nouveau mandat de six ans, a devancé de très loin tous les autres candidats. Comme toutes les fois précédentes, il est élu dès le premier tour.

Pavel Groudinine, présenté par le Parti communiste, est arrivé en deuxième position avec 11,8 % des voix, suivi par l'ultranationaliste Vladimir Jirinovski (5,66 %) puis la candidate libérale Ksenia Sobtchak (1,67 %) et le démocrate Grigori Iavlinski (1,04 %). Les trois derniers n'ont pas dépassé 1 %. M. Poutine améliore ainsi son score de la fois précédente, en 2012, lorsqu'il avait été élu avec 63,3 % des voix. Dimanche, six régions dont la Crimée, la péninsule ukrainienne annexée quatre ans auparavant jour pour jour, lui ont apporté plus de 90 % des voix.

Selon les données préliminaires communiquées par la Commission électorale, le taux de participation a atteint 67,47 %, d'avantage, là encore, qu'en 2012. Dans les rangs de l'armée, la participation des militaires et de leurs familles a « dépassé 98 % », s'était vanté dès le début de la soirée Nikolai Pankov, le vice-ministre de la défense, et 6113 d'entre eux en mission sur terre ou sur mer avaient déjà voté.

Dès la fermeture des bureaux de vote, le ministère de l'Intérieur a indiqué qu'« aucune violation de nature à affecter le cours des résultats de l'élection du président de la fédération de Russie » n'avait été enregistrée. Mais très vite aussi, l'opposition a dénoncé de multiples irrégularités, tout comme les candidats battus. « Ce sont les élections les plus sales de l'espace post-soviétique », a réagi Pavel Groudinine. « Peut-être les dernières en Russie », selon Vladimir Jirinovski.

Des bourrages d'urne ont été constatés en Tchétchénie ou en Iakoutie (nord-est), avec des employés s'empressant de glisser plusieurs bulletins à la suite. Aisé-ment repérée par les caméras de surveillance désormais disposées dans une grande partie des bureaux, cette pratique semble ce-

pendant avoir été contenue. La présence d'observateurs, déployés en nombre par l'opposition et les candidats, a limité les fraudes. Mais d'autres ressources auraient été utilisées, selon l'association Golos, spécialisée dans la surveillance des élections, qui dénonce un vote « obligatoire ».

Les médailles de Crimée

Pour inciter les électeurs à surmonter le sentiment dominant que les jeux étaient déjà faits, des efforts considérables ont été mobilisés autour des bureaux de vote, qui ont pris parfois des airs de kermesse avec animations, chamans et tambourins en Iakoutie, ou danses folkloriques à Samara (ouest). A Moscou étaient proposés des jeux pour enfants, des ateliers ma-

quillage, des concours avec lots et des stands de nourriture à des prix défiant toute concurrence. On pouvait ainsi se restaurer d'un sandwich pour moins de 20 roubles (28 centimes d'euros). En Crimée, des médailles ont été remises. Côté face, la date du référendum contesté de 2014, sur lequel le Kremlin s'est appuyé pour ratifier l'annexion, était gravée; côté pile, « avec la Russie pour toujours ».

La mobilisation a été préparée très en amont avec des appels à la participation lancés tous azimuts mais aussi, selon l'opposition, à travers des pressions exercées par les administrations et les entreprises publiques sur leurs employés. Dimanche, les soupçons se sont renforcés lorsque de très nombreux votants se sont pris en

photo devant les isoloirs, comme s'il leur fallait une preuve de leur présence. « Au travail, nous avons été forcés de venir voter, avec des photos et tout le reste », a raconté un homme de 25 ans dans la région de Lipetsk, au sud de la capitale, cité par l'agence Reuters. A Moscou, des badges « j'ai élu le président de Russie » étaient distribués dès l'entrée.

Au bureau n° 49, dans une école du centre de la capitale, des files d'attente se sont formées dès la mi-journée. « Je suis enseignante dans cette école, je suis venue voter sur mon lieu de travail », a expliqué à *Monde* une jeune femme, en tirant son petit garçon par la main, sans s'attarder. Un dimanche? Pas de réponse. Cette résidente du quartier venait pourtant de nous

indiquer qu'elle était inscrite jusqu'alors dans un autre bureau, proche de son domicile. Comme elle, 762 personnes se sont ici ajoutées aux votants très récemment, soit 29 % des 2 628 électeurs inscrits dans ce bureau. « C'est beaucoup », admettait son président Leonid Palabougine, mais depuis un mois, chacun avait la possibilité de faire cette demande. »

Jusqu'au 12 mars, soit une semaine avant le scrutin, tous les citoyens pouvaient en effet changer d'affectation de bureau de vote – disposition mise en œuvre pour la première fois et censée faciliter la démarche de ceux qui étaient éloignés de leur domicile. A l'aéroport international Cherepétievo de Moscou, un centre électoral a ainsi été ouvert pour les voyageurs tardifs. Pour l'association Golos, la participation, au niveau national, s'élèverait à 62 % et non à 67 %. Cette différence ne remet pas en cause la victoire du chef du Kremlin.

«Remercier la Grande-Bretagne»

Dans le centre de Moscou, Ekaterina est venue voter avec ses deux fils, deux jumeaux de 18 ans. Les trois sont unanimes pour glisser dans l'urne le bulletin Poutine. « Bien sûr, il y a des plus et des moins, surtout en politique intérieure, soupire la mère, mais la situation est telle aujourd'hui qu'il faut montrer que notre pays est uni, qu'il est fort et que ce président peut bien le représenter. » « Les communistes ne vont pas revenir, c'est une absurdité », affirme de son côté Larissa, architecte de 56 ans, mais Poutine a bien raison de préserver l'Etat et non de le diviser comme le voudraient les Etats-Unis et l'Europe. Par sa politique brusque, l'Angleterre a donné l'effet inverse escompté, les gens ont réagi. »

A Moscou, des badges « J'ai élu le président de Russie » étaient distribués dès l'entrée du bureau de vote

La crise diplomatique provoquée par la tentative d'assassinat d'un agent double russe sur le sol anglais, le 4 mars, semble avoir renforcé la motivation d'une partie de l'électorat. « Nous devons remercier la Grande-Bretagne, qui a mal mesuré la mentalité russe, ils ont exercé une pression au bon moment », ironisait dans la soirée Andreï Kondrachov, porte-parole de la campagne de M. Poutine.

Partout aussi, un petit papier avait été ajouté sous le portrait de Pavel Groudinine, indiquant que le candidat du Parti communiste avait « fourni des informations incorrectes » sur ses revenus : « des comptes suisses non déclarés ont été découverts », était-il précisé, ainsi que des actifs à l'étranger pour un montant évalué à 55,3 millions de roubles (782 000 euros).

Pas de quoi, cependant, décourager Lilia, une comptable retraitée. « Et les autres, on connaît leurs revenus? Non? Bon... J'ai déjà voté Poutine il y a longtemps, Jirinovski est là depuis vingt ans aussi, Sobtchak est trop jeune », enchaînait-elle sans trop se faire d'illusions. Pour une très large majorité des 110 millions d'électeurs russes appelés dimanche aux urnes, le succès du chef du Kremlin ne faisait aucun doute. ■

ISABELLE MANDRAUD



Contrôle des opérations de vote au siège de la commission électorale, à Moscou, dimanche 18 mars. SERGEÏ KARPUKHIN/REUTERS

Les Russes de Londres divisés par l'affaire d'empoisonnement

UNE VAGUE DE FROID FORT SYMBOLIQUE s'est abattue sur Londres, dimanche 18 mars, laissant une couche de neige sur les voitures et dans les parcs. Pas de quoi décourager les Russes de Londres d'aller voter pour cette élection présidentielle. Toute la journée, une file d'attente s'est allongée devant le consulat situé dans le très chic quartier de Kensington Palace Gardens.

Outre le thermomètre qui ne dépassait pas 0°C, les électeurs (3 400 votes à 18h30) ont dû affronter un groupe d'opposants installés sur le trottoir d'en face, criant leur colère contre ces « élections truquées ». « Si vous ne traversez pas ici [et renoncez à voter], vous serez une honte pour notre pays », lançait Evgueni Tchitchvarkine, un homme d'affaires qui a dû fuir la Russie en 2009 et menait la manifestation.

Pour ces deux camps opposés, la tentative d'assassinat contre l'espion transfuge Sergueï Skripal, le 4 mars, rendait ce jour d'élection d'autant plus symbolique. « Après ce qui s'est passé ici, il est encore plus

de notre devoir de venir voter », témoignait « Tim », qui refusait de donner son vrai nom. « Bien sûr qu'il faut voter, même si je n'ai pas trop aimé le dernier discours de Poutine mettant en avant les armes nucléaires », confirmait un jeune homme qui ne tenait pas non plus à révéler son identité.

« Je suis contre Poutine, mais prorusse »

La foule qui attendait devant l'ambassade était pourtant loin d'être composée uniquement de pro-Poutine. Déjà en 2012, le président russe n'avait recueilli à Londres que 21 % des voix, loin derrière l'opposant Mikhaïl Prokhorov, qui avait obtenu 57 % (à comparer à son score officiel en Russie, de 8 %). « En Russie, je n'irais pas voter parce que ça ne sert à rien, mon bulletin ne serait pas comptabilisé », expliquait Julia, 31 ans. Mais ici, il est probable que l'ambassade de Russie soit plus transparente et que mon vote pour un opposant soit pris en compte. »

De l'autre côté de la rue, Lizzie, 19 ans, a fini par renoncer, à la dernière minute.

L'étudiante était venue pour voter, mais a été convaincue par les manifestants de choisir l'abstention. « Ces élections sont une mascarade, donnant l'illusion du choix. Les différents candidats sont des marionnettes. » Elle regrette l'absence d'Alexei Navalny, le principal opposant de Vladimir Poutine, interdit de scrutin à la suite d'un procès pour corruption aux relents très politiques.

Tonia Samsonova, journaliste à Londres pour la radio indépendante Echo de Moscou, n'a pas voté elle non plus, pour la première fois de sa vie. « Pourtant, pendant toute ma carrière, j'ai incité les gens à s'impliquer », s'attristait-elle. Elle qui milite contre le régime de Vladimir Poutine regrette amèrement l'affaire Skripal. « Je suis contre Poutine, mais prorusse. Ce genre de nuance se perd maintenant. Soudain, on est obligé de choisir son camp : il faut être pour Poutine ou pour l'Occident, il n'y a plus d'espace entre les deux. » ■

ÉRIC ALBERT (LONDRES, CORRESPONDANCE)

Navalny dénonce les « marionnettes » du Kremlin

Le camp libéral se déchire après l'échec de l'appel au boycottage lancé par l'opposant

MOSCOU - correspondante

Le principal adversaire du Kremlin, Alexeï Navalny, qui avait appelé au boycottage de l'élection présidentielle russe, n'a pas gagné son pari. Il ne l'a pas perdu non plus, considère-t-il, « face à la machine de l'Etat ». « Ils ont obligé à voter tous ceux qu'ils pouvaient, mais ils ne sont pas arrivés à 70 % [de participation] », s'est réjoui l'opposant, dimanche 18 mars dans la soirée, en ironisant sur les « beignets et les gâteaux » distribués dans les bureaux de vote dans le but d'« attirer les électeurs ». Écarté de la compétition pour une condamnation pénale qu'il réfute, Alexeï Navalny avait adapté en extrémisme sa stratégie en recrutant, selon ses dires, 33 214 volontaires afin d'observer le scrutin dans différentes régions.

Première photo exhibée, celle prise par une caméra de surveillance à l'ouverture des bureaux de vote, dans la région de Tchoukotka, dans l'Extrême-Orient russe, parmi les premières à voter. A 8 h 03, une petite foule s'y pressait. « Nous sommes invités à croire que ces gens se sont volontairement levés un dimanche à 7 heures pour aller voter », a commenté Alexeï Navalny, tandis que sa chaîne YouTube relayait, heure après heure, les informations recueillies par ses partisans sur ce que l'opposant a appelé « les zones d'anomalie mathématiques » : la région de Kemerovo, dans le bassin houiller du Kouzbass au centre de la Russie, Krasnodar, dans le sud, et le Caucase nord, en particulier.

« Nous allons continuer »
Depuis son QG de Moscou installé au cinquième étage d'un centre commercial, Alexeï Navalny, 41 ans, s'est montré particulièrement pugnace. A la mi-journée, lors d'une conférence de presse organisée entre deux drapeaux russes sur fond de slogans « ce ne sont pas des élections », il reprochait aux sept autres candidats qui se sont présentés contre Vladimir Poutine d'avoir joué le rôle de « marionnettes » ; en début de soirée, il s'écharpait en direct sur sa chaîne avec Ksenia Sobtchak. La candidate libérale, arrivée en quatrième position, très loin derrière le chef du Kremlin, avec moins de 2 % des voix, était venue lui proposer de faire cause commune pour l'après-élection. C'est une volée de bois vert qui l'a accueillie. « Tu fais partie de cette machination, toutes tes actions

M. Navalny s'est écharpé en direct avec M^{me} Sobtchak, candidate libérale qui lui proposait de faire cause commune pour l'après-élection

sont dégoûtantes et hypocrites », lui a lancé Alexeï Navalny, ajoutant même avec grossièreté : « Tu as été la publicité caviar et vodka de la campagne. ». « Alexeï, tu es fort et courageux, la seule chose qui te ralentit, c'est la colère et la mesquinerie », lui a répondu la candidate défaite en le qualifiant de « populiste ».

La conversation s'est encore un peu plus dégradée lorsque son interlocuteur a laissé planer un doute sur les soutiens financiers de la jeune femme. Cette passe d'armes augure assez mal de l'après-élection qui a commencé au sein d'une opposition concurrente et plus divisée que jamais. Dépitée, Ksenia Sobtchak a fini par lâcher un peu plus tard devant la presse : « Le boycottage ne nous a menés nulle part. »

« Je ne suis pas député, je n'ai pas de voiture noire avec gyrophare, je ne peux pas violer le code de la route, ni harceler les journalistes mais nous sommes un mouvement, et ça, c'est la lutte politique réelle », a fait valoir Alexeï Navalny. Interrogé sur ses intentions, ce dernier a affirmé sa détermination à poursuivre la voie qu'il s'est tracé, s'opposer au Kremlin, sans toutefois donner de précisions. « A l'issue de cette soi-disant élection, nous allons continuer, a-t-il promis, car nous disposons maintenant d'un énorme réseau présent partout dans le pays. »

La précampagne menée depuis un an lui permet en effet de compter sur 84 QG sur tout le territoire, mais la fondation à travers laquelle il récoltait des dons a été dissoute. A l'origine de plusieurs manifestations d'ampleur dans le pays, il ne compte pas, cependant, abandonner le terrain. « C'est la méthode de lutte réelle en Russie, et nous allons continuer », a répété Alexeï Navalny. Dimanche, l'opposant dont Vladimir Poutine ne prononce jamais le nom est apparu bien décidé à rester le principal adversaire du Kremlin, et bien peu désireux de partager cette affiche avec d'autres. ■

ISABELLE MANDRAUD

Affaire Skripal : Poutine dénonce un « grand n'importe quoi »

Des experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques sont attendus lundi 19 mars au Royaume-Uni pour mener des tests sur la substance utilisée pour empoisonner l'agent russe Sergueï Skripal. A Moscou, Vladimir Poutine, tout juste réélu pour un nouveau mandat de six ans au Kremlin, a fustigé dimanche soir ces accusations, qu'il a qualifiées de « grand n'importe quoi ». « Que quelqu'un puisse penser qu'en Russie quelqu'un se permettrait de faire de telles choses juste avant l'élection et la Coupe du monde de football, c'est absurde, du grand n'importe quoi », a déclaré M. Poutine devant la presse après sa victoire à la présidentielle. « C'est tout simplement inimaginable », a-t-il renchéri, lors de sa première réaction publique aux accusations de Londres.

PÉKIN - correspondant

La lutte anticorruption, qui fut l'arme de la consolidation de son pouvoir par le numéro un chinois Xi Jinping, va désormais être chapeautée par une nouvelle institution, la Commission nationale de supervision. Celle-ci élargit les compétences de la police anticorruption du Parti communiste chinois (PCC) à l'ensemble des fonctionnaires chinois et non plus seulement aux seuls cadres du parti. Son nouveau directeur, Yang Xiaodu, un proche de Xi Jinping venu de Shanghai, a été élu dimanche 18 mars par l'Assemblée nationale populaire (ANP).

Tout employé d'une entité d'Etat à un poste de management – des écoles aux hôpitaux, en passant par les médias, les tribunaux ou les sociétés publiques – pourra désormais faire l'objet d'une enquête par cette institution placée au-dessus de la justice de droit commun et de la Cour suprême dans la Constitution du pays, selon une série d'amendements à la Loi fondamentale adoptés le 11 mars.

Des commissions de supervision
Il s'agit, pour les observateurs du système de gouvernance chinois, de formaliser une pratique qui restait critiquée en Chine pour son caractère extralégal. Et de verrouiller davantage le pouvoir du PCC sur la société. La Commission centrale d'inspection disciplinaire (CCDI), la police anticorruption interne du parti, a puni, sous Xi Jinping, 1,5 million de cadres. « C'est le mécanisme qui va permettre à Xi Jinping et à son équipe de diriger la bureaucratie, en se mettant d'un seul coup aux manettes de toutes les institutions formelles de l'Etat », analyse Nicholas Bequelin, directeur d'Amnesty International pour l'Asie de l'Est.

« Xi Jinping a dirigé son énergie à refondre le droit pour en faire un instrument de pouvoir »

EVA PILS
chercheuse

Des commissions de supervision seront créées au niveau local. La nouvelle forme de détention instituée, appelée *liuzhi* (« rétention »), se rapproche de celle qui existait pour les seuls membres du parti, le *shuanggui* (« double assignation », de lieu et de temps). Elle signifie que « quiconque travaille directement ou indirectement pour le gouvernement pourra être détenu, interrogé, forcé de se confesser ou exproprié sans véritable processus légal ni moyen de recours en cas d'abus par les enquêteurs », poursuit M. Bequelin. « Il n'y a pas de contrepois significatif au pouvoir des nouvelles commissions de supervision, juste des règles très vagues obligeant leurs membres à respecter les procédures. Les personnes en détention n'auront pas accès à un avocat et leurs familles ne seront pas prévenues dans les vingt-quatre heures si les interrogateurs jugent simplement que cela peut nuire à l'enquête. »

Yang Xiaodu, le nouveau directeur de la super-agence, est, depuis 2016, ministre de la supervision, une fonction gouvernementale sans pouvoir réel, mais aussi secrétaire adjoint du parti au sein de la commission disciplinaire. Cette dernière ne disparaît pas : la Commission nationale de supervision va se greffer sur la CCDI, qui reste son principal département et lui imposera des directives internes.

Les députés de l'ANP devraient approuver mardi 20 mars, sans grand suspense, la nouvelle loi définissant les compétences de cette nouvelle commission. Lors de déclarations faites au début de la session parlementaire, avant que ses nouvelles fonctions soient rendues publiques, Yang Xiaodu avait expliqué que la nouvelle institution verrait le nombre de ses « cibles » potentielles augmenter de 200 %. « Le travail à faire est énorme », a-t-il affirmé.

Un chef de l'antenne locale de la CCDI de la province du Hubei (centre) a, lui, évoqué la nécessité de construire « 30 % de nouvelles salles d'interrogatoires en plus » et de « les mettre à niveau » pour la plus grande variété de suspects attendus, notamment en les dotant de matériel d'enregistrement audio et vidéo en conformité avec la nouvelle loi. Le nouveau système pourrait être bientôt testé par une campagne anti-mafia annoncée tambour battant par le régime ces derniers mois.

« Aucun garde-fou »
Pour la chercheuse Eva Pils, spécialiste du droit en Chine au King's College de Londres, l'ensemble des amendements apportés le 11 mars à la Constitution chinoise, dont la levée de la restriction à deux mandats présidentiels, mais aussi ce nouveau droit dérogatoire pour la fonction publique, est totalement contraire à l'idée que la loi et la Constitution puissent contraindre le pouvoir. « Xi Jinping a dirigé toute son énergie à refondre le droit pour en faire un instrument de pouvoir », relève-t-elle. « La nouvelle commission de supervision accentue encore la fusion de l'Etat et du parti, en validant désormais dans la Constitution une forme d'enquête qui, du point de vue des droits de l'homme et du constitutionna-

LE CONTEXTE

POUVOIR ILLIMITÉ

Le président chinois, Xi Jinping, a affiché sa puissance, samedi 17 mars, en se faisant réélire à l'unanimité par les 2 970 députés présents, dont pas un seul n'a osé voter contre lui ni même s'abstenir. Le Parlement chinois avait adopté quelques jours plus tôt un amendement constitutionnel supprimant la limite à deux mandats présidentiels instituée à la fin de l'ère Mao.

FIDÈLES ALLIÉS

Le chef de l'Etat-parti est également parvenu à imposer de proches alliés à des postes clés, dont Wang Qishan, qui fut l'artisan de sa brutale campagne contre la corruption, à la vice-présidence et son conseiller économique Liu He à l'un des quatre postes de vice-premier ministre.

lisme, n'a aucun des garde-fous nécessaires », poursuit-elle.

La Constitution telle qu'elle existait auparavant, même si elle n'était pas respectée en Chine, pouvait être « symboliquement brandie par les juristes constitutionnalistes, les défenseurs des droits et les intellectuels libéraux pour tenter de limiter les abus de pouvoir », souligne M^{me} Pils. Pour la première fois en Chine, le président, réélu samedi 17 mars à la tête du pays avec 100 % des votes des députés, a prêté serment le poing droit levé et la main gauche posée sur la Constitution, un texte taillé sur mesure. ■

BRICE PEDROLETTI



ARCTIQUE ANTARCTIQUE

Explorez de nouveaux horizons



Hurtigruten propose des voyages qui répondent aux attentes des personnes sensibles à l'expérience personnelle, au plus près de la nature, dans les lieux les plus reculés de la planète.

Venez découvrir les richesses et les particularités de ces destinations hors du commun.

PRÉSENTATION **MARDI 3 AVRIL 2018** DE 18H À 19H30

Auditorium du Monde - 80 Boulevard Auguste-Blanqui - 75013 Paris
Entrée libre sur inscription : presentationhurtigruten.eventbrite.fr

La ville d'Afrin tombe aux mains de l'armée turque

Les combats de rue annoncés n'ont pas eu lieu dans la localité syrienne, d'où se sont retirées les forces kurdes

ISTANBUL - correspondante

L'armée turque et ses supplétifs syriens ont pris le contrôle de la ville d'Afrin, dans l'enclave kurde du même nom, dans le nord-ouest de la Syrie, dimanche 18 mars. La prise de la localité intervient au 58^e jour de l'offensive turque vouée à déloger la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), décrite comme «terroriste» par Ankara. Honnies par les autorités turques pour leur affiliation aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les YPG sont les meilleurs alliés des Etats-Unis et de la coalition internationale dans la lutte menée contre l'organisation Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie. Dès dimanche matin, des correspondants de l'Agence France-Presse (AFP) à Afrin ont constaté la présence de chars et de drapeaux turcs dans plusieurs quartiers de la ville. Les membres des groupes armés syriens, utilisés en renfort de l'armée turque, ont fait circuler sur les réseaux sociaux les images de leur conquête. Une photographie, largement diffusée, montrait un bâtiment officiel de l'administration d'Afrin coiffé d'un drapeau turc. Un deuxième, tendu au balcon, était flanqué d'une bannière de l'opposition syrienne.

«Nouvelle phase» de la lutte

Issus de la rébellion armée, nombre des combattants syriens utilisés pour cette opération partagent une idéologie islamiste. Certains reprennent à leur compte les signes extérieurs prisés des djihadistes : barbes longues, pantalons au-dessus de la cheville, index levés en l'air pour proclamer l'unicité de Dieu... Une image, relayée dimanche, a résumé leurs méthodes : celle de la statue du héros mythologique kurde Kawa, qui ornait jusqu'ici un rond-point de la ville, jetée à terre et défigurée.

«Ils sont arrivés à l'aube, marchent dans les rues en vainqueurs, arrachent nos drapeaux. On craint qu'ils nous pillent, qu'ils volent les voitures, qu'ils vidant les maisons. On ne pourra rien leur dire», déplore un habitant d'Afrin. Resté dans la cité et à présent calfeutré

«Ils sont arrivés à l'aube, arrachent nos drapeaux. On craint qu'ils nous pillent», déplore un habitant d'Afrin

chez lui avec les siens, il a pu être joint par la messagerie en ligne WhatsApp et demande à rester anonyme, de peur d'être identifié par les combattants syriens qui ont pris le contrôle de la localité. Dimanche soir, l'AFP faisait état de pillages à grande échelle des magasins, des véhicules, du bétail et des effets personnels de ceux qui avaient quitté la ville.

La résistance et les combats de rue annoncés n'ont pas eu lieu. Les forces kurdes ont quitté Afrin, en laissant derrière elles les derniers civils qui n'avaient pas fui auparavant. «Cela fait deux jours que les YPG ont commencé à abandonner la ville», rapporte un habitant joint par WhatsApp. Dès l'arrivée de l'armée turque et de ses milices dans les premiers quartiers, la cité leur était ouverte. Des responsables kurdes ont reconnu que les forces vouées à défendre la localité s'étaient repliées. «Se retirer d'une bataille n'est pas perdre la guerre (...)», déclarait sur son compte Twitter Salih Muslim, personnalité kurde syrienne de premier plan et ancien chef du Parti de l'union démocratique (PYD), la principale incarnation en Syrie du mouvement kurde.

Dans une déclaration à la presse, les autorités du canton d'Afrin ont annoncé la poursuite de la lutte par d'autres moyens. «L'occupation turque» implique le passage de la confrontation directe à une «nouvelle phase» dans les combats, une guérilla censée aboutir à la reprise de la localité, a déclaré à cette occasion un responsable de l'administration civile, Othman Cheikh Issa : «Nos forces seront un cauchemar constant pour eux.»

A ce stade pourtant, les populations civiles restées dans Afrin et



Des supplétifs syriens de l'armée turque évacuent une habitante de la ville d'Afrin, en Syrie, dimanche 18 mars. BULENT KILIC/AFP

déplacées dans les environs vivent un drame. Avant l'intervention, elle était l'unique région de Syrie à avoir été épargnée par la guerre et ses destructions. «La plupart des gens sont partis vers les villages situés autour d'Afrin ou vers les endroits contrôlés par le régime», rapporte un habitant, joint par WhatsApp.

A point nommé pour Erdogan

D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), près de 300 civils auraient perdu la vie dans l'opération menée par la Turquie. Des dizaines de milliers d'habitants avaient commencé à quitter la ville dès la semaine dernière, parfois à pied. L'OSDH évacue le nombre de déplacés venus de toute l'enclave à 250 000 personnes. Pour les civils jetés sur les

routes, l'aide humanitaire ne s'est pas encore matérialisée à un niveau suffisant. A terme, les acteurs humanitaires présents dans les zones contrôlées par les forces kurdes dans le nord-est du pays se préparent à recevoir plus d'une dizaine de milliers d'exilés.

Leur crainte est que ceux-ci arrivent de tous côtés. «Un accord des Kurdes est possible avec le régime qui tient les voies d'accès vers les territoires du nord-est en vue du transfert des populations déplacées. Mais l'administration kurde n'a pas encore de vision claire sur ce qui va se passer.»

La prise de la ville tombe à point nommé pour le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a fait de cette offensive un instrument de reconquête de l'électorat, au moment où sa popularité stagne,

à dix-huit mois de l'élection présidentielle prévue pour novembre 2019.

Dimanche matin, il a été le premier à clamer la victoire depuis la ville de Canakale dans les Dardanelles (ouest du pays), où il se trouvait dans le cadre du 103^e anniversaire de la victoire de l'Empire ottoman sur les alliés occidentaux qui voulaient s'emparer d'Istanbul en 1915. «La plupart des terroristes ont fui, la queue entre les jambes. Nos forces spéciales et les membres de l'Armée syrienne libre nettoient ce qu'il en reste ainsi que les engins piégés laissés derrière eux», a-t-il déclaré.

Jusqu'où ira l'armée turque ? A maintes reprises, M. Erdogan a menacé d'étendre l'offensive plus à l'est, vers Manbij, où des troupes américaines sont stationnées aux

côtés des YPG. Déterminé à éradiquer les miliciens kurdes, Ankara brûle de repeupler les zones conquises avec les 3 millions de Syriens qui ont trouvé refuge sur son sol ces dernières années.

Lors de l'opération «Bouclier de l'Euphrate» (août 2016-mars 2017), réalisée avec l'aval de la Russie, la Turquie avait déjà mis la main sur une partie du territoire syrien, sur 90 kilomètres, de Djarabulus à Azaz. La prise d'Afrin, avec la bénédiction russe, lui permet d'étendre son contrôle sur une bonne moitié de la frontière – plus de 400 kilomètres sur 911 – ce qui renforce son poids dans les négociations avec ses partenaires russe et irakien en vue du partage de la Syrie en zones d'influence. ■

MARIE JÉGO
ET ALLAN KAVAL (À PARIS)

Europe : « Il n'est pas question d'instaurer un directoire Paris-Berlin »

Le premier ministre du Luxembourg, Xavier Bettel, met en garde contre les projets européens de taxation des géants du numérique

ENTRETIEN

LUXEMBOURG - envoyé spécial

Le premier ministre, Xavier Bettel, conduit, à partir de lundi 19 mars, une visite d'Etat du Luxembourg en France, la première depuis quarante ans. Pour aborder, outre les questions bilatérales, celle de la relance de la zone euro, souhaitée par Emmanuel Macron.

Quel regard portez-vous sur les premiers mois de pouvoir du président Macron ?

Je le connaissais avant son élection. Il est une chance pour son pays et pour l'Europe. Il manquait en France, où le libéralisme fait toujours peur, un courant politique conscient qu'avant de distribuer l'argent, il faut le gagner et qui, simultanément, ne prône pas le conservatisme.

M. Macron songerait à une sorte d'En marche ! européen. Etes-vous pour ?

Je ne quitterai pas ma famille politique, le groupe libéral et démocrate, mais je suis partant pour dépasser le clivage gauche-droite paralysant. Le Parlement européen compte des groupes

qui veulent avancer, d'autres qui veulent détruire, et des conservateurs eux-mêmes très divisés.

Comment le rôle du « moteur » franco-allemand en Europe vous apparaît-il ?

Un moteur a besoin de carburant et le Benelux le lui fournit. Nous sommes 28 autour de la table et il n'est pas question d'instaurer un directoire entre Paris et Berlin, pas plus qu'une révolution des «petits». Les propositions de M. Macron sont, en tout cas, les bienvenues. Il met le turbo, suggère des pistes, ne parle pas d'un tout ou rien. La défense, la réforme de la zone euro, un ministre des finances et un Parlement de la zone euro : on peut discuter de tout, établir des priorités. Je suis favorable à l'amélioration de la gouvernance et aux consultations citoyennes.

La Commission a critiqué la politique fiscale «agressive» du Luxembourg pour attirer les multinationales...

Non ! Elle dit que notre politique «pourrait être utilisée afin de...» Cette supposition m'a un peu surpris, d'autant qu'elle ne tenait pas compte de dizaines de remarques que nous lui avons adressées.

« L'Italie m'inquiète, mais l'élection n'a pas été influencée par la question européenne »

L'image du paradis fiscal perdure...

Le pays a été retiré des listes et nous avons procédé à des réformes considérables, sous présidence européenne luxembourgeoise, je le souligne. Quand je suis arrivé au pouvoir, il y a quatre ans, j'avais un peu l'impression d'être un pestiféré. Je peux vous assurer que notre image a beaucoup changé, comme je l'ai récemment constaté au Forum économique mondial de Davos.

Il n'y a plus de sociétés «boîtes aux lettres» à Luxembourg ?

Les mécanismes de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques] et du G20 de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices ont permis d'éviter les structures sans substance. Il y a,

en France, 3 millions de sociétés avec très peu de personnel. Ce n'est pas interdit au niveau européen, mais mon but n'est pas d'attirer des sociétés qui ne créent pas d'emplois et ne paient pas d'impôt.

Le durcissement des règles fiscales n'est-il pas inquiétant pour un pays comme le vôtre ?

Non. Si nous avions voulu organiser le blocage sur le secret bancaire ou d'autres points, nous n'aurions pas notre taux de croissance actuel. Une politique de niche légale est une opportunité, une politique de niche flirtant avec les limites serait néfaste.

On vous dit réticent à l'idée d'une taxation des GAFA...

Nous demandons d'attendre le rapport promis par l'OCDE pour atteindre une convergence et faire en sorte que l'Europe ne soit pas moins attractive que d'autres. Je me demande, par ailleurs, alors qu'une guerre de l'acier menace, s'il est bon de lancer un mécanisme qui aboutirait à taxer, pour l'essentiel, des sociétés américaines. Mais il est inacceptable que de grandes entreprises réalisant des bénéfices considérables ne paient pas d'impôt alors qu'un tra-

valeur est, lui, taxé à hauteur de 40 % ou 50 %. Tolérer cela, c'est pousser les gens vers les extrêmes.

Une cassure Est-Ouest au sein de l'Union menace, à propos des réfugiés notamment...

Je m'inquiète que l'on parle de solidarité à géométrie variable. Quant à l'idée de lier l'octroi de fonds structurels au respect de l'Etat de droit, je m'interroge. Est-ce juridiquement faisable ? Et, en agissant ainsi, ne renforcerions-nous pas, en fait, certains dirigeants qui pourraient, une fois encore, désigner les réfugiés et «Bruxelles» comment les ennemis ? Il convient, en revanche, de réfléchir à la réforme de l'article 7, qui suppose actuellement l'unanimité pour priver un Etat membre de son droit de vote.

Vienne, Budapest, Rome peut-être : populistes et extrémistes arrivent au pouvoir. Quelles sont les réponses ?

Les dirigeants concernés doivent respecter les valeurs et, le cas échéant, rappeler à l'ordre leurs alliés qu'ils bafouent, voire décréter qu'il est impossible de gouverner avec eux. L'Italie m'inquiète, mais

LE PROFIL



Xavier Bettel

A 45 ans, le dirigeant du Parti démocratique, membre des libéraux au Parlement européen, a succédé, en décembre 2013, au conservateur Jean-Claude Juncker à la tête du gouvernement du Luxembourg. Xavier Bettel dirige le pays avec les sociaux-démocrates et les écologistes.

cette élection n'a pas été influencée par la question européenne. C'est le thème des réfugiés, une affaire mal gérée faute d'un accord sur un système permanent de répartition ou une vraie solidarité, qui a encouragé certaines formations. Idem pour le FPÖ en Autriche et pour l'AfD en Allemagne. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-PIERRE STROOBANTS



Le champ de lin de Biodiversi Terre, une installation de l'artiste Gad Weil, avenue Foch, à Paris 16^e, en juin 2017. CORINNE ROZOTTE

Paris part à la reconquête de sa biodiversité

Cent hectares de toits et de murs végétalisés, 30 hectares d'espaces verts, 20 000 arbres plantés : la capitale veut « intégrer la nature partout »

Une ville accueillante, résiliente et riche en biodiversité. » Voilà comment se rêve Paris, ou du moins l'objectif qu'elle s'est fixé pour 2030. C'est dans cette perspective que la capitale doit voter, lors du Conseil du mardi 20 mars, son nouveau plan biodiversité 2018-2024, un épais document qui déroule trente actions pour « intégrer la nature partout en ville ».

« Nous n'avions pas d'obligation légale à adopter un tel plan, à la différence du climat, précise Pénélope Komitès, adjointe à la maire (PS) chargée des espaces verts, de la nature en ville, de la biodiversité et de l'agriculture urbaine. Mais il serait inconcevable de ne pas mener des actions ambitieuses face à l'érosion de la biodiversité. »

Selon un recensement effectué fin 2015, la capitale abrite plus de 600 espèces de plantes et 1300 d'animaux dans ses parcs, jardins, bois, cimetières, mares ou canaux. Pourtant, ces populations sont parfois réduites ou en déclin, à l'image des moineaux, dont les trois quarts des effectifs ont disparu en treize ans. Après un premier plan biodiversité adopté en 2011, jugé « insuffisamment opérationnel », « il y avait une nécessité de sortir de l'opposition stérile entre la construction de la ville et la mise à disposition d'espaces verts », estime Pénélope Komitès.

Paris a ainsi prévu de poursuivre son verdissement en visant sur la mandature (2014-2020)

cent hectares de toits et de murs végétalisés, 20 000 arbres plantés (8 000 l'ont déjà été) et trente hectares d'espaces verts ouverts au public (treize hectares ont déjà vu le jour). Une rue végétale – qui laisse une large place aux plantations, avec un accès nul ou limité pour les automobiles – sera aménagée dans chaque arrondissement, ainsi que la « première rue comestible parisienne », dans le 12^e, dont les fruits et légumes, cultivés par les habitants, seront accessibles en libre-service.

En plus de renforcer la « trame verte » (voies plantées d'arbres, petite ceinture ferroviaire ou encore canaux) et « bleue » (restauration ou création de vingt zones humides d'ici à 2024 par rapport à 2017), la Mairie veut développer une « trame nocturne » – constituée d'espaces et de continuités sombres – et une autre « brune » – sols et pleine terre. Les nuisances lumineuses seront limitées.

« Conflits d'usage »

Des espaces de biodiversité doivent également être créés pour servir de refuge, de nidification ou d'alimentation, tels que des abris à insectes, des gîtes à hérissons ou encore des nichoirs. L'agriculture continuera aussi de jouer un rôle : des nouveaux ruchers seront développés et un appel à projets lié à l'agroécologie et à la permaculture sera lancé en 2018-2019, avec l'objectif d'atteindre trente hectares d'agriculture urbaine créés sur la mandature (soit deux fois plus qu'aujourd'hui).

Pour l'association France Nature Environnement, la Mairie ne fait qu'« habiller de vert » des projets d'urbanisation

Du côté du bâti, la Ville prévoit la construction d'une vingtaine d'immeubles « à biodiversité positive » d'ici à 2024 – quatre existent déjà aujourd'hui. Conçus sur le modèle de ceux à énergie positive, ils favorisent la faune et la flore (végétalisation des façades et des toits, nids pour les oiseaux et chauves-souris, etc.). Enfin, la Mairie veut proposer des formations et des actions de sensibilisation de la crèche aux universités.

Si la Ville affirme vouloir endiguer la prolifération des espèces exotiques envahissantes et mieux suivre les espèces protégées et menacées, le plan ne contient en revanche rien de spécifique sur les animaux. « Cet aspect fait l'objet de concertations depuis un an dans le cadre d'une mission animaux », justifie Pénélope Komitès, qui présentera des propositions devant le Conseil de Paris en juillet.

« Ce plan a valeur d'exemple alors que jusqu'à présent, les politiques publiques ont été coupables d'indifférence autant que d'un manque d'ambition sur la biodiversité, éclipsée par le climat », se félicite Allain Bougrain-Dubourg, le président de la Ligue pour la protection des oiseaux.

Si Paris n'est pas la première ville française à se doter d'un tel programme – elle arrive après Nantes, Dijon ou Strasbourg –, l'enjeu était d'autant plus dur à relever dans une capitale « ultradense, peuplée et minérale », selon Sandrine Bélier, directrice de l'ONG Humanité et biodiversité. L'ancienne députée européenne vante surtout la « démarche de concertation » accompagnant le document, qui permet « aux urbains de s'approprier ces enjeux ».

De fait, le plan est le fruit d'un travail de deux ans mené avec des professionnels (associations, chercheurs, aménageurs...), mais aussi près de 800 habitants. Plusieurs comités, intégrant ces différents acteurs, seront chargés d'en assurer la gouvernance et le suivi. Pour faciliter leur évaluation, toutes les actions font l'objet d'échéances précises (2018-2019, puis 2020, 2024 et, enfin, 2030).

Reste que cette protection de la biodiversité « se confronte à des conflits d'usage et à une volonté d'artificialiser la ville », regrette David Belliard, le président du groupe écologiste de Paris, à l'origine de la majorité des quinze amendements et des vingt vœux qui seront débattus en séance.

« Densification »

Autrement dit, c'est une « schizophrénie environnementale » que dénonce la section parisienne de France Nature Environnement. L'association déplore, derrière le « discours d'exemplarité de la Mairie », « la réalité d'une action cosmétique qui habille de vert des projets d'urbanisation ». Et de citer « la destruction des serres d'Auteuil », « la disparition de réservoirs d'eau [aujourd'hui enherbés en surface] sous des serres en plastique » ou « la densification de la ZAC Bercy-Charenton » où seront construites des tours de logements et de bureaux. L'ONG, qui rappelle que « Paris est l'une des villes les plus pauvres en Europe en mètres carrés d'espaces verts par habitant », exhorte la capitale à les « protéger et classer en zone non constructible ».

Au-delà de ces « problèmes de cohérence », David Belliard condamne « l'absence de budget défini du plan ». « Nous réaliserons une estimation pour le budget de la Ville de 2019 », répond Pénélope Komitès, qui assure déjà bénéficier de « fonds conséquents » : 110 millions d'euros sur la mandature pour atteindre trente hectares d'espaces verts, 18 millions pour renforcer les arbres et 10 millions au titre de l'agriculture urbaine. C'est bien moins, toutefois, que pour le climat. ■

AUDREY GARRIC

De gros calibres pour défendre les safaris américains

Le Conseil de préservation de la vie sauvage créé par le secrétaire à l'intérieur américain, Ryan Zinke, a tenu sa première réunion le 16 mars à Washington. La mission que lui a fixée cet ancien élu du Montana, grand chasseur devant l'éternel, est claire : cet organisme, qui coûtera 250 000 dollars par an (environ 203 600 euros) au contribuable américain, doit « fournir des conseils et recommandations au gouvernement fédéral » sur les conséquences que peuvent avoir les expéditions à l'étranger de chasseurs américains sur « la préservation, l'application des lois sur la vie sauvage », ainsi que leurs « bénéfices économiques ». Le conseil entend militer pour promouvoir ces « bénéfices » et pour éliminer les « barrières » qui s'opposent à l'importation aux États-Unis de trophées de chasse.

LE CONSEIL AMÉRICAIN DE PRÉSERVATION DE LA VIE SAUVAGE COMPTE SURTOUT DES MORDUS DE CHASSE

Les réunions de ce conseil devraient être particulièrement efficaces. Il compte en effet une proportion écrasante de chasseurs particulièrement attirés par le gros gibier et les armes à feu, selon une enquête de l'agence Associated Press. Sans surprise, ces personnalités ont des liens étroits avec le Safari Club International, une organisation de chasseurs, et le lobby des armes à feu, la National Rifle Association. L'un comme l'autre disposent de liens étroits avec des élus du Congrès, et assurent que la chasse qu'ils défendent pour le profit de clients fortunés constitue la meilleure réponse au braconnage.

Ce conseil ne compte aucun représentant d'organisations de protection de la nature. Plusieurs responsables de celles-ci l'ont vivement déploré lors de la réunion du 16 mars, qui était publique. Plusieurs des membres choisis attirent l'attention. C'est notamment le cas de Steven Chancellor, un important donateur du Parti républicain, dont le tableau de chasse, obtenu par l'organisation Humane Society, compte près de cinq cents animaux sauvages, dont dix-huit lions, treize léopards, six éléphants et deux rhinocéros.

Permis de tuer

Chris Hudson, un avocat de Dallas, a fait les gros titres en 2014 en remportant aux enchères, pour plus de 350 000 dollars, un permis de tuer en Namibie pour un rhinocéros noir, une espèce particulièrement menacée. L'avocat avait ensuite poursuivi en justice la compagnie aérienne américaine Delta, qui avait refusé d'embarquer la dépouille de l'animal. Olivia Opre, ancienne reine de beauté du Nebraska, qui siège également au conseil, revendique la chasse de 90 espèces différentes sur six continents. Elle aurait rapporté aux États-Unis 150 trophées.

Deux représentants de cette instance ont des liens étroits avec le fils aîné du président des États-Unis, Donald Trump Jr, un autre fanatique de la chasse. Il s'agit de Peter Horn, qui travaille pour la firme d'armes Beretta, et de Keith Mark, un guide qui officie sur une chaîne de télévision consacrée à la chasse. Ce dernier avait mis sa notoriété au service de Donald Trump lors de la campagne présidentielle de 2016.

Le 17 novembre 2017, sous la pression d'organisations de défense de l'environnement et d'élus de son propre parti, le président avait gelé la décision publiée le jour même sur le *Federal Register*, l'équivalent américain du *Journal officiel*, d'autoriser à nouveau l'importation de trophées de chasse à l'éléphant tué au Zimbabwe, que Barack Obama avait interdite. Un répit de courte durée : le département de l'intérieur a réautorisé ces importations le 1^{er} mars, au cas par cas. La porte-parole de Donald Trump, Sarah Sanders, a assuré que le président n'avait pourtant pas changé d'avis. ■

GILLES PARIS (WASHINGTON, CORRESPONDANT)

750

experts du monde entier au chevet de la biodiversité

Jusqu'au 26 mars, la Plate-Forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) réunit à Medellin (Colombie) des scientifiques de 116 pays. Ils ont pour mission d'évaluer la gravité de la perte rapide d'espèces. Selon l'IPBES, la planète est confrontée à la première extinction massive d'espèces depuis la fin des dinosaures, il y a 65 millions d'années, la sixième en 500 millions d'années.

INCENDIE L'Australie en proie aux flammes

Des températures inhabituellement élevées et des vents violents ont attisé d'importants feux de broussailles et d'herbes en Australie, réduisant en cendres des dizaines de maisons et tuant du bétail, en Nouvelle-Galles du Sud et dans l'Etat voisin de Victoria. D'après les spécialistes, ces incendies témoignent de la prolongation de la saison des feux de forêts, qui survient normalement pendant l'été austral, entre décembre et février, en raison du changement climatique. « Avec la taille de cet incendie, son intensité absolue, sa violence, nous sommes très chanceux de ne pas parler de blessés ou de tués », a expliqué le premier ministre du Victoria, Daniel Andrews. – (AFP)

INTEMPÉRIES Madagascar balayée par une tempête tropicale

Une forte tempête tropicale a fait au moins 17 morts et 15 000 sinistrés à Madagascar, selon un bilan officiel communiqué dimanche 18 mars. « La forte tempête tropicale Eliakim a atterri le 16 mars sur la péninsule de Masoala (nord-est) », a indiqué le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes. Elle s'est ensuite déplacée le long de la façade est de l'île vers le sud. Ces dix dernières années, Madagascar, l'un des pays les plus pauvres au monde, a été frappée par plus d'une quarantaine de cyclones et tempêtes tropicales. En janvier, le cyclone Ava a fait 51 morts et 22 disparus, tandis qu'Enawo avait fait au moins 78 morts en mars 2017. – (AFP)

Lutte contre le racisme : « Internet, la priorité »

Frédéric Potier, délégué interministériel, présente les objectifs de la future loi annoncée par Edouard Philippe lundi

ENTRETIEN

Le premier ministre, Edouard Philippe, a présenté, lundi 19 mars, le plan 2018-2020 de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, dont Internet est la première priorité. Un groupe de travail sera chargé de préparer une loi destinée à faire pression sur les plates-formes numériques. Le plan sera piloté par la délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah). Son responsable, Frédéric Potier, en détaille les grandes lignes.

Quel est votre constat concernant les plates-formes numériques ?

On constate un océan de haine sur Internet, d'une ampleur que je ne soupçonnais pas en prenant mes fonctions. La violence y est extrêmement aiguë. Or je suis persuadé que cette violence verbale peut précéder la violence physique. C'est pourquoi la première priorité de ce plan national, c'est Internet. On sait que ce sera un travail au long cours, qui ne sera pas facile, mais nous mènerons cette bataille dont le premier ministre a fait un combat personnel. Aujourd'hui, la Dilcrah signale au procureur les faits qui nous semblent illégaux. Nous obtenons des résultats, nous arrivons à faire fermer des pages Facebook, à faire supprimer des Tweet, à faire bloquer des chaînes YouTube. Mais nous devons construire une réponse de plus grande ampleur.

Le plan prévoit une loi. Quels nouveaux outils créera-t-elle ?

D'abord, nous porterons une initiative pour faire modifier le cadre européen. Mais sans attendre cette négociation, qui prendra du temps, nous ouvrons le chantier du cadre législatif national. C'est l'objet de la mission confiée à Karim Amellal [auteur de Bleu blanc noir (L'Aube, 2016)], Laetitia Avia [députée LRM] et Gil Taïeb [vice-président du Conseil représentatif des institutions juives de France]. Ils regarderont dans le détail les pistes d'ores et déjà retenues, notamment les propositions très concrètes faites par les associations, dont je salue le travail. Ainsi, les plates-formes devront avoir en France une représentation juridique [vers qui pourront se tourner les pouvoirs publics]. Elles devront rendre très accessibles les dispositifs de si-

« Le combat contre le racisme et l'antisémitisme est aussi un combat contre l'ignorance et l'obscurantisme »

FRÉDÉRIC POTIER
délégué interministériel

gnalement pour que tout internaute puisse signaler facilement un contenu qui lui semble illicite. Nous devrons pouvoir fermer des comptes anonymes qui, de manière massive et répétée, diffusent des contenus de haine.

C'est impossible aujourd'hui ?

C'est très compliqué. Cela suppose des efforts extrêmement importants par rapport au nombre de comptes ou de Tweet. Dans les toutes prochaines semaines, nous allons étendre la possibilité des enquêtes sur Internet sous pseudonyme aux faits de racisme et d'antisémitisme. Aujourd'hui, elles sont limitées aux enquêtes sur des contenus terroristes et pédopornographiques.

Depuis octobre, l'Allemagne a une telle loi. Est-ce un modèle ?

Le président de la République a dit que c'était un exemple inspirant. L'Allemagne est à l'avant-garde de ce combat sur Internet. Sa loi instaure des mécanismes de retrait de contenus illicites très précis, contraignants, avec des pénalités très lourdes [pour les plates-formes] qui peuvent aller jusqu'à 50 millions d'euros. Elle est extrêmement intéressante mais elle a aussi créé des débats sur sa compatibilité avec la liberté d'expression. Elle peut nous aider à trouver notre propre point d'équilibre entre la liberté d'expression et la sanction de contenus de haine.

Que faut-il encore exiger des plates-formes ?

Ce sera à la mission de le déterminer. Mais on peut parler de la question de l'enfermement algorithmique. Il ne faut plus que, lorsque vous consultez une vidéo haineuse, on vous recommande d'autres contenus du même type. Il existe des réponses techniques.

Hors Internet, comment améliorer le recueil des plaintes ?

tisans d'une laïcité extensive. Frédéric Potier préfère parler des « modalités concrètes d'action » plutôt que de prendre des « postures moralisatrices ».

L'action de la Dilcrah, avec ses douze salariés et son budget de 6,2 millions d'euros, relève du travail de fourmi, consistant à mobiliser les ministères concernés et les services déconcentrés de l'Etat. Une enveloppe de 2 millions d'euros sert à financer « des opérations d'hyperproximité (intervention dans un collège ou un lycée, un festival, un événement sportif...) », soit un total de « plus de 700 actions locales et nationales » en 2017.

A l'avenir, son délégué voudrait multiplier les contrats territoriaux de lutte contre le racisme et l'antisémitisme expérimentés à Vitrolles et à Vaulx-en-Velin. Ils consistent à « identifier des associations, des pratiques, à mettre en place des actions de formation ». « Nous souhaitons en signer cinquante autres », indique-t-il. L'action concrète avant la parole. ■

C.F.C.

Faut-il, comme au Royaume-Uni, que les victimes puissent qualifier elles-mêmes les faits de racistes ?

Il y a une vraie volonté de transformer la façon dont on accueille les victimes. Nous allons étudier le système en vigueur au Royaume-Uni et dans les pays nordiques. Dans ces pays, les enquêtes judiciaires partent du qualificatif posé par la victime, de sa perception, que ce soit une circonstance aggravante raciste, antisémite ou homophobe. Une mission en ce sens sera confiée à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice. C'est un système complètement différent du nôtre, qui supposerait un vrai big-bang juridique et culturel. Il faut aller l'étudier, le tester. Les Britanniques répertorient 62 000 actes de haine là où nous en avons 1 800. Cela montre bien qu'il y a une façon de compter, de nommer les choses, et qu'il ne faut pas être figé. Il faut pouvoir identifier nos marges de progrès et proposer des mesures concrètes. Nous avons souhaité doubler cette étude d'une expérimentation locale avec un réseau d'enquêteurs et de magistrats spécifiquement formés aux crimes de haine et aux discours racistes et antisémites, pour que nous puissions mieux caractériser la façon dont les plaintes sont prises en compte et que l'on puisse, le cas échéant, modifier les procédures (auditions, PV, accueil des victimes).

Parleriez-vous d'un nouvel antisémitisme ?

J'ai utilisé ce terme non pas pour l'opposer à l'ancien, mais pour dire que le vieil antisémitisme, qui vient notamment du XIX^e siècle, alimente un nouvel antisémitisme qui, lui, provient plutôt de l'islamisme radical. Il faut combattre les deux avec la même force. Il faut pouvoir répondre à ces deux types de haines par des supports adaptés et non par une posture trop moralisatrice.

Comment faire en sorte qu'une famille juive menacée ne soit plus contrainte de déménager ou qu'un élève juif ne soit pas poussé à quitter l'école publique ?

Le combat contre le racisme et l'antisémitisme est aussi un combat contre l'ignorance et l'obscurantisme. Dans ce combat, l'école de la République ne peut rester sans réaction. Le plan propose la création d'une équipe nationale de réaction rapide pilotée par le ministère de l'éducation nationale et la Dilcrah. Elle devra pouvoir proposer aux établissements, aux enseignants, des interventions lorsque des difficultés nous remontent. Notre idée est d'utiliser les outils que la Dilcrah a contribué à faire émerger (outils pédagogiques, associatifs, avec des liens avec des lieux de mémoire) et de les proposer aux établissements et aux enseignants qui en auraient le plus besoin. Parallèlement, nous

poursuivons les efforts de formation, y compris en ligne.

Quelle place voulez-vous donner aux associations ?

Nous devons lutter contre les angles morts de la République par la mobilisation de toute la société. Cela passe aussi beaucoup par les associations. Nous allons créer un prix Ilan Halimi [victime en 2006 du « gang des barbares »], qui sera remis chaque année le 13 février. Nous souhaitons le faire avec les associations pour favoriser et récompenser les actions à destination de la jeunesse. J'ai à cœur de travailler avec le plus d'associations possible et j'assume tout à fait que, parfois, elles puissent se montrer critiques envers certaines politiques publiques. Mais sur ce qui nous rassemble – le refus du racisme, de l'antisémitisme, de la haine anti-LGBT –, il doit y avoir un front uni.

Des associations dénoncent l'existence de mécanismes discriminants, voire racistes, dans l'action publique...

Je le dis clairement : il n'y a pas de racisme d'Etat. Cette notion, c'est une aberration. Mais cela ne veut pas dire que tout va bien dans le meilleur des mondes. Il faut améliorer la formation des agents publics, qui sont des Français comme les autres, avec parfois des préjugés. Il faut qu'on puisse les aider à les surmonter. C'est pour cela que nous allons

LES MESURES

Le plan 2018-2020 contre le racisme et l'antisémitisme comporte quatre chapitres.

Internet

Une loi définira les obligations des plates-formes numériques en France. Paris portera au niveau européen le projet d'un nouveau cadre juridique de la responsabilité des plates-formes.

Education

Prévention et formation dans le cadre de l'éducation nationale.

Victimes

Amélioration de l'accueil et de la prise en compte des plaintes par des formations et une meilleure identification du phénomène.

Nouveaux champs

Actions menées auprès des élus locaux, des milieux sportifs et de la culture et de la communication.

lancer un grand plan national de formation dans les trois fonctions publiques. Nous allons intervenir aussi davantage dans les commissariats, dans les gendarmeries, à l'Ecole nationale de la magistrature. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CÉCILE CHAMBRAUD

Les actions de terrain d'abord

IL A BIEN UN COMPTE Twitter mais ne s'en sert pas pour polémiquer. Frédéric Potier, 38 ans, délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah) depuis mai 2017, a pris le parti inverse de son prédécesseur, Gilles Clavreul. Autant celui-ci avait fait de sa fonction de « Dilcrah de Manuel Valls » une base pour partir à l'assaut d'un certain antiracisme qu'il accusait de communautarisme, autant celui-là, nommé par l'équipe d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe, donne la priorité au travail de terrain sur les joutes verbales.

Marqués tous deux par la prolifération des tensions racistes et antisémites dans la société française post-Mérah, ayant tous deux vécu les attentats djihadistes de 2015 et 2016 à divers postes au sein de l'exécutif, ils ont opté pour des façons de faire qui correspondent à leurs premiers ministres respectifs. Gilles Clavreul a cofondé le Printemps républicain, une association qui regroupe des par-

tisans d'une laïcité extensive. Frédéric Potier préfère parler des « modalités concrètes d'action » plutôt que de prendre des « postures moralisatrices ».

L'action de la Dilcrah, avec ses douze salariés et son budget de 6,2 millions d'euros, relève du travail de fourmi, consistant à mobiliser les ministères concernés et les services déconcentrés de l'Etat. Une enveloppe de 2 millions d'euros sert à financer « des opérations d'hyperproximité (intervention dans un collège ou un lycée, un festival, un événement sportif...) », soit un total de « plus de 700 actions locales et nationales » en 2017.

A l'avenir, son délégué voudrait multiplier les contrats territoriaux de lutte contre le racisme et l'antisémitisme expérimentés à Vitrolles et à Vaulx-en-Velin. Ils consistent à « identifier des associations, des pratiques, à mettre en place des actions de formation ». « Nous souhaitons en signer cinquante autres », indique-t-il. L'action concrète avant la parole. ■

C.F.C.



URGENCE !

LES CENTRES SOCIAUX ASSOCIATIFS DES BOUCHES-DU-RHÔNE EN DANGER !

publicité

Nous, acteurs des 52 centres sociaux associatifs adhérents de l'Union des Centres Sociaux des Bouches-du-Rhône, habitants, militants, bénévoles et salariés, alertons l'ensemble des responsables politiques de notre manque récurrent de financements publics pour répondre aux besoins essentiels d'animation sociale de nos territoires.

Les centres sociaux sont des équipements structurants qui contribuent au quotidien et dans la proximité à la cohésion sociale des quartiers, des villes. Leur fonction première : l'accueil de tous les publics. Leur spécificité : une démarche de projet participatif.

Le centre social est un espace familial et de citoyenneté où, collectivement, enfants, adolescents, adultes, seniors, de toutes origines, se côtoient et participent à la vie sociale. Le centre social est un tremplin à l'engagement associatif et défend le pouvoir d'agir des habitants.

Dans l'ensemble de notre département, en zones urbaines, rurales, dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les centres sociaux portent un projet généraliste d'animation du territoire, co-construit entre les habitants et les équipes salariées. Ces projets sont ancrés dans un socle de valeurs partagées à l'échelle nationale : la dignité humaine, la solidarité et la démocratie.

Au plus près des réalités sociales des quartiers parfois désertés par les services publics, les commerces et tout autre acteur de lien social, les centres sociaux des Bouches-du-Rhône agissent face à des situations complexes et pressantes concernant la parentalité, le cadre de vie, l'accès à l'emploi, l'accès aux droits, la santé, la prévention du décrochage scolaire, de

la délinquance, la promotion de la citoyenneté et de l'égalité femmes-hommes, la lutte contre les discriminations, la défense des valeurs de la République et de la laïcité, la culture et les loisirs...

Les centres sociaux de notre fédération sont aussi des acteurs incontournables du paysage socio-économique du département des Bouches-du-Rhône. Dans leurs territoires d'intervention, 2 500 salariés et 1 500 bénévoles sont engagés quotidiennement auprès de 350 000 habitants, de tous âges et de toutes conditions sociales.

Nous dénonçons le désengagement programmé et progressif des partenaires publics et de l'Etat : baisse considérable des emplois aidés, baisse voire disparition de financement des collectivités locales, baisse des crédits de la politique de la ville.

Nous refusons que la seule logique financière remette en cause nos projets associatifs créateurs de lien social et promoteurs du vivre-ensemble. Nous souhaitons être associés aux orientations politiques qui seront prises pour les territoires, comme de véritables partenaires et non comme de simples opérateurs. Nous réclamons des moyens pour travailler correctement et attendons notamment un engagement fort des représentants locaux de l'Etat, garant de la solidarité nationale, à nos côtés.

Les centres sociaux des Bouches-du-Rhône demandent aux pouvoirs publics un réel engagement pérenne et durable et une reconnaissance pleine et entière, à la hauteur des enjeux pour nos associations, nos équipements, nos territoires et leurs habitants.

FINANCER UN CENTRE SOCIAL NE REPRESENTE PAS QU'UN SIMPLE COÛT
MAIS BIEN UN REEL INVESTISSEMENT POUR LA COHESION SOCIALE

contact : info@ucs13.fr - 06 47 49 33 87

CONFLITS SOCIAUX

La semaine sociale tendue de Macron

Les manifestations contre les réformes de la fonction publique et de la SNCF sont un test pour l'exécutif

L'histoire a retenu que les événements de Mai 68 ont débuté avec le mouvement étudiant dit « du 22 mars » qui, en plus de son opposition à la guerre du Vietnam, réclamait notamment la possibilité pour les garçons d'aller dans les chambres des filles à la faculté de Nanterre... Ironie du calendrier ou clin d'œil de l'actualité à cinquante ans de distance, c'est aussi un 22 mars que l'exécutif va connaître le premier vrai test social de son quinquennat.

Les manifestations organisées à l'appel de nombreuses fédérations syndicales, à la fois contre les réformes annoncées de la fonction publique et de la SNCF, vont donner une idée de la température sociale dans le pays. A ce stade, l'Elysée et le gouvernement affichent leur sérénité. Pas plus qu'ils n'ont été confrontés à un automne social après la réforme par ordonnances du droit du travail, Emmanuel Macron comme Edouard Philippe ne pensent devoir craindre cette fois un printemps social. « *Nous n'avons pas plus d'inquiétude aujourd'hui qu'à l'automne, quand on spéculait déjà sur une possible coagulation sociale* », assure le porte-parole de la présidence de la République, Bruno Roger-Petit.

L'exécutif va devoir aussi affronter la grève d'usure programmée par les syndicats représentatifs de la SNCF, avec trente-six journées de mobilisation annoncées entre le 3 avril et le 28 juin, en plus des mécontentements croissants des personnels des maisons de retraites médicalisées (Ehpad), qui dénoncent un manque de moyens, et des retraités touchés par la hausse de la CSG. De quoi déstabiliser ou à tout le moins inquiéter n'importe quel gouvernement.

« Nous tiendrons »

Pour autant, l'exécutif ne veut pas croire à une accumulation des tensions. « *Si les syndicats ne s'exprimaient pas, c'est comme si le curé ne disait pas la messe le dimanche* », ironise un ministre. Dans un entretien le 18 mars au

« Nous n'avons pas plus d'inquiétude aujourd'hui qu'à l'automne »

BRUNO ROGER-PETIT
porte-parole de la présidence

Journal du dimanche, la ministre de la santé, Agnès Buzyn, réfute le scénario d'une « *convergence des luttes* ». « *Il faudrait pour cela qu'il y ait une convergence des problématiques et ce n'est pas le cas* », affirme-t-elle. Mieux, l'exécutif entend afficher sa détermination face à ses opposants. Droit dans ses bottes, à l'image du premier ministre Alain Juppé lors du mouvement social de 1995... « *Nous tiendrons* », a répondu crânement le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, interrogé dimanche sur France Inter sur l'éventualité d'une grève longue à la SNCF.

L'enjeu est crucial pour Emmanuel Macron, qui a fait de sa volonté de réformer la marque de son identité politique, et de sa capacité à affronter la contestation sociale sa différence avec ses deux prédécesseurs à l'Elysée, Nicolas Sarkozy et François Hollande. « *Nous allons continuer à réformer en profondeur* », a prévenu le chef de l'Etat, le 11 mars, lors de sa visite en Inde. « *Ça ne s'arrêtera ni demain, ni le mois prochain, ni dans trois mois. Les Français le souhaitent profondément, seuls des commentateurs fatigués voudraient qu'il y ait un terme à ce mouvement* », avait-il ajouté à New Delhi.

Preuve de la résolution à agir du pouvoir, le gouvernement a organisé, dimanche 18 mars, un séminaire de travail pour plancher sur les dossiers des prochaines semaines. Objectif de cette opération mise en scène non pas à Matignon, mais dans l'école de cuisine Ferrandi, à Paris, propriété de la chambre de commerce et d'industrie d'Ile-de-France: montrer que l'exécutif n'est pas inquiet de la



A Bordeaux, le 28 février. De nombreux syndicats appellent à manifester le 22 mars.

JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/
FRENCH-POLITICS POUR « LE MONDE »

journée du 22 mars ni de la grève à suivre à la SNCF, mais qu'il se projette au contraire sur le long terme.

Sept nouvelles réformes sont inscrites au calendrier gouvernemental jusqu'en mai: en plus de celles de la fonction publique et du ferroviaire, figurent celles de la formation professionnelle et de l'apprentissage, de l'assurance-chômage, du logement, de la justice, de la lutte contre la fraude fiscale ou contre les violences sexuelles, et des institutions. « *Ce qu'attendent les Français, et ils ont raison, ce sont des résultats. Nous allons donc travailler pour leur en donner* », a indiqué Edouard Philippe en marge du séminaire, ajoutant qu'il comptait rappeler aux membres

du gouvernement combien « *l'exécution dans le détail des mesures* » est importante.

Erosion de popularité

L'exécutif est persuadé que les conditions politiques ne sont pas réunies pour un mouvement social d'ampleur. Au contraire, selon l'Elysée, la majorité de la population serait toujours en demande d'une intensification des réformes. « *L'élection présidentielle a créé une grande attente, donc ça catalyse beaucoup plus vite. Les gens ont conscience que ça bouge vite avec Emmanuel Macron et veulent que les résultats arrivent encore plus vite* », résume l'entourage du chef de l'Etat.

L'essentiel ne serait donc qu'affaire de « *pédagogie* » de l'action gouvernementale. « *Je ne crois pas au divorce entre le président et les Français. Les gens posent des questions, c'est normal, mais je ne sens pas de fortes critiques. Il y a une attente et il faut faire de la pédagogie* », explique au Monde Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre de l'intérieur. Si l'Elysée reconnaît « *une ambiance en ce moment* », il s'agit d'y répondre « *en répétant inlassablement, en expliquant pourquoi les choses sont faites, en disant parfois les vérités* ».

En attendant, le chef de l'Etat et le premier ministre subissent depuis plusieurs semaines une nouvelle érosion de leur popula-

rité dans les sondages, liée en partie à l'accueil des réformes par les Français et à leur mécontentement en matière de pouvoir d'achat, insuffisant à leurs yeux alors que la croissance repart. Et si les enquêtes montrent qu'une majorité de concitoyens sont critiques sur l'état de la fonction publique ou de la SNCF et semblent souscrire au discours gouvernemental, ils restent pour autant attachés au service public, et près d'un tiers dit soutenir les grèves. Pas de quoi entamer encore la confiance de l'exécutif, mais l'inciter à la vigilance, certainement. ■

CÉDRIC PIETRALUNGA
ET BASTIEN BONNEFOUS

SNCF : la retraite des cheminots, victime collatérale de la réforme

Le gouvernement a exclu ce dossier sensible de son projet de transformation ferroviaire, mais le système risque de se retrouver déséquilibré

C'est un sujet explosif que l'exécutif a pris soin de mettre de côté – pour le moment. En dévoilant les grands axes de la transformation de notre système ferroviaire, Edouard Philippe avait martelé, le 26 février: « *Rien dans le texte que nous présenterons au Parlement ne concerne les retraites des cheminots*. » Celles-ci, avait précisé le premier ministre, seront appelées à évoluer dans le cadre de la réforme systémique qui devrait être lancée d'ici à l'été 2019 et dont l'entrée en vigueur va s'étaler sur plusieurs années.

Or, la décision de ne plus appliquer l'actuel statut des agents de la SNCF aux futurs embauchés va sans doute intervenir avant ce « big bang » des retraites et aura, du même coup, des incidences pour le système de pension des personnels de l'entreprise publique: comme c'est déjà le cas des contractuels engagés par celle-ci, les nouveaux entrants devraient non pas cotiser à la Caisse de prévoyance et de retraite (CPR) des cheminots, mais au régime géné-

ral, piloté par la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV).

Problème: la CPR est confrontée, depuis des années, à un important déséquilibre démographique. La SNCF avait massivement recruté, après la seconde guerre mondiale, pour reconstruire son réseau. Puis ses effectifs n'ont fait que décroître. En 2016, on dénombrait près de 146 000 cotisants pour 264 000 pensionnés – dont 87 000 au titre de la réversion, accordée aux conjoints survivants.

Controverses récurrentes

Résultat: les recettes de la CPR ne couvrent pas ses besoins de financement et l'Etat doit lui apporter une contribution d'équilibre (3,3 milliards d'euros, il y a deux ans). Le déficit risque de se creuser un peu plus, avec l'accélération de la diminution du nombre de cotisants, induite par la fin des « embauches au statut ». « *Comment va-t-il être financé? Ce sera l'une des questions, dans le débat entre l'Etat, la SNCF et les syndicats, que de savoir qui paye le coût de cet accroissement* », souligne une source

Les recettes de la caisse de prévoyance et de retraite ne couvrent pas ses besoins de financement

en première ligne sur le sujet. Pour Denis Dontenvill (UNSA-SNCF), « *l'Etat devra inmanquablement compenser et nous serons de nouveau pointés du doigt* ».

Le régime de retraite des cheminots est, en effet, au cœur de controverses récurrentes. Est notamment mis à l'index l'âge auquel le paiement de la pension peut être réclamé: 52 ans pour les « *roulants* » nés à partir de 1972 (et même 50 ans pour les générations antérieures à 1967); 57 ans, s'agissant des « *sédentaires* » nés à partir de 1967 (55 ans pour les générations antérieures à 1962). Mais ce barème est de plus en

plus théorique, suite aux réformes engagées depuis une dizaine d'années – notamment celle mise en œuvre au début du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Leur objectif est de rapprocher les règles applicables aux agents de la SNCF avec celles du secteur marchand. Ainsi, la durée de cotisation nécessaire pour toucher une retraite à taux plein est progressivement relevée afin d'être la même pour tous: 172 trimestres, à terme, mais en vertu d'un calendrier différent, l'obligation jouant dès la classe d'âge née en 1973 pour les salariés du privé tandis qu'elle concernera les générations 1978 et suivantes chez les sédentaires de la SNCF (1981 et suivantes, pour les roulants).

Du coup, près d'un tiers des salariés de la SNCF ont fait valoir leurs droits à la retraite en subissant une décote – c'est-à-dire un abattement, lié au fait qu'ils n'ont pas cotisé suffisamment pour être éligibles au taux plein. En outre, de plus en plus de cheminots diffèrent le moment où ils réclament la liquidation de leur pension:

en 2016, l'âge moyen de départ atteignait 53 ans et cinq mois pour les agents de conduite (soit trois ans de plus qu'en 2009, selon la CPR) et 57 ans et demi pour les autres agents (deux ans et deux mois de plus, comparé à 2009). Mais l'écart avec les personnes affiliées à la CNAV reste significatif (62 ans et cinq mois pour celles-ci).

« Résistances »

Qu'en sera-t-il demain? Le haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, s'est montré très prudent sur le sujet. « *Nous voulons respecter le caractère identitaire de certains régimes de retraite* », a-t-il déclaré, en décembre 2017, en citant notamment l'exemple des cheminots. Et d'ajouter: « *Si on devait aller vers un système à points, cela permettrait tout à fait de prévoir des points majorés, tenant compte [entre autres] de particularismes et [d']identités [professionnelles]*. »

Professeur d'économie à l'université de Lille, Touria Jaaidane rappelle que « *lorsqu'on décide de réformer, cela revient à modifier*

les règles du jeu, mais ça ne peut se faire de manière unilatérale ». « *Pour toutes sortes de personnes, la décision de rentrer à la SNCF s'est faite sur la possibilité de partir plus tôt*, poursuit-elle. *C'est normal qu'il y ait des résistances, mais on doit faire en sorte que les individus n'y perdent pas*. »

« *Une négociation intelligemment menée peut donner des résultats à l'avantage de toutes les parties prenantes, par exemple, en incitant les travailleurs à partir plus tard à la retraite*, complète Robert Gary-Bobo, professeur d'économie à l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensaie). *On peut le faire en améliorant la rémunération des agents qui restent au travail plus longtemps, en fin de carrière. De tels compromis peuvent être acceptés*. » Toute la question est de savoir si ce type de deal sera proposé par le gouvernement – et, dans l'affirmative, si la monnaie d'échange sera suffisante aux yeux des cheminots. ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES
ET BERTRAND BISSUEL



A la gare routière de Millau (Aveyron), d'où part le car remplaçant le TER pour Rodez, le 12 mars. SANDRA MEHL POUR « LE MONDE »

LES DATES

JEUDI 22 MARS

Une manifestation des cheminots est prévue jeudi 22 mars à Paris, le même jour que les fonctionnaires. Les syndicats espèrent la présence de 25 000 cheminots, soit presque un sur cinq. En Ile-de-France, trois des quatre syndicats représentatifs à la RATP appellent à la grève pour soutenir les cheminots. Le transport aérien sera lui aussi affecté, dans une moindre mesure. Onze syndicats d'Air France, tous métiers confondus, ont appelé à une grève, le vendredi 23 mars, ainsi que le vendredi 30 mars, à la veille du week-end de Pâques, pour exiger une augmentation générale de 6 % des salaires. Ils avaient déjà fait grève le 22 février.

À PARTIR DU 3 AVRIL

Les cheminots prévoient une grève de longue haleine, à raison de deux jours sur cinq. La mobilisation doit courir du 3 avril au 28 juin. En tout, la grève s'étalera sur trente-six jours. Selon les premières estimations de la SNCF, très peu de trains devraient rouler lors des premières journées de grève, les 3 et 4 avril. « Il y aura des lignes sans aucune circulation », a affirmé au Monde un proche de la direction du groupe ferroviaire.

Millau-Rodez : « Ils attendent qu'on prenne l'habitude du bus »

Cette ligne ferroviaire secondaire a été suspendue en décembre 2017, et remplacée par un réseau de cars, dans l'attente de travaux incertains

MILLAU, RODEZ - envoyée spéciale

Le hall de la petite gare est désert en cet après-midi de lundi de mars, à l'exception d'un homme en parka verte échoué sur un banc. Dans un guichet sans âme, une employée se morfond. Au Buffet de France, les habitués sirotent un verre de blanc en regardant l'émission « Des chiffres et des lettres ». La gare de Millau (Aveyron) ressemble à bien des stations de ces « petites lignes » qui sillonnent le territoire. Le panneau d'affichage annonce encore les départs vers Rodez, Saint-Chély ou Albi mais, à la place des voies, les lettres lumineuses répètent un seul mot : « CAR ». Trois lettres majuscules qui résument la situation des lignes secondaires dans le viseur des pouvoirs publics.

Depuis le 10 décembre, celle du TER Rodez-Séverac-Millau a été « suspendue ». SNCF Réseau a décidé d'interrompre le trafic pour des raisons de sécurité : vétuste, le trajet ne serait plus circulaire. « La ligne n'avait plus la performance attendue », indique la direction territoriale. Du côté des cheminots, on parle de « renoncement » : la société ne fait pas faire les travaux et laisse les installations se dégrader, dénoncent-ils. Eux la connaissent, cette voie qu'ils empruntent tous les jours, insistent-ils. Comme souvent sur le réseau secondaire, les hommes du rail bricolent, ralentissant dans tel passage, remplaçant une traverse ici, complétant le ballast là. « On aurait pu réparer et réduire la

vitesse. C'est une fermeture politique : ça fait des années que la direction ne veut plus l'entretenir », assène Frédéric Laur, secrétaire du syndicat CGT Cheminot.

Dans le hall, deux de ses collègues soupirent. « Faut pas parler de fermeture », lâche le plus ancien (treize ans de service). « Mais c'est vrai qu'on ne sait pas ce que ça va devenir et nous avec », dit-il en montrant, devant la gare, les grands autocars de la ligne privée Le Ruban bleu, une société locale, qui ont remplacé les six trains quotidiens.

Une dizaine de lycéens poireautent en se serrant sous l'abri. Quelques salariés, qui font l'aller-retour quotidien vers Séverac, patientent aussi. Ils sont bien peu à apprécier prendre le car au lieu du rail. Maïténa, 58 ans, déteste la route. Depuis deux mois, elle doit se faire une raison. « Je le vis mal mais je n'ai pas le choix. J'espère qu'ils vont vite rétablir le train. »

Tronçon essentiel

Un peu plus loin, Jean-Louis Polycarpe en doute. « Je crains qu'ils attendent qu'on prenne l'habitude du car parce que ça revient moins cher », dit ce responsable technique du Parc naturel régional des Grands Causses. En passant du rail à la route, quelques modifications horaires ont été faites, explique-t-il. Et ce sont toutes les petites habitudes qui se transforment en inquiétude. « Avec le bus, je dois partir à 7 heures et j'embauche plus tôt. Je fais des heures sup' sans le vouloir. C'est mon employeur qui est content... », souligne ce quin-

quagénaire qui a dû renoncer à prendre son vélo, trop encombrant dans le bus.

Sandrine Tournemine, 43 ans, employée dans un foyer pour personnes âgées, opine avant de souffler : « Avec le verglas et la neige, je préfère le train. Mais si ça reste comme ça, c'est mieux que rien... » Seuls les lycéens affalés au fond, semblent se ficher du débat : « On n'est plus obligé de se débrouiller quand un train est supprimé et ça arrivait plein de fois », remarque Sophie Viala, 18 ans. Autour, le petit groupe acquiesce avant de retourner à ses smartphones. On sent comme une résignation qui flotte parmi les passagers. Idem chez les neuf cheminots en résidence à Millau qui, depuis trois mois, ont été dispatchés sur le littoral.

La ligne est depuis longtemps considérée par la SNCF comme déficitaire. A ses yeux, avec 70 voyageurs par jour, elle n'est pas rentable. Le conseil régional, principal financeur, avait pourtant inscrit en décembre 2016, la rénovation de cette ligne comme prioritaire. La direction locale du transporteur public l'a suspendue sans concertation, dénoncent les élus. « La SNCF a pris unilatéralement cette décision en novembre. On n'a pas eu le temps de faire les travaux d'urgence », assure Jean-Luc Gibelin, vice-président (PCF) aux transports. « Notre volonté n'est pas de fermer, au contraire : nous avons prévu 3,6 millions d'euros pour la rénovation totale », renchérit Stéphane Bérrard, conseiller régional PS.

Depuis l'annonce de la fermeture provisoire, les manifestations d'usagers et de cheminots se succèdent pour marteler une évidence : la ligne est un tronçon essentiel dans l'entrelacs des TER régionaux qui irriguent le département. « Qu'on ne nous parle plus d'aménagement du territoire, c'est de l'abandon ! Dans la tête du gouvernement et de la SNCF, tout passe désormais par l'autoroute A75. C'est une aberration », juge Maurice Ambec, responsable du Comité pluraliste de défense de la ligne SNCF Béziers-Clermont-Ferrand. Cette suspension fait craindre d'autres abandons : le Paris-Rodez, l'Aubrac (Béziers-Clermont)... Tout le réseau des petites lignes serait ainsi sur la sellette.

Dans ce modeste département rural, il est pourtant vital pour les personnes âgées, les jeunes, ceux qui n'ont pas de voiture, rappellent associations et élus. « Ce genre de mesure s'additionne à tout ce qui frappe les départements ruraux. On pense en termes d'argent et en nombre de voyageurs, mais on ne paie pas un service public au coût de revient », s'agace Jean-François Galliard, président (UDI) du conseil départemental de l'Aveyron. La rénovation de la ligne est désormais suspendue à l'étude de faisabilité. « Pour l'instant, nous en sommes au stade du diagnostic », indique la SNCF. Les travaux ne commenceront – si le transporteur donne son aval – pas avant dix-huit mois. ■

SYLVIA ZAPPI



CHRONIQUE

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

Le piège du quinquennat

Ecoutez les ministres. Ils disent tous qu'il n'y a pas de temps à perdre, que c'est maintenant ou jamais parce qu'entre le moment où un projet de loi est élaboré et celui où il entre enfin en application, il se passe deux ans. Deux ans de trop, deux ans comme une insupportable éternité alors que les Français attendent des résultats et que c'est pour cela qu'Emmanuel Macron a été élu.

Le raisonnement est imparable alors ils chargent tous la barque : sept réformes sont prévues d'ici au mois de mai, parmi lesquelles celle de la SNCF, dont on sait déjà qu'elle va entraîner des grèves, donc des blocages, donc des tensions, donc de la mauvaise humeur. C'est un agenda d'enfer qui met tout le monde sous pression : l'Elysée, Matignon, les ministres, les cabinets, les administrations, les Français, les syndicats, les parlementaires convaincus qu'ils devront une fois de plus siéger une partie de l'été en session extraordinaire. Le risque, c'est qu'à un moment ça craque, que la société se braque sur une réforme, la réforme de trop. L'exécutif le sait, il danse sur un fil, fragilisé par l'absence de relais locaux et la montée des mécontentements, qui coûtent chaque jour en popularité au chef de l'Etat comme au premier ministre.

Réformer toujours et jusqu'au bout

« Faire des réformes, dormir quatre heures par nuit, travailler avec une toute petite équipe, c'est possible pendant quelques mois, mais à un moment, ça devient plus difficile. Le risque est de devenir solitaire, arrogant et coupé d'un certain nombre de réalités », soulignait, dimanche 18 mars, l'ancien premier ministre Dominique de Villepin, sur RTL. Il parlait d'or. Et pourtant, vite toujours plus vite, il n'y a pas le choix. Emmanuel Macron est, comme ses prédécesseurs, pris dans le piège du quinquennat. Cinq ans, c'est tellement court !

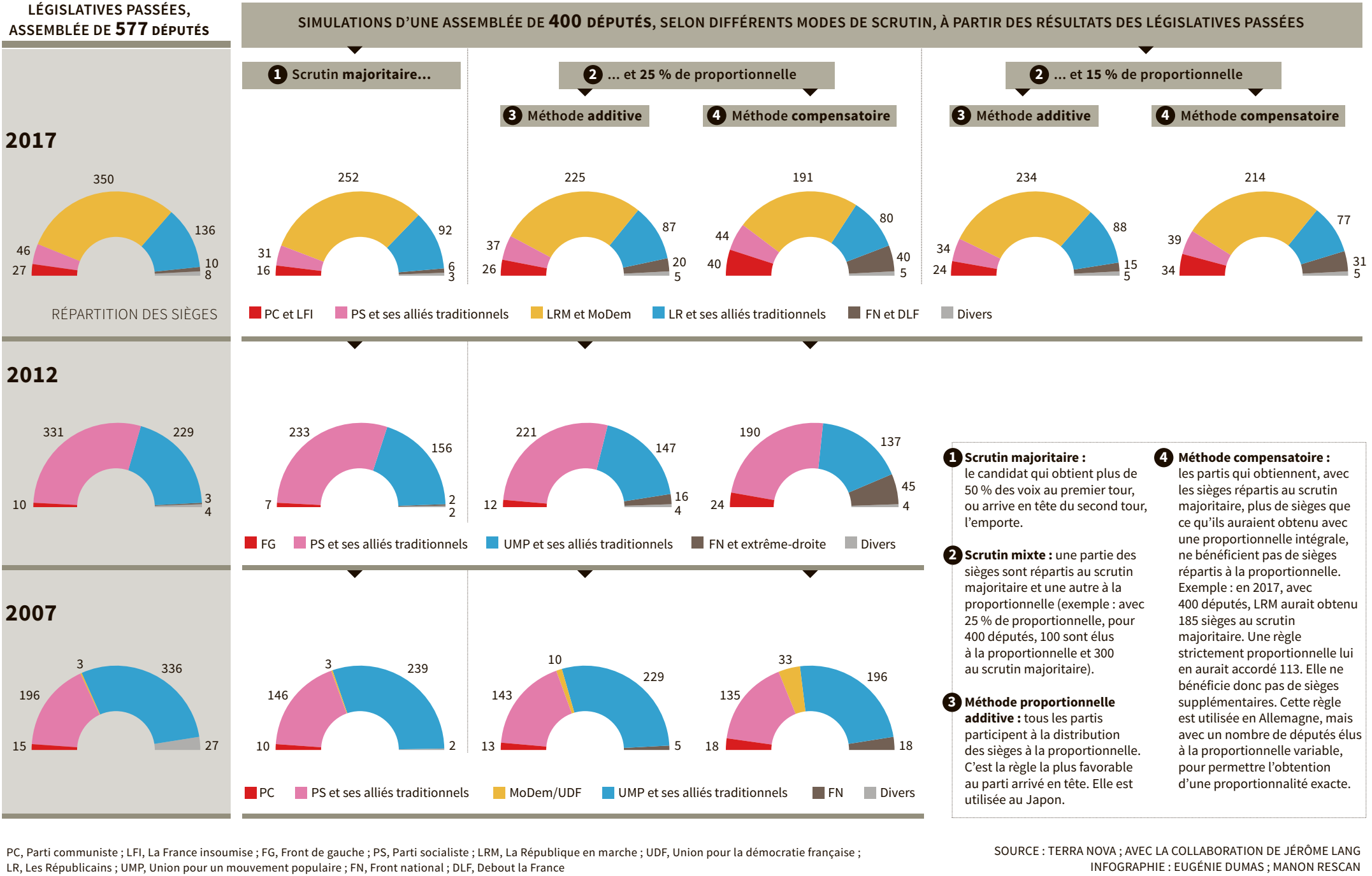
Cinq ans, cela impose de réformer toujours et jusqu'au bout, sans relâche et sans popularité, car les résultats sont rarement là quand on a besoin d'eux. D'où l'échec de Nicolas Sarkozy en 2012 puis celui de François Hollande en 2017, qu'Emmanuel Macron voudrait conjurer en accélérant encore et toujours. Mais à quel prix ! Le césarisme ! C'est l'accusation du moment proférée par ceux, syndicats ou parlementaires, qui se sentent un peu trop bousculés. Elle commence à porter et complique singulièrement la tâche du chef de l'Etat, qui, personnellement impliqué dans la révision constitutionnelle, n'est plus tout à fait sûr de pouvoir la faire aboutir.

La réforme était a priori imperdable tant les Français doutent de l'efficacité de leurs parlementaires et sont favorables à la réduction de leur nombre. Mais depuis une semaine, le vent tourne, droite et gauche accusent Emmanuel Macron de vouloir affaiblir la démocratie en portant atteinte au droit d'amendement, qui est l'essence même du Parlement. Ils mettent en cause son césarisme, son autoritarisme, et le placent face à sa contradiction : à quoi bon tout bousculer si c'est pour se retrouver, un jour, tout seul ? ■

Législatives : l'enjeu de la dose de proportionnelle

D'après une étude de Terra Nova, au-dessous de 25 %, l'introduction de ce mode de scrutin serait symbolique

Des effets variables selon la méthode de calcul



Dose homéopathique ou remède de cheval ? La proportionnelle est avant tout affaire de posologie. C'est que la modification du mode de scrutin pour les élections législatives – promesse de campagne d'Emmanuel Macron, au cœur de la révision constitutionnelle en cours de finalisation – est convoquée comme un remède. Elixir à une démocratie qui fonctionnerait mal, le scrutin majoritaire privant certaines forces politiques d'une représentation au Parlement à la hauteur de leur poids dans les urnes.

Emmanuel Macron partage ce diagnostic. Lors d'un discours à Strasbourg, le 4 octobre 2016, à quelques semaines de sa déclaration de candidature à la présidentielle, il en avait fait l'une des causes de la « crise d'adhésion à la politique » avant de se dire favorable à « avancer sur la proportionnalité ». Cette question avait ensuite fait partie de l'accord d'alliance avec François Bayrou pendant la campagne. Le patron du MoDem souhaite qu'un quart des élus soient élus selon ce mode de scrutin. Le président de la République s'est, quant à lui, bien gardé d'avancer le moindre chiffre.

Un rapport du think tank de centre gauche Terra Nova publié lundi 19 mars, que *Le Monde* dévoile en exclusivité, invite à ne pas se tromper sur la prescription. Pour bien traiter ces maux de la démocratie, plusieurs conditions doivent être réunies. Afin de le démontrer, le document simule, à partir des résultats des trois dernières élections législatives (2007, 2012, 2017), l'impact d'une élection de 25, 50 et 75 % des députés à la proportionnelle. L'hypothèse à 15 % a été testée avec le scrutin de 2017.

« Le problème n'est-il pas d'avoir un parti qui fait 15 % au premier tour et qui n'a que deux députés en 2012 ? »

THIERRY PECH
directeur de Terra Nova

Les auteurs en ont tiré un enseignement majeur : « *En dessous de 25 %, la réforme serait symbolique.* » Cette conclusion offre un éclairage singulier alors que la première copie dévoilée par Edouard Philippe prévoit une « dose » inférieure, entre 10 % et 25 %. Après réduction d'un tiers du nombre de parlementaires, autre promesse au cœur de la réforme des institutions qui doit porter de 577 à 400 le nombre de députés, entre 40 et 100 d'entre eux seraient élus selon le nouveau mode de scrutin.

Si cette fourchette est insuffisante selon Terra Nova, c'est qu'à faible dose, dans certaines configurations, l'introduction de la proportionnelle aurait un impact très limité sur la composition de l'Assemblée. Rappelons qu'une partie des sièges restera distribuée comme aujourd'hui, aux gagnants des élections au scrutin majoritaire. Ensuite, cela se corse : plusieurs méthodes existent pour distribuer aux partis les sièges à la proportionnelle. « *C'est à cela aussi qu'il faudra être attentif pour analyser la réforme du gouvernement* », note Thierry Pech, directeur général du think tank.

Terra Nova a testé trois méthodes de distribution. Une première,

la plus intuitive, serait de se fier au score de chaque parti au premier tour des législatives (méthode dite « additive »). Or le rapport révèle que, dans un scénario avec 15 % de proportionnelle (60 députés), le recours à cette méthode ne modifierait que de manière marginale la composition de l'Assemblée. Avec une telle dose, le FN et Debout la France, qui avaient en 2017 recueilli près de 15 % des voix au premier tour, n'auraient obtenu que 4 % des sièges à l'Assemblée. Une représentation très éloignée de leur poids électoral réel.

Lutte contre l'abstention

« *Plus la dose est basse, plus il faut aller vers une méthode dite compensatoire* », plaide M. Pech. Cette deuxième méthode exclut de la répartition les partis qui ont déjà obtenu plus de sièges au scrutin majoritaire que ce qu'ils auraient avec une répartition à la proportionnelle intégrale. Cette option est la plus favorable aux forces minoritaires. Avec une dose de 15 %, le FN de 2017 compterait cette fois 31 élus à l'Assemblée (7,75 % des sièges) contre 8 actuellement. Un nombre significatif quoique en deçà de son score de 1986, quand l'Assemblée avait été élue à la proportionnelle intégrale et que le FN avait obtenu 35 députés. Un nombre suffisant cependant pour constituer un groupe politique au Palais Bourbon, ce que les députés d'extrême droite ne sont pas en mesure de faire aujourd'hui.

Ce scénario a ses détracteurs qui craignent une trop forte présence des extrêmes à l'Assemblée. « *Le problème n'est-il pas plutôt d'avoir un parti qui fait presque 15 % au premier tour et qui n'a que deux députés, comme en 2012 ?* », questionne Thierry Pech. On l'a vu

en 1986 : cela n'empêche pas forcément la formation d'une majorité, et cela ne perturbe pas le fonctionnement de l'Assemblée. » Terra Nova fait d'une meilleure représentation un outil de lutte contre l'abstention. Selon M. Pech, la méthode la plus juste serait un troisième mode de calcul, qui propose de distribuer les sièges entre chaque parti en fonction des voix qui se sont portées sur leurs candidats perdants. Avec 15 % de proportionnelle, le FN aurait, avec ce calcul, gagné 21 sièges en 2017, contre 8 aujourd'hui.

Les travaux de Terra Nova viennent par ailleurs battre en brèche le principal argument des opposants à la proportionnelle. La droite mais aussi, de plus en plus, certains élus de La République en marche redoutent qu'elle empêche la formation d'une majorité claire à l'Assemblée. Pour le think tank, ce n'est pas arithmétique. Selon les calculs du rapport, l'introduction d'une très forte dose (75 %) de proportionnelle en 2007, n'aurait pas empêché la droite et ses alliés d'avoir la quasi-majorité absolue des sièges dans une Assemblée à 400 députés.

Ces travaux soulignent cependant que c'est le contexte actuel d'un fort morcellement du paysage politique qui modifie l'im-

pact de la proportionnelle. « *L'instabilité politique naît bien moins du mode de scrutin que de la structure de la compétition politique* », analyse Thierry Pech. Ainsi, avec une dose à 75 %, il aurait été plus compliqué pour le PS en 2012 d'avoir la majorité absolue, même avec l'appui de ses alliés écologistes, de même que pour LRM et le MoDem en 2017. Cependant, une élection de 50 % de députés à la proportionnelle, répartis selon la méthode additive, aurait permis à ces deux forces d'avoir la majorité à l'Assemblée avec leurs alliés (209 sièges pour le PS en 2012, 202 pour LRM en 2017). L'argument des détracteurs de la proportionnelle tombe totalement dans le cas d'un taux à 25 %, avec une répartition des sièges à la méthode additive, qui aurait permis à ces deux formations d'avoir la majorité même sans leurs alliés.

C'est à la lueur de tous ces critères que l'on pourra lire les véritables intentions du gouvernement. Une faible dose avec une méthode dite additive ne bousculerait que peu les équilibres actuels. Une plus forte dose n'aurait peut-être pas, dans le passé, empêché la formation de majorité, mais « *on ne peut pas lire dans le passé ce qui se passera demain* », prévient Jean-François Laslier, directeur de recherche en économie au CNRS et coauteur de ce rapport. Or la tectonique des plaques politiques a fortement bousculé les anciens équilibres depuis plusieurs années. Ceux qui trancheront sur la « dose » auront en tête ce paramètre, autant que les réserves de la droite sur ce mode de scrutin, que l'exécutif doit rallier à sa cause pour faire adopter la révision constitutionnelle. ■

MANON RESCAN

LE CONTEXTE

LA MÉTHODE

Pour obtenir ses résultats, Terra Nova a réalisé un redécoupage hypothétique de la carte électorale afin de prendre en compte la réduction du nombre de parlementaires et l'introduction de différentes doses de proportionnelles. Pour cela, il a assemblé des circonscriptions. Les résultats des scrutins passés ont été ensuite projetés sur ce nouveau découpage. Par souci de simplification, ni les collectivités d'outre-mer (Mayotte, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna) ni les Français de l'étranger n'ont été pris en compte.

Le mode de scrutin induisant des stratégies et des comportements différents de la part des partis et des électeurs, on ne peut pas déduire que les scénarios évoqués se seraient exactement réalisés. La répartition des sièges en 2017 a par ailleurs été réalisée en tenant compte des jeux d'alliance traditionnels, qui sont néanmoins traversés par de profondes transformations, une partie des centristes et des élus écologistes s'alliant aujourd'hui avec La République en marche.

Virginie Calmels prise en étau entre Juppé et Wauquiez

La numéro deux des Républicains est tiraillée entre les deux courants d'une droite qui se déchire

PORTRAIT

Virginie Calmels a en tête une chanson qu'elle trouve « *d'actualité* » : *I Will Survive*. Une manière pour la première vice-présidente du parti Les Républicains (LR) de signifier qu'elle traverse une zone de turbulences, mais qu'elle s'en sortira. En français dans le texte, cela aurait pu donner : « Mais que suis-je allée faire dans cette galère ? » C'est le sous-titre de son livre, *J'assume* (éditions de l'Observatoire, 384 p., 20 euros), sorti en librairie le 14 mars, dans lequel elle retrace son (court) parcours politique, vieux de tout juste quarante mois, et qui l'a conduite du statut de bras droit d'Alain Juppé à Bordeaux à celui de bras gauche de Laurent Wauquiez au sein de la direction de LR. De l'« *opportunisme* », disent ses contempteurs, alors que, de son côté, elle revendique travailler à ce que sa « *famille politique n'explose pas* ».

Cette « *galère* », aux yeux de Virginie Calmels, n'est pas tant l'esquif wauquieziste que le bâtiment de la politique en lui-même, « *peuplé de psychopathes et de pervers polymorphes* », sur lequel elle a embarqué en 2014. A l'époque, la chef d'entreprise à succès, ancienne patronne de Canal+ et d'Endemol, nourrissait l'espoir de prendre la succession d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux ou de devenir ministre dans la foulée d'une hypothétique victoire de

son mentor à la présidentielle de 2017. Le cours des événements l'a décidée, à 47 ans, à donner un coup de barre à droite. Qui l'amène à défendre une inconfortable « *double loyauté* » – l'une envers M. Juppé, l'autre envers son parti – alors que Laurent Wauquiez s'en est pris en février, devant des étudiants lyonnais, à la gestion municipale de l'ancien premier ministre.

Sur le moment, elle est restée coite. Mais « *ce n'est pas parce que vous vous taisez que ça vaut caution* », défend auprès du Monde la première adjointe à Bordeaux, « *fière du travail accompli* » en Gironde. « *Les attaques contre le Medef ou la CPME [également fustigées par M. Wauquiez] passent aussi mal que les attaques contre Alain Juppé* », insiste un de ses proches. Qu'importe, le silence de l'intéressée a alimenté le procès en déloyauté. « *On ne peut pas à la fois être avec Juppé et Wauquiez. Elle a choisi, elle a décroché de la sphère juppéiste* », tranche un soutien du maire de Bordeaux.

Onvi en politique

Vogue la galère : il est de toute façon trop tôt pour renoncer à la vice-présidence de LR, six mois après avoir rejoint le président d'Auvergne-Rhône-Alpes. « *Je suis à droite et sans doute plus à droite que beaucoup de juppéistes* », avance Virginie Calmels dans son livre pour justifier de sa cohérence et expliquer son « *alliance* » avec Laurent Wauquiez, « *le personnage le plus détesté de la droite fran-*

çaise », s'étonne-t-elle encore. On savait que M^{me} Calmels se voulait apôtre d'un libéralisme « *populaire* » – ce qui n'est pas antinomique à ses yeux. On intègre aussi le fait qu'elle défend un « *régalien fort* » qui offrirait des réponses à la « *poussée migratoire et au développement de l'islamisme rampant* ». Une préoccupation qui signerait sa différence avec certains juppéistes, comme le premier ministre Edouard Philippe et son conseiller Gilles Boyer, avec lesquels les relations sont polaires. « *Quand vous avez une vision molle sur le problème de l'islam et des questions migratoires, vous êtes peut-être plus proche d'Emmanuel Macron, estime-t-elle. Sur le régalien, je ne me retrouve pas dans son discours, il a pu se montrer communautariste au cours de la campagne.* »

La vice-présidente de LR dresse pour autant une barrière étanche avec le Front national. « *Nous préférons toujours perdre plutôt que de gagner grâce à une quelconque alliance avec le FN* », a-t-elle asséné, jeudi 15 mars, en réponse au soutien exprimé par Marine Le Pen au

candidat LR à l'élection législative partielle de Mayotte. Dans le même temps, la réaction de son parti se bornait à souligner que « *les électeurs de Mayotte n'ont pas besoin de consigne de vote* ».

La numéro 2 de LR reste un ovni en politique, capable d'administrer ses discours télécommande à la main pour faire défiler les photos d'une présentation PowerPoint. L'auto-proclamée « *dame de faire* » éprouve parfois des difficultés à appréhender les codes d'un monde où le verbe compte autant, sinon plus, que l'action. « *Elle ne comprend pas l'irrationalité de la politique* », souligne un dirigeant de LR, soutenu par un second : « *Ce n'est pas une femme politique. Elle ne prend pas de recul par rapport aux déclarations des uns et des autres.* » Bref, le facteur humain lui échapperait. Elle le reconnaît, à propos de son expérience bordelaise. « *Les discussions avec mes collègues se sont longtemps limitées au travail. Et j'ai eu tort, souligne-t-elle dans son livre. La politique n'est pas qu'une technicité, c'est aussi une grande part d'humain.* »

Les élus parisiens font circuler la rumeur de son possible parachutage à Paris pour les municipales

Il ne faut pas s'étonner, dès lors, de la voir assister depuis le début de l'année, chaque semaine ou presque, à la réunion du groupe LR à l'Assemblée nationale.

« *C'est une femme d'avenir. Elle vient de l'entreprise, assume une ligne libérale, alors qu'il y a une tentation étatique dans notre parti* », félicite le patron des sénateurs LR Bruno Retailleau, louant une femme qui « *ne se laisse pas marcher sur les pieds* ». « *Elle a été habile, elle a vendu le fonds de commerce juppéiste au prix fort*, souligne de son côté un dirigeant du parti. *Maintenant, il faut qu'elle retrouve une base.* » Cela pourrait

passer par la tête de liste LR aux européennes de 2019, bien qu'elle jure ne pas la briguer. Les élus parisiens, eux, font circuler la rumeur de son possible parachutage à Paris pour les élections municipales de 2020. « *Ça me paraît une hypothèse un peu étonnante*, répond-elle. *Ça ne vient pas de moi.* » La quadra jure qu'elle n'a « *jamais eu de plan de carrière* » et que « *rien n'est écrit d'avance* ». Un conseiller LR de la capitale prévient : « *C'est inenvisageable. Paris n'est pas une piste d'atterrissage pour des avions dont le réservoir est vide.* »

Au dernier chapitre de son livre, intitulé « *Stop ou encore ?* », Virginie Calmels raconte ses doutes sur la poursuite de son engagement, manière de signifier que la politique n'est pas tout dans sa vie. En cas de désaccord sur la ligne défendue par LR aux européennes – Laurent Wauquiez peut se laisser aller à un euroscepticisme débridé –, elle n'hésiterait d'ailleurs pas à reprendre sa liberté. *I Will Survive*, après tout, c'est la chanson d'une femme affranchie. ■

OLIVIER FAYE



Virginie Calmels et Laurent Wauquiez, au mont Mézenc (Ardèche), en septembre 2017.
BRUNO AMSELLEM/
DIVERGENCE

Mayotte : premier tour serré aux législatives

L'élection s'est tenue sans incidents, malgré le mouvement de blocage sur l'archipel

MAYOTTE - envoyé spécial

Le premier tour de l'élection législative partielle qui s'est tenu dimanche 18 mars dans la 1^{re} circonscription de Mayotte, après une semaine folle marquée par de multiples rebondissements, a à son tour apporté son lot de surprises. Tout d'abord en termes de participation. Malgré les barrages maintenus par l'intersyndicale et les collectifs de citoyens, les appels au boycottage et quelques difficultés à ouvrir certains bureaux de vote, plus de 30 % des électeurs (30,39 %) se sont rendus aux urnes, soit 12 points de moins qu'aux législatives de 2017.

Un taux de participation, en définitive, comparable, voire supérieur, à celui des récents scrutins partiels qui ont eu lieu en métropole. D'autant plus significatif que le nombre de procurations – traditionnellement élevé en raison du nombre de Mahorais résidant en métropole ou à La Réunion pour des raisons professionnelles, de formation ou sanitaires – a fortement chuté du fait de la non-distribution du courrier. Ainsi, à Mamoudzou, seules 63 procurations ont été enregistrées contre une moyenne oscillant entre 300 et 350 selon les scrutins.

Une partie de la population mahoraise a ainsi voulu exprimer sa désapprobation de la poursuite du

mouvement engagé depuis le 20 février sous ses formes actuelles et de l'intransigeance de ses représentants, même si elle avait pu le soutenir au début. Et aussi manifester son attachement à la République. Le gouvernement, qui avait refusé de suivre les appels au report du scrutin, ne manquera pas de se féliciter de la bonne tenue de ce scrutin, qui s'est déroulé sans incidents majeurs.

Le second tour verra s'affronter les deux mêmes finalistes qu'au scrutin de juin 2017. La députée sortante, Ramlati Ali, arrive en tête, avec 36,15 % des suffrages

exprimés devant le candidat LR, Elad Chakrina, qui en recueille 32,59 %. Un écart de 382 voix les sépare, alors qu'il n'était que de 12 voix à l'issue du premier tour de 2017. Les six autres candidats sont nettement distancés.

Pronostics déjoués

Ce résultat constitue lui aussi une surprise. Elue en 2017 sous l'étiquette du PS, Ramlati Ali, psychiatre au centre hospitalier de Mayotte, avait rejoint le groupe La République en marche (LRM) à l'Assemblée. Avant que son élection – elle avait devancé au second

tour Elad Chakrina de 54 voix – ne soit invalidée par le Conseil constitutionnel. Puis d'être mise en examen sous le soupçon de complicité de fraude électorale. Elle avait cependant décidé de se représenter, bien que LRM ait décidé de ne pas lui accorder son investiture. De quoi compromettre ses chances. Elle a réussi à déjouer les pronostics. Dans la soirée de dimanche, Christophe Castaner, délégué général de LRM, a appelé dans un communiqué « *à se mobiliser au second tour et à voter en faveur de Ramlati Ali* ». ■

PATRICK ROGER

Crise sociale : le dialogue interrompu

SUR LE FRONT des négociations, les discussions semblent au point mort. Le clivage est net entre les élus qui souhaitent engager sans tarder les travaux avec les émissaires du gouvernement restés sur place, et, d'autre part, les représentants de l'intersyndicale et des collectifs. Dans un communiqué diffusé dimanche 19 mars, ces derniers appellent à la poursuite de la grève, au renforcement des barrages et demandent l'arrivée d'un nouvel émissaire mandaté par le gouvernement. Dans un courrier adressé samedi aux élus, la mi-

nistre des outre-mer, Annick Girardin, rappelle les mesures d'urgence en matière de sécurité et de lutte contre l'immigration clandestine qui ont déjà été prises ainsi que les demandes complémentaires des élus, de l'intersyndicale et des collectifs qui ont été prises en compte à l'issue de la rencontre du mardi 13 mars.

Menace de crise sanitaire

« *Les revendications rassemblées au sein de la plate-forme des collectifs et de l'intersyndicale seront examinées et feront l'objet d'une réponse du gouvernement*

dans un délai d'un mois », y assure-t-elle. Pour l'heure, rien ne bouge. Les deux missionnaires restés sur place, le préfet Jean-Jacques Brot et le général de gendarmerie Lambert Lucas, se morfondent à la résidence du préfet. Les difficultés ne cessent de s'aggraver pour la population, menaçant de provoquer une crise économique et sanitaire. Et, malgré le renforcement des opérations de police et de gendarmerie, les tensions intercommunautaires font craindre des risques de représailles. ■

P. RR

KETTCAR



Chères clientes, chers clients,

Nous attachons une grande attention à la qualité et la sécurité de nos produits. C'est pour cette raison que nous vous informons d'une consigne de sécurité préventive :

Consigne de sécurité importante

Sur certains modèles Kettcar équipés de **roues à pneus gonflables**, il n'est pas à exclure que les jantes en matière plastique puissent éclater et que, dans des circonstances défavorables, des éclats provoquent des blessures corporelles. Cette situation peut survenir en particulier lors de fortes sollicitations ou lors du gonflage des pneus.



Afin d'exclure tout risque, nous vous prions de ne plus utiliser votre Kettcar à titre temporaire. **Veillez vous informer en ligne sur <http://service.kettcar.de>**

Vous y trouverez des informations plus détaillées, en particulier sur le remplacement des roues. Pour cela, nous vous prions d'avoir à portée de main les numéros d'article et de série.



La présente consigne de sécurité ne s'applique qu'à un nombre déterminé de modèles Kettcar équipés de **roues à pneus gonflables**. Les modèles portant les numéros de série contenant les codes B-2503 ou supérieurs, par ex. B-2802, C-0204, etc. ne sont pas concernés par cette consigne de sécurité.

De même, les modèles Kettcar à pneus en plastique ne sont pas concernés non plus.

Nous vous remercions de votre compréhension et de votre coopération !
Votre équipe Kettcar



KETTLER GmbH · Hauptstraße 28 · 59469 Ense-Parsit · Allemagne

Un nouveau repentant témoigne sur la mafia corse

L'homme a livré des éléments sur un double assassinat à Bastia fin 2017 et une alliance avec la criminalité des cités

Les policiers, pourtant expérimentés, ont cru avoir devant eux un invraisemblable mythomane. Mais ils ont fini par croire à son témoignage sur la mafia. Et début mars, sa vie a changé. Il a changé de nom et vit sous protection dans un lieu secret. Le statut de repentant lui a été accordé en contrepartie de ses informations sur le crime organisé corse.

Ses révélations, recueillies à partir de la mi-décembre, ont fourni des informations précieuses sur la préparation d'un double assassinat commis, en plein jour, le 5 décembre, à l'aéroport de Bastia. Elles lèvent également le voile sur des aspects inédits du fonctionnement interne du grand banditisme français et posent des questions sur les liens pouvant exister entre voyous et policiers.

En théorie, ce nouveau repentant, Philippe M. – dont nous avons anonymisé nom et prénom – n'avait rien à faire dans cet univers criminel. Il a travaillé pour l'association des maires de France dans les années 2000 puis au cabinet d'un maire de banlieue avant de notamment tenter une carrière politique comme suppléant d'une candidate UMP aux législatives de 2012, finalement battue.

« On tourne un film »

Son chemin va dévier en février 2017. Alors qu'il séjourne quelques jours dans une résidence hôtelière à La Baule (Loire-Atlantique), il fait la connaissance de Jacques Mariani. Héritier d'un baron de la Brise de mer, clan mafieux insulaire qui a régné pendant près de trente ans, ce criminel de haut rang purge, alors, en travaillant à l'accueil, une fin de peine en régime aménagé sous bracelet électronique. Les deux hommes sympathisent et Mariani lui présente l'un de ses proches, Christophe Guazzelli, fils d'un autre baron de la Brise de mer.

Le trio déjeune souvent chez Cocoché, un restaurant de La Baule. Philippe M. et son épouse aident Jacques Mariani dans ses démar-



ches administratives et fréquentent sa famille quand elle vient, fin mars, dans la région. Début avril, sous couvert d'un investissement très rentable dans un projet immobilier en Allemagne, l'homme emprunte 75 000 euros en espèces à Mariani. Mais les fonds, qui lui sont remis par un inconnu, au bar du Méridien à Paris, vont vite s'évaporer. Le contact, à Dortmund en Allemagne, a disparu avec l'argent.

Tout bascule le 5 décembre 2017, à l'aéroport de Bastia. Antoine Quilichini et Jean-Luc Codaccioni, deux piliers du grand banditisme corse, tombent dans un guet-apens mortel. Deux hommes les

attendaient à la sortie. Plein de sang-froid, alors que les coups de feu ont déjà retenti, l'un d'eux dit à une douanière présente sur les lieux, « ne vous inquiétez pas, on tourne un film ».

Liens avec les services de l'Etat

Les victimes appartiennent au clan d'un homme redouté en Corse, Jean-Luc Germani, alors incarcéré, dont l'ombre plane derrière les règlements de comptes ayant causé la mort, en 2009, des pères de Jacques Mariani et de Christophe Guazzelli. Quilichini était venu accueillir Codaccioni, qui devait réintégrer, après une permission, la prison de Borgo (Haute-Corse) où il effectuait une peine prononcée dans un dossier de meurtre.

Ce que le trio de La Baule ne sait pas, c'est que, pendant toute l'année 2017, il a été sous surveillance policière dans le cadre d'une enquête pour extorsion de fonds et trafic de stupéfiants entre la Corse et Marseille. Or, certains éléments recueillis grâce aux écoutes et à la sonorisation du véhicule de Guazzelli ont permis d'avoir vent des visées criminelles contre le clan en-

Le chemin du repentant va dévier, lorsqu'il fait la connaissance de Jacques Mariani, héritier d'un baron de la Brise de mer

nemi Germani. Mais faute de précisions, la police n'a pas pu empêcher la fusillade de Bastia. Elle parvient, néanmoins, à interpeller une dizaine de personnes, dont Jacques Mariani et Christophe Guazzelli, peu de temps après, dans le seul dossier d'extorsion et de trafic de drogue.

Pour consolider le dossier du double homicide, il restait, notamment, à convaincre Philippe M. de révéler ce qu'il savait des activités de ces deux amis corses de La Baule. Lors de la perquisition de son domicile, les enquêteurs sont d'abord surpris de l'entendre avouer qu'il a été prévenu de leur arrivée par une parente de Jacques

Mariani, elle-même avertie par un policier. Les enquêteurs découvrent aussi une feuille sur laquelle figure une vingtaine de noms. Il s'agit de fonctionnaires de police en fonction, parfois de haut rang, à Marseille et à Nanterre, parfois à la retraite, et de connaissances de Jacques Mariani, tous considérés comme sources du clan Germani.

Philippe M. est entendu comme témoin. Il décrit sa relation amicale avec Mariani. Mais après la perte des 75 000 euros, il affirme avoir été mis sous pression pour rembourser par les proches de Mariani, dont trois frères gitans. Il assure, aussi, que la liste de noms de policiers a été fournie à Jacques Mariani par Redoine Faïd, un braqueur de banques connu pour son implication dans la mort d'une policière municipale, en 2010, et pour son évasion, en 2013, de la maison d'arrêt de Sequedin (Nord). En prison depuis, c'est l'un de ses frères, selon Philippe M., qui aurait fait le lien avec les voyous corses de La Baule.

D'après Philippe M., le duo Mariani-Guazzelli se serait allié avec Redouane Faïd, une figure de la criminalité des cités, pour se venger

Lors d'une perquisition, les enquêteurs découvrent une liste de fonctionnaires de police considérés comme sources du clan Germani

du clan Germani. Une rencontre au sommet aurait eu lieu, selon lui, en 2017, au Fouquet's, un restaurant sur les Champs-Élysées, à Paris, avec une dizaine de personnes dont Jacques Mariani et le frère de Redoine Faïd. Selon Philippe M., qui n'était pas présent, la discussion aurait porté sur les moyens permettant d'éliminer des amis de Jean-Luc Germani.

Les deux hommes ayant tendu le guet-apens à l'aéroport de Bastia auraient d'ailleurs été recrutés parmi les relations de Redoine Faïd dans la région marseillaise. Enfin, le plan se serait cristallisé sur la personne de Jean-Luc Codaccioni grâce à une information transmise par un gardien de la prison de Borgo (Haute-Corse) sur ses dates de sortie en permission. Un élément de plus sur les liens entre le monde criminel et les services de l'Etat qui pourraient, à eux seuls, motiver l'ouverture d'enquête distincte.

Interrogé sur son rôle, Philippe M. dit n'avoir eu de liens « *que financiers* » avec Jacques Mariani mais que ce dernier et Guazzelli parlaient librement en sa présence. Auditionnée, son épouse a confirmé la proximité entre son mari, Jacques Mariani et Christophe Guazzelli, qui venaient, selon elle, régulièrement à leur domicile.

Le conseil de Christophe Guazzelli, M^e Jean-Louis Seatelli a indiqué que son client n'était visé que par la procédure liée aux stupéfiants et qu'il n'avait connaissance d'aucune charge sur le double homicide de l'aéroport de Bastia. Une réaction similaire à celle de l'un des avocats de Jacques Mariani, M^e Jean-Sébastien de Casalta, qui assure que son client n'est poursuivi que par les soupçons d'extorsion qu'il dément avoir commis. Enfin, le conseil de Redoine Faïd, M^e Cohen Sabban, a dit « *tout ignorer de cette affaire* » et ajouté que « *ni son client ni son frère n'avaient été entendus dans ces dossiers* ». ■

JACQUES FOLLOROU

Nouvelle identité et protection policière

Le statut de repentant avait été prévu, dès 2004, dans la loi dite Perben 2 sur la criminalité organisée. Mais seul le principe d'une réduction de peine lors du jugement avait été entériné. Le programme de protection et la commission chargée de l'accorder n'ont vu le jour qu'en 2014. Considérant que la parole d'un individu lié à des crimes était, par nature, sujette à caution, les députés ont exclu de ce statut toute personne poursuivie dans une procédure criminelle. Le repentant bénéficie d'une nouvelle identité, d'une protection policière, d'un lieu de résidence secret et d'une prise en charge financière qui diminue au fil des années.

Plan pour les banlieues : la colère des maires et des associatifs

Les acteurs de terrain, qui ont présenté leurs travaux à Jacques Mézard, craignent que le gouvernement fasse du rural sa priorité

Ils parlent d'une « *douche froide* », d'une séance « *humiliante* », d'un « *rendez-vous manqué* », d'une « *gifle monumentale* », d'une manœuvre « *odieuse* » et « *méprisante* ». Jeudi 15 mars, une cinquantaine d'élus et de représentants d'associations de banlieue sont ressortis furieux du ministère de la cohésion des territoires, où se tenait une réunion en présence du ministre Jacques Mézard. Depuis, ils ne décolèrent pas.

Point d'étape clé dans la « *co-construction* » d'une nouvelle ambition pour les quartiers populaires promise par Emmanuel Macron, en novembre 2017, lors de son discours de Tourcoing (Nord), cette rencontre, destinée à présenter les travaux des acteurs de terrain, « *a fait pschitt* », commente Philippe Rio, maire (PCF) de Grigny (Essonne). « *Le moins*

que l'on puisse dire, c'est que nous n'avons pas senti d'enthousiasme », déplore Thibault Renaudin, secrétaire général de l'Association de la fondation étudiante pour la ville (AFEV).

Les participants décrivent un ministre qui « *n'a pas dit un mot de toute la réunion* » après être arrivé avec plus d'une heure de retard. « *Il ne s'est intéressé à rien et n'a posé aucune question : à l'évidence, le sujet l'emmerde* », en conclut un associatif. « *Nous attendions un cadre, des objectifs, un calendrier, un retour... Mais non, rien, il n'y avait pas de son* », regrette une élue. « *Cette rencontre n'est pas très prometteuse* », se désole Chantal Dardelet, responsable du pôle égalités des chances de l'école de commerce Essec. L'absence du secrétaire d'Etat Julien Denormandie – il était à Cannes, au marché in-

« Nous attendions un cadre, des objectifs, un calendrier... Mais non, rien, il n'y avait pas de son », regrette une élue

ternational des professionnels de l'immobilier – a également été perçue comme un signe de désintérêt. La « *déception* » et la « *perte de confiance* » sont telles que certains songent à quitter le processus de « *mobilisation nationale pour la ville et les quartiers* » voulue par l'Elysée.

A Tourcoing, le président de la République avait invité tous les

acteurs de terrain à s'engager dans une démarche de co-construction. Une approche destinée à donner un nouvel élan à la politique de la ville, qui venait de souffler ses quarante bougies dans un contexte particulièrement tendu. L'annonce, quelques mois plus tôt, des coupes budgétaires puis du gel des contrats aidés avait déclenché les foudres des maires et des associations œuvrant dans les territoires urbains défavorisés. Ils avaient alors fait entendre leur voix en organisant, mi-octobre, les états de généraux de la politique de la ville, baptisés par la suite « *appel de Grigny* ».

Depuis l'annonce du chef de l'Etat, on ne les entendait plus, trop occupés à « *travailler comme des malades* », souligne Jean-Philippe Acensi, président de l'association Bleu, blanc, zèbre. Cela fait

plus de cinq mois que les élus et les associatifs sillonnent la France et enchaînent les groupes de travail thématiques (éducation, emploi, insertion, apprentissage, culture, sport...). Le tout, sous la houlette de Jean-Louis Borloo, missionné par le chef de l'Etat pour soumettre au gouvernement un ensemble de propositions qui devraient être présentées dans trois semaines.

« Désintérêt manifeste »

Pour beaucoup, ce qu'ils perçoivent aujourd'hui comme un « *désintérêt manifeste* » pour leurs travaux est avant tout la conséquence d'une mise en concurrence « *aberrante* » et « *malsaine* » entre milieu rural et milieu urbain. « *C'est ce qui se joue en creux, nous le sentons bien* », déclare Thibault Renaudin, de l'AFEV. « *Il y a*

un équilibre à trouver entre les deux et de nombreuses possibilités de répartition équitable des moyens, plaide Catherine Vautrin, présidente (LR) du Grand Reims (Marne). *On ne peut pas jouer l'urbain contre le rural.* »

Cette crainte est nourrie par « *les inclinaisons naturelles du ministre Mézard pour la ruralité et les villes moyennes* », jugent certains, et l'actualité. Afin de faire taire la grogne du milieu rural – limitation de la vitesse sur les routes départementales à 80 km/h notamment –, Emmanuel Macron a passé douze heures au Salon de l'agriculture, quelques jours seulement après avoir reçu plusieurs centaines de jeunes agriculteurs à l'Elysée. « *Nous risquons de passer à la trappe* », redoute Philippe Rio, à Grigny. ■

LOUISE COUVELAIRE



Deux détenus sont escortés à la prison de Rikers Island, en octobre 2017.

TIMOTHY FADEK/REDUX-REA

Aux portes de l'enfer

Coupée du monde, la prison de Rikers Island, à New York, accueille plus de 7 000 détenus. Face à une violence devenue hors de contrôle, le maire de la ville, Bill de Blasio, s'est résolu à sa fermeture

NEW YORK - correspondant

Il est 18 h 27, samedi 10 février, à la prison de Rikers, à New York, quand six détenus du gang des Bloods se ruent sur Jean Souffrant et le tabassent. Le gardien avait eu le tort d'infliger une punition à l'un des leurs en attente de procès pour tentative de meurtre. L'agression, enregistrée par les caméras de surveillance, donne une idée de ce qui se passe sur l'île de Rikers. Car on ne pénètre pas à Rikers. L'île-prison de 1,6 km² est coupée du monde, reliée par un pont au quartier du Queens. Tout juste aperçoit-on les barbelés qui l'entourent lorsqu'on atterrit à l'aéroport LaGuardia. En France, on sait d'elle qu'elle fut le lieu où Dominique Strauss-Kahn fut incarcéré après l'agression, au Sofitel de New York, en 2011, et qu'elle est le théâtre de la série *The Night Of*, qui raconte l'incarcération d'un jeune Pakistanais accusé à tort de meurtre. Exagérée, l'image que donne le cinéma de cet Alcatraz new-yorkais, inauguré en 1935 ? Michael Jacobson, qui dirigea le système carcéral new-yorkais à la fin des années 1990, juge que la série télé « *surdramatise* », mais il ne veut pas défendre la prison, « *car c'est un lieu mauvais, terrible* ». Irrécupérable, en fait. « *Il n'y a pas seulement des problèmes à Rikers. Rikers est le problème : loin des yeux, loin des esprits* », explique-t-il. Michael Jacobson a participé à une commission qui a préconisé, au printemps 2017, la fermeture de la deuxième prison américaine, qui accueille 7 250 des 9 000 prisonniers de la ville de New York (55 % de Noirs, 34 % de Latinos). Le maire démocrate de la ville, Bill de Blasio, a d'abord fait la moue face à ce projet coûteux et complexe, qui prendra près de dix ans, mais a fini par s'y rallier. L'agression du 10 février et la publication, quatre jours plus tard, d'un rapport accablant n'ont fait qu'augmenter la pression : la violence à Rikers est hors de contrôle, en hausse de 60 % en 2017. Les gardiens subissent quatre agressions par jour, les attaques des gangs ont triplé, 123 détenus ont dû être envoyés à l'hôpital, contre 5 en 2016. En raison de sa dangerosité, Rikers n'a plus le droit d'accepter des détenus extérieurs à la ville. Conclusion : il faut fermer, et vite. « *Vous ne pouvez pas réparer le système d'incarcération massive. Il faut en finir avec ce concept* », confie Jonathan Lippman, ancien juge en chef de l'Etat de New York et président de la commission Rikers. Rien n'a changé dans l'île-prison depuis que Stanley Richards, 57 ans, et Barry Campbell,

51 ans, y gâchèrent leurs années de jeunesse. Leur récit confirme la légende. Barry Campbell, malfrat jamaïcain tombé enfant dans la drogue, y pénétra pour la première fois un après-midi, après avoir été interpellé en flagrant délit de vol à Brooklyn avec un complice. « *Le dortoir était vide, et quand les détenus sont revenus du travail, deux types m'ont sauté dessus pour voler mes chaussures*, raconte-t-il. *Et mon copain s'est enfui. Je lui ai demandé pourquoi il ne m'avait pas aidé. "Je voulais d'abord que tu prouves que tu étais capable de te défendre seul", m'a-t-il répondu. A Rikers, il n'y a que deux catégories : les proies et les prédateurs.* »

« **SEULS LES FORTS SURVIVENT** » A peine arrivé, le détenu doit s'imposer. « *Seuls les forts survivent* », renchérit Stanley Richards, afro-américain, membre d'un gang du Bronx dans les années 1980. Un jour qu'il regardait une émission à la télé, un détenu s'avisait de changer de chaîne. Dans son bureau, où il nous reçoit, Stanley Richards se lève et, mimant la scène, soulève une chaise comme celle qu'il avait utilisée pour frapper la tête de son codétenu. Après la violence, il y a l'argent, véritable nerf de la guerre. Stanley Richards a vite obtenu une place à la cuisine : « *Quand vous vendez de la nourriture aux détenus, cela vous donne pouvoir, accès et influence*. » Ce poste enviable, il ne l'a pas obtenu par hasard : « *Un type que j'avais connu dans la rue travaillait en cuisine et a dit au gardien de m'y affecter.* »

Car ce monde est un mélange de relations ambiguës, de passe-droits et de brutalité avec les gardiens. En théorie, les surveillants doivent signaler les détenus qu'ils ont connus à l'extérieur. Ils ne le font pas, assure Barry Campbell. « *La majorité d'entre eux viennent des mêmes quartiers que les gangs* », ajoute-t-il. Au fil de ses quarante séjours à Rikers, Campbell avait fini par être surnommé « OG », pour « Original Gangster ». Et personne lui cherchait noise. « *Rikers m'a appris*

que je pouvais devenir de plus en plus mauvais, sans aucune limite. »

Pour ces deux hommes, qui ont connu leur rédemption dans l'association d'aide aux détenus The Fortune Society, Rikers était devenu leur seul horizon. « *Quand vous arrivez, vous oubliez le monde extérieur* », poursuit Stanley Richards. Et le monde extérieur vous oublie. Les visites sur cette île non desservie par le métro sont une épreuve pour les familles, comme l'explique Anna Pastoresa devant la commission Rikers : « *J'ai rendu visite à mon fils [en attente d'être jugé pour meurtre] chaque semaine pendant six ans à Rikers. Cela me prenait sept heures porte à porte, et à chaque fois, c'était douloureux et humiliant. J'étais reniflée par les chiens, j'ai eu des fouilles au corps, je devais défaire mon pantalon, exposer des parties de mon corps, ce qui était gênant et indigne.* »

Barry Campbell, lui, n'a jamais eu de visite. « *Jamais*. » Stanley Richards, une ou deux fois, celle de son père. Et son avocat ? « *Mon avocat n'est jamais venu me voir. Il n'est jamais venu me parler à l'audience, je l'ai vu trois minutes.* » C'est le second drame de Rikers, peuplée à 75 % de prévenus en attente de jugement. Ils sont 1 000, chaque jour, à faire l'aller-retour pour comparaître devant les tribunaux de New York. Stanley Richards raconte ce calvaire, répété plus de vingt fois : réveil à 3 heures du matin, rassemblement avec une cinquantaine de détenus, fouille complète, chaînes aux pieds et aux poignets, voyage en bus, arrivée au palais de justice. Puis une audience expédiée devant le juge, qui ne règle souvent rien. « *Ajourné ! Ajourné !* », répète Richards, comme s'il y était encore. Puis retour à Rikers, enchaîné et fouillé, tard dans la soirée. Ce manège coûte au contribuable 31 millions de dollars (25 millions d'euros) par an. Pour Michael Jacobson, « *c'est un processus épouvantable, une des causes de violence* ».

Pendant des décennies, le huis clos de Rikers indifférait tout le monde. Puis est survenu un drame, celui d'un gamin du Bronx, Kalief Browder, accusé d'avoir volé un sac à dos. Il resta trois ans à Rikers, faute d'avoir pu payer sa caution de 3 000 dollars. Détruit psychologiquement, il se suicida en 2015, à 22 ans, deux ans après sa sortie de prison. « *Ce cas n'aurait jamais dû exister. Browder aurait dû être fixé sur son sort en un mois. Cela a été un catalyseur* », explique Michael Jacobson.

« *Nous nous sommes égarés en étant durs face au crime. Il faut être intelligent face au crime* », estime le juge Lippman, pour qui il faut tout changer : la prison, le système judiciaire, la politique d'incarcération massive. D'abord, diviser par deux la population carcérale. C'est possible dans un contexte de réduc-

tion massive de la criminalité. New York n'a connu « que » 290 meurtres en 2017, huit fois moins qu'en 1990 (21 000 personnes étaient alors emprisonnées). Pourtant, aujourd'hui encore, la prison ressemble à un hall de gare, avec 60 000 admissions par an, pour des séjours souvent très courts.

Afin de dégonfler les effectifs, les autorités proposent quatre axes : supprimer les cautions financières, que neuf interpellés sur dix sont incapables de payer immédiatement – « *Nul ne devrait être en prison saufs'il présente une menace ou un danger de fuite* », résume M. Jacobson ; mettre fin aux incarcérations pour des délits dérisoires (jusqu'en 2016, on pouvait encore passer la nuit en prison après avoir été interpellé avec une bouteille d'alcool ouverte) ; accélérer le cours de la justice en interdisant d'ajourner une audience au-delà de trente jours ; enfin, trouver des alternatives aux courtes peines pour la petite part de détenus de Rikers qui ne sont pas prévenus mais condamnés (moins d'un mois de prison dans deux tiers des cas).

Seconde étape, remettre la prison au milieu de la cité. Impossible ? La commission propose de créer cinq établissements de 1 500 places, un dans chaque district (Manhattan, Bronx, Queens, Brooklyn et Staten Island), à proximité des palais de justice. Mais il faut d'abord convaincre les New-Yorkais que la présence d'une prison ne transformera pas le quartier en coupe-gorge. Tout le monde ou presque ignore par exemple qu'il existe déjà un centre de détention en plein cœur de Manhattan, dans le quartier chinois. Il n'empêche, comme l'explique Michael Jacobson, « *fermer Rikers exige d'y consacrer beaucoup de capital politique* ». Et beaucoup de capital tout court. Le système est déjà ruineux : une nuit en prison coûte au contribuable 678 dollars, soit 2,4 milliards par an. Et pour construire les cinq nouvelles prisons et former les gardiens, il faut mettre 11 milliards de dollars sur la table. La commission propose de sabrer dans les effectifs du personnel pénitentiaire pour économiser 1,6 milliard par an, ce qui rendrait l'opération rentable au bout de dix ans.


ADAPTATION ET RECONVERSION

La commission a aussi planché sur la reconversion de l'île : des tours ou un paradis pour bobos new-yorkais ? Impossible, la proximité de l'aéroport de La Guardia interdit de construire en hauteur, le trafic aérien rend l'île bruyante et celle-ci n'est pas desservie par le métro. L'idée est donc de transformer l'île... en piste d'atterrissage, pour étendre l'aéroport, et d'y installer une ferme de panneaux solaires ainsi qu'un centre de traitement des eaux et de recyclage énergétique des déchets de New York. Un projet écologique à 22 milliards de dollars...

Dans l'affaire, les plus remontés sont les personnels pénitentiaires : leurs effectifs devraient passer de 12 500 à 5 700, mais les gardiens ne sont plus aussi puissants, en raison de la multiplication des scandales. L'un d'eux vient d'être condamné à trente ans de prison pour avoir battu à mort un détenu malade et tenté d'imposer la loi du silence. D'autres sont accusés d'avoir détourné le regard, en avril 2017, lors du viol d'une détenue par une autre, voire de l'avoir facilité. Surtout, l'expresident du syndicat, Norman Seabrook, attend son procès pour avoir volé dans la caisse. Celui qui fut pendant vingt ans le « parrain » des gardiens parlait de « *notre maison* » en évoquant Rikers. Il entendait en être le patron pour que rien ne change. Sa chute pourrait faciliter le mouvement.


Car un immense effort de formation est nécessaire, comme l'explique Michael Jacobson, qui organisa au début de la décennie un voyage en Europe pour des responsables pénitentiaires de trois Etats (Colorado, Géorgie, Pennsylvanie). Ceux-ci découvrirent, médusés, l'aspiration de leurs homologues allemands : préserver la dignité humaine des détenus, dans le respect de la convention européenne des droits de l'homme. C'est l'objectif que doit se fixer New York : « *Nous avons une adaptation culturelle et un effort considérable de formation à accomplir. Avoir des bâtiments neufs et propres ne résoudra pas tous les problèmes* », conclut M. Jacobson. ■

ARNAUD LEPARMENTIER




en vente
actuellement


En kiosque



Hors-série




Hors-série



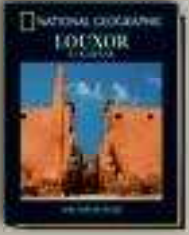
Hors-série

Collections


GÉNIES
MATHÉMATIQUES



Dès jeudi 22 mars,
le volume n°1 **GAUSS**
Une révolution de la théorie des nombres



Dès mercredi 21 mars,
le volume n°9
LOUXOR ET KARNAK



Dès mercredi 21 mars,
l'album n°10 **THE PIPER
AT THE GATES OF DAWN**

Nos services

Lecteurs

Abonnements

3289

Service 0,30 € / min
+ prix appel


www.lemonde.fr/abojournal

Boutique du Monde


www.lemonde.fr/boutique

Le Carnet du Monde

Tél. : 01-57-28-28-28



POUR DÉPOSER AU MONDE VOS
DOCUMENTS CONFIDENTIELS
www.doufcrep.fr



Le Carnet

Vos grands événements

Naissances, baptêmes,
fiançailles, mariages,
anniversaires de naissance

Avis de décès, remerciements,
messes, condoléances,
hommages, anniversaires de décès,
souvenirs

Colloques, conférences,
séminaires, tables-rondes,
portes-ouvertes, forums,
journées d'études

Soutenances de mémoire, thèses,
HDR.

Expositions, vernissages,
signatures, lectures,
communications diverses

Pour toute information Carnet :

01 57 28 28 28

01 57 28 21 36

carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Jean-François, Bernard et Isabelle,
ses enfants,
Ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Viviane ALLETON,
née BOURCIER,
sinologue, linguiste,
directrice d'études à l'EHESS,

survenu le vendredi 16 mars 2018.

L'inhumation aura lieu le mercredi
21 mars, à 15 h 30, au cimetière du
Montparnasse, Paris 14^e.

Le conseil d'administration du CIDR,
Yannis Wendling,
président,
Les administrateurs,
Le personnel,
Tous les amis du CIDR et de l'aidr,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Nicolas BEROFF,

survenu le vendredi 16 mars 2018,
à Périgueux, après avoir lutté contre une
longue maladie.

Homme de développement et humaniste,
passionné par toutes les cultures et tous les
peuples, en Iran, où il a commencé sa
carrière avec le CIDR comme chef de
projet à Behkadeh, au Népal où il a fondé
avec des chefs d'entreprises népalais la
Gorkha Auyurvédic Company, et en
Afrique, notamment au Bénin, au Burkina
Faso et au Togo. Il a été président du
CIDR de 1978 à 2011 et administrateur de
Coordination Sud, pendant de nombreuses
années et dont il fut l'un des cofondateurs.
Il a été le pionnier du développement
économique au Sud par la promotion
d'entreprises et l'entrepreneuriat local. Il a
fondé l'Alliance internationale pour le
développement et la recherche (AIDR).

Ses obsèques auront lieu le mercredi
21 mars, à 10 h 30 en l'église Saint-Martin,
à Périgueux (Dordogne).

Marie-Claude Blais,
son épouse,
Hélène Blais et Anthony Krause,
Julie Blais et François Gaudaire,
ses filles et ses gendres,
Mathis et Raphaël, Victor et Félix,
ses petits-enfants,
Maryvonne Blais et Marie-Cécile
Masure,
ses sœurs,
Les familles Figeat, Egret, Valentini,
Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès,
survenu le 15 mars 2018,
à l'âge de soixante-quatorze ans, de

Jean-Paul BLAIS,
urbaniste.

Les obsèques auront lieu en la salle de
la Coupole, au crématorium du cimetière
du Père-Lachaise, Paris 20^e, le vendredi
23 mars, à 10 h 30.

Si vous le souhaitez, dons à la Fondation
Abbé-Pierre.

Société editrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directeur de la rédaction Luc Bronnier
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions Françoise Tovo
Direction adjointe de la rédaction Philippe Broussard, Alexis Delcambre, Benoît Hopquin, Franck Johannes,
Marie-Pierre Lannelongue, Virginie Malingre, Cécile Prieur
Direction éditoriale Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédaction en chef numérique Philippe Lecœur, Michael Szadkowski
Rédaction en chef quotidien Michel Guerrin, Christian Massol
Directeur délégué au développement du groupe Gilles van Kote
Directeur du développement numérique Julien Laroche-Joubert
Rédacteur en chef chargé des diversifications éditoriales Emmanuel Davidenkoff
Chef d'édition Sabine Ledoux
Directeur artistique Aris Papathéodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Delphine Papin
Médiateur Franck Nouchi
Secrétaire générale du groupe Marguerite Moleux
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Jean-Louis Belfa, président, Sébastien Carganico, vice-président

Le docteur Hubert Louis,
Géraldine et Arnaud,
ses enfants
et leurs conjoints, Bruno et Myriam,
Arthur et Victor,
ses petits-enfants

ont l'immense chagrin de faire part
du décès du

docteur
Stéphanie LOUIS-LERNER,

survenu brutalement à Paris,
le 12 mars 2018,
à l'âge de soixante-dix ans.

L'inhumation aura lieu à Auxerre
(Yonne), le jeudi 22 mars, à 16 heures,
au cimetière Saint-Amâtre.

37, rue de la Tombe-Issoire,
75014 Paris.

Michèle de Gennaro,
sa compagne,
Eric Vochel,
son fils
et sa compagne, Hélène Canton,
Pierre, Louis et Charles,
ses petits-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

Lucien VOCHEL,
ancien préfet
de Paris et de la région Île-de-France,
membre
de l'Académie des sciences d'Outre Mer,
président d'honneur de la Fédération
des entreprises d'Outre Mer,
vice-président
de la Fondation assistance aux animaux,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand-croix de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre,
médaille de la Résistance,

survenu le 14 mars 2018,
dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

Une messe sera célébrée le samedi
24 mars, à 10 h 30, en l'église Sainte-
Clotilde, 23 bis, rue Las-Cases, Paris 7^e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité,
le lundi 26 mars, à Ploëmel (Morbihan).

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Vaneau,
75007 Paris.

Alès. Vialas. Montpellier.

Catherine Maurel-Laroze,
Delphine et Emilie,
ses filles,
Jérôme et Cyril,
ses gendres,
Ninon, Blanche, Gabin, Hector,
Garance,
ses petits-enfants,
François et Cosima,
Pascal et Sophie,
ses frères et belles-sœurs
et leurs enfants,
Michel et Christine Laroze
et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Olivier MAUREL,
médecin,

survenu le 16 mars 2018,
à l'âge de soixante et onze ans.

« Il n'était que vie, joie et bienveillance,
il est mort en montagne
dans un grand linceul blanc
sous le soleil d'un printemps annoncé. »

La cérémonie religieuse aura lieu
le mardi 20 mars, à 14 h 30, au temple
de Vialas (Lozère).

Anniversaire de décès

Il y a quarante ans, le 20 mars 1978
disparaissait

Georges MARGOLIN,
professeur de Première Supérieure
au lycée Henri-IV,
résistant.

Que ceux qui l'ont connu se
souviennent.

Souvenir

Nous nous souvenons de

Vincent KALDOR-RONIS,

disparu en deltaplane,
à l'âge de quarante-huit ans,
le 20 mars 1988, à Chaumeil (Corrèze).

Hommage

La Fondation de France

salue la mémoire de

M^{me} Charlotte BABET,

décédée le 22 février 2017,
dans les Yvelines

et exprime toute sa reconnaissance pour
son généreux legs.

Conférence

Conférence
« Fukuzawa Yukichi à Paris en 1862 »

jeudi 22 mars 2018, à 18 heures,
avec M^{me} Shoko Yamaguchi,
journaliste,
sur réservation,
dans la limite des places disponibles,
au 01 44 39 30 40
ou siegeparis@ffjs.org
Fondation Franco-Japonaise Sasakawa,
27, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

Concert

Musée d'Orsay

Concert
Jeudi 5 avril 2018, à 20 heures,

Gidon Kremer

Carte blanche
à l'immense violoniste letton
pour un récital exceptionnel.

Auditorium
musee-orsay.fr
Tarifs : 40€/ 30€/ 8€.

Félicitations


Nos plus vives félicitations à

M^{lle} Amélie LACHAT,

pour l'obtention le mardi 13 mars 2018,
de son titre de docteur en sciences de
gestion de l'université Paris Dauphine-
PSL.

Cette année,
je m'informe !

FORMULE INTÉGRALE
3 MOIS
69€



BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

173EMQADCV

OUI, je m'abonne à la FORMULE INTÉGRALE du Monde pendant 3 mois pour 69€ au lieu de 224,90€ (prix de vente en kiosque). soit l'accès à l'Edition abonnés du Monde.fr 7 jours/7 + 6 quotidiens + tous les suppléments + M le magazine du Monde.

Je règle par :
☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société editrice du Monde
☐ Carte bancaire : ☐ Carte Bleue ☐ Visa ☐ Mastercard

N° : _____

Expire fin : _____ Date et signature obligatoires

Notez les 3 derniers chiffres figurant au verso de votre carte : _____

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR*

☐ Maison individuelle
☐ Immeuble
☐ Digicode N° _____

☐ Interphone : ☐ oui ☐ non
☐ Boîte aux lettres : ☐ Nominative ☐ Collective

☐ Dépôt chez le gardien/accueil
☐ Bât. N° _____
☐ Escalier N° _____

☐ Dépôt spécifique le week-end

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124 610 348,70€. Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2018. En application des articles 38, 39 et 40 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège.

August Sander, les Allemands sous tous les angles

Le Mémorial de la Shoah, à Paris, dévoile le côté politique de l'œuvre du portraitiste, qui photographia à la fois les juifs persécutés et les nazis

PHOTOGRAPHIE

On ne s'attendait guère à voir une exposition consacrée au photographe allemand August Sander (1876-1964) au Mémorial de la Shoah, à Paris. Après tout, ce portraitiste hors pair, artiste majeur du XX^e siècle, n'était pas juif. Et son œuvre a beau coller aux temps troublés de la République de Weimar et du Reich, elle n'est pas focalisée sur le génocide. *Hommes du XX^e siècle*, ce projet à l'ambition folle sur lequel August Sander a travaillé toute sa vie, se voulait une « coupe transversale de [s]on époque ». En plus de 500 portraits, il s'agissait d'embrasser toute la société allemande, découpée méthodiquement en sept grands chapitres et quarante-cinq sous-chapitres : paysans, artisans, artistes, hommes politiques, fonctionnaires... Sans oublier les gens humbles, domestiques ou vagabonds. Dans cette œuvre à la fois artistique et sociologique, chaque portrait se voulait celui d'un « type » autant que d'un individu, caractérisé par son visage mais aussi par son costume, ses outils, son attitude. Ce faisant, le photographe, au regard à la fois méticuleux et sensible, a signé quelques grandes icônes du XX^e siècle : un manœuvre chargé d'une pile de briques, un pâtissier aussi joufflu que sa marmite, trois jeunes paysans endimanchés à la grâce fragile...

Victimes et bourreaux
Avec l'exposition « Persécutés/Persécuteurs », les commissaires Sophie Nagiscarde et Marie-Edith Agostini ont choisi de mettre l'accent sur la dimension politique et sociale de l'œuvre. Les héritiers de Sander ont été ravis de la proposition. « Cette œuvre a été si longtemps célébrée pour sa valeur esthétique que les gens ont été un peu aveuglés par la beauté des images », estime Julian Sander, arrière-petit-fils du photographe, galeriste à Cologne. Cette nouvelle approche coïncide avec ma vision des arts, qui sont connectés à la société. » Car la politique, la prise de pouvoir des nazis et la guerre ont non seulement perturbé la carrière d'August Sander, mais aussi directement influé sur sa production : après le conflit, le photographe a modifié son projet, lui ajoutant quatre catégories qui sont ici présentées en extenso : prisonniers politiques, travailleurs immigrés, nationaux-socialistes et « persécutés » – juifs de sa ville, Cologne. Si l'exposition est convaincante, c'est aussi parce que les commissaires n'ont pas noyé l'œuvre sous les éléments contextuels et les recherches poussées qu'elles ont menées pour retrouver l'identité des personnes photographiées. Les photographies de Sander se

laissent admirer pour elles-mêmes, le regard des modèles vous fixe dans des tirages soignés (qui datent pour la plupart des années 1990), souvent sans texte, tandis que les documents éclairants se lisent à part, dans d'autres salles. L'art et les idées d'August Sander, c'est une évidence, n'ont jamais été en phase avec les idéaux du national-socialisme : dès les années 1920, dans la ville où il a installé son studio, il se lie avec les « progressistes de Cologne », un groupe d'artistes marxistes qui posent pour lui et dont les œuvres décorent son appartement. Le groupe, auquel participe, entre autres, le peintre Franz Wilhelm Seiwert, verra sa production confisquée pour la tristement célèbre exposition d'« Art dégénéré » organisée par les nazis à Munich, en 1937. La maison des Sander est aussi un lieu de rencontre et de débat pour les amis du fils du photographe, Erich, très engagé en politique. Dans l'œuvre de son père, il est « l'étudiant en philosophie » qui pose, en 1926, petites lunettes et regard buté, le poing serré, signe de ralliement des communistes. En 1929, Sander s'est fait un nom, et sa carrière semble lancée : il publie son premier livre, *Visage d'une époque* – 60 splendides portraits qui préfigurent son projet plus vaste des *Hommes du XX^e siècle*. Mais l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, en 1933, va couper net son parcours. L'ouvrage embarrasse les nazis : Sander y montre certes la fierté des paysans et le savoir-faire des artisans allemands, mais on y trouve aussi des gens que le régime préférerait oublier, comme des Gitans et des anarchistes. L'image finale est celle d'un chômeur. En 1936, le livre est donc retiré de la vente, sa maquette détruite. Mais c'est surtout Erich Sander qui est inquiété : après avoir rejoint la Résistance, il est dénoncé et condamné, en 1935, à dix ans de prison pour « haute trahison ». Il mourra brutalement en 1943, en prison, d'une appendicite non soignée. Le choc de la guerre a été tel qu'en 1946 August Sander juge nécessaire de réviser son grand projet pour ajouter des chapitres à sa typologie de la société allemande. Il a d'abord vu défiler, dans son studio, ceux qu'il

Ses portraits, comme celui de ce SS qui a l'air de s'ennuyer, disent la variété et la triste banalité des êtres humains



« La Grande Ville. Persécutés » (1938). ADAGP, PARIS, 2018. COURTESY OF GALLERY JULIAN SANDER



« National-socialiste » (1940). ADAGP, PARIS, 2018. COURTESY OF GALLERY JULIAN SANDER

nomme les « Persécutés », des juifs forcés en 1938 de se faire photographier pour leur nouvelle carte d'identité, qui doit désormais porter la lettre « J ». Sander sélectionne douze de ces photos d'identité, et si ces portraits ne sont pas les plus réussis de son œuvre, ils frappent par le regard lourd des modèles. Ces photos-là font parfois tristement écho à l'actualité : on peut ainsi reconnaître le boucher Arnold Katz, photographié par la presse en 1933 alors qu'il marchait dans les rues de Cologne sous les quolibets, contraint par les nazis de brandir une pancarte appelant au boycott des commerces juifs. Il mourra dans les camions à gaz du camp de Chelmino, en Pologne. Grande et petite histoires Mais les bourreaux se sont, eux aussi, fait tirer le portrait chez Sander pendant la guerre. De quoi ouvrir un nouveau chapitre, intitulé « Le National-socialiste » : SS, SA, membre des Jeunesses hitlériennes et simple soldat posent en uniforme, l'air tantôt fier, tantôt emprunté. On est bien loin, dans les images de Sander, du « surhomme » aryen. Et tout aussi loin du monstre. Ses portraits, comme celui de ce SS qui a l'air de s'ennuyer, disent plutôt la variété et la triste banalité de ces humains. Si les commissaires ont pu, avec l'aide du Centre de documentation sur le national-socialisme de Cologne, retrouver le nom des persécutés et des autres juifs photographiés par Sander, les nazis sur les images n'ont, eux, pas été identifiés. Il faut dire qu'une grande partie des archives de Sander, qui avaient miraculeusement échappé aux bombardements de Cologne, ont été détruites en 1945 dans un incendie, probablement criminel. « Personne n'a envie, en Allemagne, de se trouver un lien avec ces photos. Mais nous aimerions savoir de qui il s'agit », explique Julian Sander. Au-delà de sa dimension politique, l'exposition éclaire aussi un autre aspect touchant de l'œuvre, son côté paradoxalement familial et intime. Le portfolio « Prisonniers politiques », ajouté après la guerre, regroupe des images qui n'ont pas été faites par Sander père, mais par son fils. Formé par August, avec lequel il travaillait au studio, Erich Sander est devenu photographe officiel de la prison, prenant des photos d'identité de ses compagnons, mais aussi des portraits clandestins qu'il a fait passer à ses parents. Et c'est tout naturellement que, une fois son fils mort, le père lui a rendu hommage en inté-

grant ses images dans son propre ensemble, les faisant siennes. August Sander ne s'est d'ailleurs jamais consolé de la mort de ce fils bien-aimé dont il avait fait son héritier artistique. Une image montre le photographe chez lui, entouré des portraits d'Erich, comme dans un mausolée. *Hommes du XX^e siècle* se clôt sur une image étrange et funèbre : l'ul-

time photo du chapitre final, intitulé « Les Derniers Hommes », est celle du masque mortuaire de son fils. De quoi boucler sur une note tragique le portrait d'une société allemande après le chaos. ■

CLAIRE GUILLOT

August Sander, Persécutés/Persécuteurs, des hommes du XX^e siècle,

au Mémorial de la Shoah, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris-4^e. Tél. : 01-42-77-44-72. Tous les jours, sauf le samedi, de 10 à 18 heures. Nocturne jusqu'à 22 heures le jeudi. Entrée gratuite. Jusqu'au 15 novembre 2018. Catalogue, coédition Mémorial de la Shoah/Gerhard Steidl. Memorialdelashoah.org

SENSITO FILMS & CINÉMA DEFACTO PRÉSENTENT

« DU PUR CINÉMA »

L'Obs ★★★

« APRÈS LA GUERRE RAPPELLE
LES MEILLEURS FILMS POLITIQUES ITALIENS DES ANNÉES 70-80 »

Télérama 😊

GIUSEPPE BATTISTON CHARLOTTE CÉTAIRE BARBORA BOBULOVA

APRÈS LA GUERRE

UN FILM DE ANNARITA ZAMBRANO

DOPO LA GUERRA

Design : Benjamin Bompert / PITCH&CO

SÉLECTION OFFICIELLE
UN CERTAIN REGARD
FESTIVAL DE CANNES

PYRAMIDE DISTRIBUTION L'OBS

AU CINÉMA LE 21 MARS

Courrier international

« L'ennemi de mon ennemi », installation avec une barque en bois provenant du décor du film « Dunkerque », de Christopher Nolan.

AURÉLIEN
MOLE/ADAGP, PARIS
2018



Neil Beloufa joue à se faire peur avec la propagande

Au Palais de Tokyo, le plasticien a accumulé des objets persuasifs

ARTS

Plus qu'une exposition, c'est un monde. Un Web Wide World, pourrait-on dire : un monde à la dimension (dantesque) de la Toile. Où l'on croise Churchill et les martyrs de Téhéran, des soldates israéliennes en promo sexy sur Instagram et les tulipes de Jeff Koons version miniature, Benoît Hamon caricaturé avec des oreilles de Monsieur Spock et les peintures de George W. Bush, le combat des femmes peshmerga et une pub pour un jeu vidéo, des gadgets maoïstes vendus aux touristes en mal d'exotisme coco ou un livre de coloriage anti-organisation Etat islamique... Le monde, tel qu'il apparaît, régi par la violence et les conflits. Le plasticien Neil Beloufa a encore du mal à saisir la déconcertante mise en scène qu'il a

orchestrée là, au Palais de Tokyo. « Nous avons sélectionné des objets de représentations de pouvoirs politiques ou économiques, intellectuels et artistiques, afin d'essayer d'analyser leur mécanique de fonctionnement, leurs formes, sur quoi ces images jouent. Puis nous les avons assemblés en faisant des nœuds, qui parfois coïncent, parfois créent des associations, des sens involontaires. » Ainsi tente-t-il de résumer l'entreprise titanesque dans laquelle il s'est lancé.

Ce qu'il donne à voir, c'est une foule de maquettes, fac-similés, reproductions. Des propagandes tous azimuts, tirées de musées de la guerre ou du flux d'images de la Toile. Fétichisation d'une poutre métallique du World Trade Center en forme de croix, devenu objet d'un culte christique ; synthèse 3D reconstituant les bouddhas de Bamyán comme un sordide son et

« Je ne veux pas que cette exposition domine ou impose un sens : elle porte en elle l'incohérence et le marasme du monde »

lumière ; jeux de cartes de l'armée américaine à l'effigie de Saddam Hussein, ou casques de guerre irakiens dessinés par son fils en copiant la coiffe de Dark Vador ; publicité russe qui clame : « Le tabac tue, mais moins que Barack Obama » ; Robert Ménard qui utilise pour réclamer le TGV pour sa ville de Béziers une photo de Trump avec Kim Jong-un... Ou encore, pire que tout, une maquette de ville inspirée du jeu *SimCity 3000* : elle met en scène l'organisation urbaine permettant d'atteindre le meilleur score. A savoir une cité totalitaire, loisirs interdits, espérance de vie réduite à 50 ans...

Réagencés par des robots du type de ceux qu'utilisent les stocks Amazon, ces mille objets de propagande bougent constamment, créant de nouveaux chocs d'images et de points de vue. Anéantisant volontairement la possibilité de cerner le propos. Ils se répètent, se plagient, s'annulent les uns les autres au gré de cette valse des pantins. Une vérité est assénée ? Une contre-vérité la fait vaciller. Terrain instable pour la pensée.

Poids des paradoxes

Mais ce que Neil Beloufa donne à voir, surtout, c'est un grand trouble. « Pour la première fois, j'ai peur d'une exposition », avoue-t-il. J'ai peur, car rien n'est simple. Cette exposition me fait mal, car elle est attaquant à tout point de vue. C'est hyper-limite, par exemple, de montrer une affiche pétainiste sur les ravages causés par le Débarquement à côté d'un simulateur d'attaque à la bombe du Holy Defense Museum de Téhéran. Mais je ne veux pas que cette exposition domine ou impose un sens : elle porte en elle l'incohérence et le marasme du monde. » D'où la comparaison avec un moteur de recherche, qui revient souvent dans ses propos : « On entre en compétition avec la

domination Google, car on propose le même vide, la même ampleur, la même terreur. »

A l'entendre parler de cet accrochage fou, on sent que mille fois il a craint de perdre pied, de s'effondrer sous le poids de ses paradoxes. « Un musée d'art contemporain impose et légitime une autorité autant qu'un musée de la guerre, il participe de l'idéologie libérale, globalisante, analyse-t-il. Quand on m'invite, c'est pour critiquer le système, mais aussi pour le représenter. » Et digérer cette critique même. Peur d'être récupéré, phagocyté, neutralisé ? Il se fait encore moins d'illusions qu'à ses débuts : « J'ai eu la naïveté de croire que l'art avait un impact sur le monde : je sais bien aujourd'hui qu'il est surtout un outil de domination culturelle. Nous, artistes, avons perdu de notre liberté, nous sommes serviles, coupés de la société. Pourtant, je crois toujours profondément en l'art : c'est le nœud, ou la torsion, de l'exposition. »

Comment ne pas crouler sous le poids de telles questions ? Neil Beloufa a appelé à la rescousse quelques figures artistiques qui se sont elles aussi retrouvées englues dans ces contradictions. Godard, par exemple, convié par la télévision à célébrer le premier anniversaire de la victoire de Mitterrand : « Il dresse son autoportrait en singe autocritique, se reconnaissant lui-même comme acteur d'une propagande. » Et Courbet, peintre réaliste, communiste, emprisonné pour avoir déboulonné la colonne Vendôme ? « Quand il peint, depuis son exil en Suisse, un château en expliquant qu'il lui rappelle la prison où on l'a enfermé, il reconnaît que c'est parce que cela se vend particulièrement bien : il capitalise sur son engagement. » Neil Beloufa sait qu'il a lui aussi pu céder à ces sirènes. « Moi-même je suis compromis, lâche-t-il. Il y a peu, je me suis retrouvé à exposer la même année en Iran, au MoMA de New York, à la fondation privée chinoise K11 : j'ai compris que quelque chose était bizarre dans l'enchaînement. Avec cette exposition, j'ai mis la main au mauvais endroit de l'engrenage. Mais c'était mon rôle de le faire. » ■

EMMANUELLE LEQUEUX

Neil Beloufa, « L'ennemi de mon ennemi », Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. Tous les jours, sauf mardi, de midi à minuit. De 9 à 12 euros. Jusqu'au 13 mai.

Le hip-hop tout en légèreté d'Amala Dianor

Le chorégraphe d'origine sénégalaise réinvente la géométrie dans l'espace sur la scène du Théâtre des Abbesses, à Paris

DANSE

Avec ce trio masculin simple, savant et beau, Dianor pose sur scène, l'air de rien, un traité de danse pure

De la danse hip-hop en chaussettes pour mieux glisser et se la jouer patineur d'un soir en pirouettant comme une torche vive. Du hip-hop planant, doux, à peine audible tant il surfe léger au-dessus du sol, pèse poids plume sans pour autant manquer de chair. Du hip-hop ample qui ne se contente pas de torpiller sur place, mais voyage dans l'espace.

Quelque part au milieu de l'infini, d'Amala Dianor, à l'affiche du 13 au 17 mars au Théâtre des Abbesses, à Paris, tient mystérieusement les promesses de son titre intertidéral. Avec ce trio masculin simple, savant et beau, Dianor pose sur scène, l'air de rien, un traité de danse pure assumé comme tel, avec la seule passion du mouvement et de la relation à l'autre. Car, entre les gestes, le chorégraphe affirme avant tout la qualité fraternelle et humaine d'un art vécu comme une passerelle et une conversation.

Sur le plateau vide, trois hommes, le Coréen Pansun Kim, le Burkinabé Ladji Koné et Dianor lui-même, lancent à tour de rôle leur ligne de danse comme on va à la pêche, entraînant leurs collègues dans leur sillage. Sans jamais se perdre de vue, ils tirent sur l'élastique de leur relation, réinventent les lois de l'attraction au gré d'un jeu continu de correspondances gestuelles, d'échos et parfois d'unissons. Une combinatoire chorégraphique magique qui fait respirer la scène et irradie de sérénité.

Langue métisse

Cette circulation du trio est souflée par l'écriture d'Amala Dianor. Hybride fluide de sabar sénégalais, de hip-hop disloqué et acrobatique, ainsi que de contemporain, elle surfe sur les différents registres dans un élan organique. Elle valorise l'intelligence d'un corps global, traversé jusqu'aux extrémités par un mouvement ondulatoire qui semble n'avoir ni début ni fin. L'ensemble est subtil et sensuel, virtuose sans ostentation, tant les trois interprètes parlent naturellement cette langue métisse. Et, si le hip-hop n'a rien ici d'une charge guerrière nerveuse, il n'en garde pas moins son électricité intime. Pendant que les multiples sons électro d'Awir Leon s'entrelacent, le trio s'endort sous une myriade de pixels.

Quelque part au milieu de l'infini dialogue avec un autre trio, plus court mais parfaitement pesé,

intitulé « New School », dans lequel Amala Dianor décortique la grammaire hip-hop pour en tresser une guirlande ciselée de poses et d'acrobaties. Dans les deux cas, il distingue chaque interprète. Avec Pansun Kim et Ladji Koné, il souhaitait que « chacun sorte de sa carcasse, de son corps, de sa route pour qu'on se rencontre différemment ». Chose faite et impeccablement réalisée. Dans *New School*, il rassemble une fois encore trois danseurs d'excellence : Link Berthomieux, Sandrine Les-courant et Admir Mirena. Il y majore le talent de chacun dans des géométries joueuses, qui apportent aussi la preuve lumineuse de l'interminable richesse de la danse lui-même, à condition de savoir l'extraire de ses clichés sans la couper de ses racines.

Ces deux pièces en miroir signent l'univers d'Amala Dianor. Né au Sénégal, passé par le hip-hop dès l'âge de 7 ans, il intègre, en 2000, l'école du Centre national de danse contemporaine d'Angers. Interprète chez François et Dominique Dupuy, puis Emanuel Gat, il crée sa compagnie en 2012. En partenariat avec le Théâtre des Abbesses, il a ouvert la sixième édition du festival Séquence Danse, piloté par le Centquatre, où il est artiste associé depuis 2017. Parallèlement à trois autres de ses spectacles, *Trait d'union*, *Une* et *Man Rec* (« seulement moi », en wolof), on retrouve à l'affiche de la manifestation, qui se déroule jusqu'au 14 avril, les chorégraphes Maguy Marin et Lia Rodrigues, Olivier Dubois, Christian Rizzo, Aurélien Bory et Omar Rajeh. ■

ROSITA BOISSEAU

Quelque part au milieu de l'infini, d'Amala Dianor. Le 20 mars, Espace 1789, Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Tél. : 01-40-11-70-72. « Trait d'union » et « Man Rec », le 21 mars, Musée national de l'histoire de l'immigration, Paris 12^e. « Trait d'union » et « Une », les 24 et 25 mars, au Centquatre, Paris 19^e. Tél. : 01-53-35-50-00.



La générosité joyeuse de Gilberto Gil

Avec Gal Costa et Nando Reis, le Brésilien était à La Seine musicale, à Boulogne-Billancourt, samedi 17 mars

MUSIQUE DU MONDE

Gilberto Gil de retour sur scène, en France, samedi 17 mars, à La Seine musicale, sur l'île Seguin, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Pas loin de 4 000 personnes ont bravé le froid et la neige pour ce concert-événement. Depuis son passage au Palais des Congrès, à Paris, avec Caetano Veloso, en 2015, on avait redouté le pire pour la star brésilienne quand, fin août 2016, la nouvelle était tombée d'une (troisième) hospitalisation, pour insuffisance rénale. Le revoir sur scène, à 75 ans, joyeux, guitare en mains, avec toujours le même esprit camarade et généreux vis-à-vis de son public, nous a rassurés. Gilberto Gil partage la scène avec une autre icône de la MPB (*musica popular brasileira*), la chanteuse bahianaise Gal Costa, de trois ans sa cadette, très rare à

Paris (elle-même avoue ne pas se souvenir à quand remonte son dernier passage). A ces deux figures historiques s'est joint, recruté par Gil, un « jeune » de 55 ans, né à Sao Paulo, le guitariste et chanteur Nando Reis. Très rock'n'roll dans l'attitude et l'énergie qu'il insuffle tout au long de la soirée à ses camarades, moins alertes et pas toujours en voix. Une découverte pour le public francilien, car lui n'avait encore jamais chanté à Paris. Le Brésil l'a connu bassiste et chanteur du groupe de rock Titas, avant qu'il n'entame une carrière solo et ne se lance dans la production (travaillant, entre autres, avec la chanteuse Marisa Monte). C'est en fait lui le véritable MC (maître de cérémonie) de ce projet baptisé « Trinca de ases » (« brelan d'as »), né sur scène à Brasília en 2016, sur lequel tous les trois sont appuyés par l'efficacité remarquable du bassiste Ma-

gno Brito et du percussionniste-batteur Kainan do Jeê (du groupe Sinara), et actuellement en tournée européenne. Il en a conçu le répertoire – disponible sur un album enregistré en public à Sao Paulo, paru sur le label brésilien Biscoito fino, bientôt distribué en France – et il en a signé les arrangements.

Quelques perles d'amis
Aux compositions de son aîné (*Palco, Esotérico, Cores vivas, Refavela, Barato total...*), et aux siennes, ont été ajoutées quelques perles d'amis, dont *Baby*, signée par Catano Veloso sur l'émblématique album du tropicalisme, le mouvement qui malmènera, à la fin des années 1960, la bossa-nova et bousculera la chanson bien-pensante, *Tropicália ou Panis et Circencis* (paru en 1968). Un album réunissant Gilberto Gil, Gal Costa, Caetano Veloso, Tom Zé, Nara Leão, le

Revoir le chanteur sur scène, à 75 ans, avec le même esprit généreux vis-à-vis de son public nous a rassurés

groupe Os Mutantes. Rogerio Duprat (1932-2006) en signait les arrangements. « *C'est la révolution esthétique du tropicalisme d'alors qui permet aujourd'hui d'envisager une politique alternative dans laquelle je veux m'engager* », commentait, en 1987, Gilberto Gil dans le documentaire *Gilberto Gil, la passion sereine*, réalisé par Ariel de Bigault. A la fin des années 1980, il occupe un poste à la

culture dans l'Etat de Bahia puis deviendra plus tard (de 2003 à 2008), représentant le Parti Vert, ministre de la culture dans le gouvernement de Lula. **A la mémoire de Marielle Franco**
A La Seine musicale, Gal Costa rappelle, avec ses deux complices, la mémoire de Luiz Melodia, mort en 2017, en interprétant une de ses compositions, *Perola negra*. Luiz Melodia était souvent perçu comme un porte-parole des favelas et de la culture du peuple noir au Brésil. Les favelas dont était issue Marielle Franco, une jeune femme de 38 ans, élue municipale de Rio, populaire militante des droits de l'homme, en guerre contre les exactions policières et militaires, assassinée dans la soirée du 14 mars en plein centre de Rio. « *Evidemment, tout ce que nous faisons là, après l'assassinat de Marielle, c'est un hommage à la vie et pour honorer sa*

mémoire », déclare sur scène (en français) Gilberto Gil. Deux heures plus tôt, dans les loges, il commentait ce drame qui a bouleversé une partie du Brésil. « *Marielle était une militante pour la cause noire, la cause des femmes... Elle avait des ennemis, des gens qui voulaient la faire taire. Elle a été exécutée. Cet assassinat m'apparaît comme une conséquence de toute la situation "compliquée" socialement, politiquement, économiquement, que nous vivons en ce moment au Brésil.* » ■

PATRICK LABESSE

Gilberto Gil reviendra en concert avec le projet « Refavela 40 » : le 28 juin au festival Archéo Jazz, à Blainville-Crevon (Seine-Maritime), le 6 juillet au Barrière Enghien Jazz Festival à Enghien-les-Bains (Val-d'Oise), le 7 à Jazz à Vienne (Isère), le 10 au festival Les Suds à Arles (Bouches-du-Rhône).

Kylie Minogue se la joue cow-girl

L'Australienne a présenté son album « Golden » au Café de la danse, à Paris

MUSIQUE

Largué dans les classements du Royaume-Uni et de l'Australie – les deux plus gros marchés pour la chanteuse –, le nouveau single *Dancing* semble indiquer que, à bientôt 50 ans, la cote de Kylie Minogue serait sur une pente descendante. C'est donc avec une prudence calculée que la native de Melbourne, qui a embrasé de ses déhanchements les dancefloors des années 2000, effectue son retour à la scène par une microtournée européenne: cinq dates dans de minuscules salles. S'arrêter dimanche 18 mars à Paris, dans le quartier de la Bastille, au Café de la danse – qui peut accueillir 500 spectateurs –, est en effet un moyen imparable d'attirer l'attention quand on a vendu des disques par millions. Davantage que de concert, il faudrait parler de « showcase », ces présentations d'un nouvel album d'ordinaire réservées aux professionnels et à quelques fans triés sur le volet. Là, les places ont été mises en vente pour trouver immédiatement preneurs, de même que le « meet and greet » permettant à trente inconditionnels d'échanger quelques mots avec l'icône pop contre la modique somme de 800 euros. Le glamour a un coût et, dans ce domaine, Kylie Minogue n'a jamais ménagé ses efforts, depuis sa révélation comme starlette de *soap opera* (en 1986 dans le feuilleton *Les Voisins*) à sa dernière tournée mondiale en date, le « Kiss Me Once Tour » (2014-2015), débauche de chorégraphies et de tenues sexy.

Un opus « plus personnel »
Sur la scène du Café de la danse, le « K » enserré dans un cœur de néon devant un rideau rouge de cabaret constitue plutôt un vestige. La « dancing queen » se présente en jeans, pans de chemise noués à la taille. Autour d'elle – mais aussi devant elle, son public étant à dominante masculine –, des hipsters. Vêtus du même tissu, plus un chapeau de cow-boy pour le batteur et un bandana autour du cou pour un des deux guitaristes. *Golden*, le quatorzième album studio, à paraître le 6 avril (Darenote/BMG), a été en grande partie enregistré à

La chanteuse semble faussement hésiter entre le saloon et la discothèque

Nashville (Tennessee), la capitale de la country. Un hennissement précède la chanson-titre, qui cite le thème d'Ennio Morricone pour *Le Bon, la Brute et le Truand*. Souvent injustement décriée comme une sous-Madonna, Kylie Minogue fournit tout de même le fouet: le look cow-girl a en effet été déjà exploité par son aînée américaine en 2000 avec l'album *Music*. La parenté avec Dolly Parton, modèle du genre, est toutefois approfondie par une reprise d'*Islands in the Stream*, interprétée en 1983 par la reine blonde de la country et Kenny Rogers. Avec un effet pervers: aucune des dix chansons (sur douze) de *Golden* entendues dimanche ne titille les tympans comme cette bluette composée par les Bee Gees. Toutes ont été coécrites par Kylie Minogue, aidée par une armée de collaborateurs, dont ceux de Taylor Swift. Elle peut définir ce travail comme son « *plus personnel* », les ballades (*Radio On* par exemple) sont assez insipides. Et les titres enlevés attendent le premier prétexte, en l'occurrence le refrain, pour se débarrasser de leurs oripeaux country (les guitares sèches, le banjo sur un rythme de polka d'*A Lifetime to Repair*) et basculer dans le disco-pop. Sous les coups de boutoir de la grosse caisse, avec les effets électroniques de claviers et le renfort de deux choristes, indispensables pour suppléer celle que les mauvaises langues ont pu surnommer « *la perruche chantante* ». Kylie Minogue semble faussement hésiter entre le saloon et la discothèque, entre les pierres du Rhin et les paillettes projetées par des canons. La deuxième option devrait naturellement s'imposer lors de la vraie tournée, qui passera par les Arena en septembre. Son humeur joyeuse, son humour et la transe feront le reste. ■

BRUNO LESPRIIT



La mâchoire d’Hitler parle enfin

Les archives ont permis à Jean-Christophe Brisard d’éclaircir le mystère de la disparition du corps du dictateur nazi

FRANCE 2
MARDI 20 – 23 H 25
DOCUMENTAIRE

Alors que les Soviétiques s’apprêtent à prendre Berlin, le 30 avril 1945, Adolf Hitler, réfugié dans son bunker, se donne la mort en compagnie d’Eva Braun. Soucieux que son corps ne tombe pas aux mains de l’ennemi, il a ordonné à ses proches de le brûler. Dès le lendemain, la population apprend par la radio allemande que le Führer n’est plus. Les Russes qui se sont mis en quête de le retrouver, à défaut de le capturer, découvrent dans le jardin de la chancellerie les restes de deux corps calcinés – celui d’un homme et d’une femme. Or, contrairement à d’autres dignitaires nazis retrouvés morts, tels Goebbels ou Himmler, aucune photo ou film ne seront diffusés. Et le mystère va s’épaissir encore lorsque, à la conférence de Potsdam, le 17 juillet 1945, Staline laisse entendre à Winston Churchill qu’Hitler, toujours vivant, aurait réussi à gagner le Japon ou l’Amérique latine. Sur ce mensonge vont fleurir pendant des années les thèses les plus fantaisistes. Et ce jusqu’en 2000, où les autorités russes, lors d’une exposition consacrée au régime nazi, présentent pour la première



Un fragment de mâchoire attribué à Hitler, conservé dans les archives russes. EGO PRODUCTIONS

fois les restes de la boîte crânienne du Führer et de sa dentition. Mais faute d’expertise scientifique, le doute persiste. En 2009, d’ailleurs, des chercheurs américains vont remettre en cause l’authenticité des ossements du crâne et prétendre qu’il s’agit en fait de ceux d’une femme de moins de 40 ans. Soixante-treize ans après les faits, le mystère

Hitler pourrait bien enfin avoir trouvé sa résolution grâce à Jean-Christophe Brisard. Rigueur scientifique En effet, après deux années d’après négociations, le grand reporter, aidé de la journaliste russe Lana Parshina, a réussi à obtenir des autorités russes que leur soient ouvertes les portes des ar-

chives d’Etat de la Fédération de Russie (GARF) ainsi que celles, très secrètes, du FSB (ex-KGB). Outre l’accès à certains documents inédits, les deux enquêteurs, auxquels est venu s’adjoindre Philippe Charlier, légiste et anthropologue réputé, ont pu expertiser pour la première fois les reliques d’Hitler. Si l’écriture, très rythmée, emprunte aux codes du thriller,

rendant la chose moins aride et éminemment palpitante, là s’arrête néanmoins le caractère divertissant de ce documentaire dont le propos ne transige en rien sur la rigueur historique et scientifique. Ces deux domaines sont d’ailleurs étroitement mêlés pour nous permettre de suivre, à la fois, l’avancée de l’enquête – avec ses contraintes et ses limites –, le récit détaillé des derniers jours d’Hitler, éclairés de nouveaux documents (notamment les interrogatoires des membres de la garde rapprochée), ainsi que celui de la guerre froide autour de ces restes. A ceux que passionnerait ce « cold case » et qui voudraient en connaître les détails, on conseillera la lecture de l’ouvrage de Jean-Christophe Brisard et Lana Parshina qui a inspiré le documentaire : *La Mort d’Hitler. Dans les dossiers secrets du KGB* (Fayard, 372 p., 23 euros). Le texte garde son caractère de thriller historique, et sa lecture en est captivante. ■

CHRISTINE ROUSSEAU

Le Mystère de la mort d’Hitler, de Jean-Christophe Brisard, avec la collaboration de Lana Parshina (Fr., 2018, 60 min). Philippe Charlier est aussi au centre de deux documentaires scientifico-historiques sur Saint Louis et Henri IV diffusé ce soir sur France 5.

Les zones d’ombre d’Interpol

Deux journalistes ont enquêté sur l’organisation internationale de police, qui a recours à des financements troubles

ARTE
MARDI 20 – 20 H 50
DOCUMENTAIRE

C’est une délicate et solide enquête qu’ont menée le Français Mathieu Martinière et l’Allemand Robert Schmidt sur Interpol, organisation mondiale aussi mythique que méconnue. Dans l’imaginaire collectif, celle-ci évoque plutôt un univers d’enquêteurs aux pouvoirs considérables, aux compétences reconnues et aux moyens sans limites, capables de sur-

veiller, d’arrêter terroristes, trafiquants et autres fâcheux. Une image que cette enquête menée sur plusieurs années démythifie. D’abord, l’institution créée en 1923 et basée à Lyon, en dépit de ses 192 pays membres, paraît sans cesse courir après l’argent, tant son budget de fonctionnement (environ cent millions d’euros) est ridicule par rapport aux multiples missions dont elle est chargée. A titre comparatif, le budget du FBI américain avoisine les 7 milliards d’euros. Pourquoi une telle faiblesse budgétaire ?

Simplement parce que les pays membres d’Interpol rechignent à mettre la main à la poche, préférant garder le pouvoir sur leur sécurité intérieure et hésitant à partager des informations avec l’institution supranationale. Entités peu scrupuleuses D’où la nécessité pour Interpol de trouver d’autres sources de financement, avec des entreprises privées ou même des Etats. Aussi lucratifs soient-ils, ces partenariats (avec la FIFA, Philip Morris ou des pays comme le Qatar ou Singa-

pour) posent évidemment la question du conflit d’intérêts. Le documentaire revient en détail sur le long mandat de l’Américain Ronald Noble, secrétaire général d’Interpol de 2000 à 2014. Décidé à remplir les caisses, ce dernier a mené une vaste campagne auprès de partenaires autres que les pays membres, quitte à accepter l’argent d’entités peu scrupuleuses. Entre 2010 et 2015, la contribution des pays membres au financement d’Interpol a augmenté de 6,5 % alors que celle des partenaires privés augmentait de

750 %. L’Allemand Jürgen Stock, qui a succédé en novembre 2014 à Ronald Noble, semble faire beaucoup plus attention à l’indépendance de l’institution et a mis fin à plusieurs contrats avec le privé. Mais où trouver l’argent si les pays membres refusent d’augmenter leurs contributions ? Le problème semble insoluble. ■ ALAIN CONSTANT Interpol, une police sous influence ?, de Samuel Lajus. Auteurs : Mathieu Martinière et Robert Schmidt. (Fr., 2018, 95 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 18 - 067
PAR PHILIPPE DUPUIS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 18 - 066

HORIZONTALEMENT I. Barbouillent. II. Aboutirai. OE. III. Sbi re. Aînées. IV. Ta. Elgin. Olt. V. Oté. La. Ail. VI. Nichoir. Oies. VII. Nara. Larsens. VIII. Ali. Olmi. Nfe (nef). IX. Détona. Tanin. X. Essouchement. **VERTICALEMENT** 1. Bastonnade. 2. Abbataiales. 3. Roi. Ecrits. 4. Bure. Ha. Oô. 5. Otello. ONU. 6. Ui. Gaillac. 7. Irai. RAM. 8. Laina. Rite. 9. Lin. Ios. Am. 10. Eolienne. 11. Noël. Enfin. 12. Testassent.

HORIZONTALEMENT

I. Améliorée après reprise. II. Satisfaisantes les demandes les plus délicates. Les plus grands finissent par en imposer. III. Bouts de gant. Fisses de bons choix. IV. Alimentent les stations d’épuration. Fait mouche à moitié. V. Pour un petit air sans paroles. Passe le pas. VI. A lui d’aller droit au but. Crient comme des bêtes en forêt. VII. Rivière et Etat d’Amérique du Nord. Au cœur de l’angoisse. VIII. Prête à exploser. Droit sur la planche. IX. Mis de côté. Renvoie aux extrémités des doigts. X. Se font trop souvent par le bas.

VERTICALEMENT

1. Assure un bon équilibre. 2. Pratique l’ouverture, même si parfois il en fait trop. 3. Possessif. Printanière en remontant. 4. Cours court. Renforce le moût. 5. Découpage dans la pièce. Réfractaire au labo. 6. Le dernier risque d’être en trop. Unique en son genre. 7. Condamné depuis le concile de Nicée. Son cassier libère. 8. Met sous influence. Bouts de géranium. 9. Bien bas. A repris place dans son fauteuil. 10. Présentée en tableau. Préposition. 11. Grands découpages du temps. Prit en considération. 12. Indispensables.

SUDOKU

N°18-067

6	3	9	5	7	8	2	1	4
4	2	8	3	6	1	7	9	5
1	5	7	9	2	4	6	8	3
8	7	6	4	1	5	3	2	9
3	4	2	8	9	6	5	7	1
9	1	5	7	3	2	8	4	6
7	9	1	2	5	3	4	6	8
5	6	4	1	8	7	9	3	2
2	8	3	6	4	9	1	5	7

Très facile Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu’une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

En vente chez votre marchand de journaux

VOTRE SOIRÉE TÉLÉ

MARDI 20 MARS

TF1
21.00 L’Arme fatale
Série. Avec Clayne Crawford (EU, 1993, S2, ép. 3 et 4/22 ; S1, ép. 4/18).
23.30 Chicago Police Department
Série. Avec Jason Beghe, Jon Seda (EU, S4, ép. 2 et 3/23).

France 2
20.55 Tout le monde joue avec la langue française
Divertissement présenté par Stéphane Bern et Nagui.
23.25 Le Mystère de la mort d’Hitler
Documentaire de Jean-Christophe Brisard (Fr., 2017, 60 min).

France 3
20.55 La Stagiaire
Série. Avec Michèle Bernier, Antoine Hamel (Fr., 2017, S3, ép. 7 et 8/8 ; S1, ép. 6/6).
0.10 Les Chaises musicales
Comédie de Marie Belhomme. Avec Isabelle Carré (Fr., 2015, 75 min).

Canal+
21.00 Corporate
Thriller de Nicolas Silhol. Avec Céline Sallette, Lambert Wilson (Fr., 2017, 90 min).
22.30 Tchi tcha
Magazine animé par Laurie Cholewa.

France 5
20.55 Saint Louis, le roi dispersé
Documentaire de Dominique Adt (Fr., 2017, 50 min).
21.45 Le Mystère de la tête d’Henri IV
Documentaire de Pierre Belet et Stéphane Gabet (Fr., 2010, 75 min).

Arte
20.50 Interpol
Documentaire de Samuel Lajus (Fr., 2018, 95 min).
22.25 La Science au service de la justice
Documentaire d’Anja Reiss (All., 2017, 85 min).
23.50 Inde-Pakistan: deux femmes contre le fondamentalisme
Documentaire de Nandita Das et Sabiha Sumar (Pak., 2016, 65 min).

M6
21.00 Le Meilleur Pâtissier, spécial célébrités
Jeu présenté par Julia Vignali.

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000.
Capital social : 124.610.348,70 €.
Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone : de France 3289 (Service 0,30 €/min + prix appel) ; de l’étranger : (33) 1-76-26-32-89 ; par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr.
Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
blog : http://mediateur.blog.lemonde.fr ;
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Médiateur : mediateur@lemonde.fr
Internet : site d’information : www.lemonde.fr ;
Finances : http://finance.lemonde.fr ;
Emploi : www.talents.fr/
Immobilier : http://immo.lemonde.fr
Documentation : http://archives.lemonde.fr
Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l’accord de l’administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0722 C 81975 ISSN 0395-0373

Présidente : Laurence Bonicalzi Bridier
PRINTED IN FRANCE
80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L’imprimerie, 79 rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Toulousse (Occitane Imprimerie)
Montpellier (« Midi Libre »)

Origine du papier : France. **Taux de fibres recyclées** : 100 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement, porteur de l’Ecolabel européen sous le N°FI/37/001.
Eutrophisation : P/Pot = 0,009 kg/tonne de papier

HORLOGERIE

Le salon international d'horlogerie Baselworld s'apprête à ouvrir ses portes sur des notes contrastées. L'événement lui-même est en crise. Mais les exposants, eux, en sortent, et la reprise du marché est patente. A l'œuvre, un retour du client chinois, avide consommateur de montres lors de ses voyages, et de plus en plus sur son marché local. Pour la partie création, on a donc penché ces dernières années du côté asiatique, avec pléthore de petits modèles, typés vintage, conformes à une image d'Epinal de la montre suisse. Aujourd'hui, les propositions s'équilibrent avec des dimensions moyennes stabilisées vers les 40 mm pour les montres classiques et 42 pour les chronographes. Les styles s'hybrident afin de plaire à tous.

Pour ne s'aliéner aucun client, les marques ont eu tendance à aseptiser leurs designs. Les esthétiques ultra-sportives et modernes se font plus rares. La frontière entre montre pour homme et pour femme ne cesse de se brouiller. Ainsi, même si l'Octo Roma de Bulgari est une variation autour du thème franchement masculin de l'Octo, ses lignes adoucies en font un choix mixte, surtout lorsqu'elle est déclinée en de multiples coloris. Car pour dynamiser une offre consensuelle, c'est désormais la myriade des couleurs qui sert de martingale.

Les noirs, crèmes ou gris ne sont plus les seuls choix possibles. Les nouveautés sont disponibles dans un assortiment complet de teintes, y compris vives, dès le lancement. Il faut marquer les esprits du premier coup, et donc, élargir la palette. La Mille Miglia de Chopard fête ses 30 ans avec la série Racing Colors, proposée en cinq couleurs de cadran, chacune à la livrée d'une équipe nationale de course automobile, comme le jaune pour la Belgique ou le fameux vert britannique Racing Green.

Parfait pour Instagram

Et si le cadran se révèle être un espace trop visible, trop marqué, quelques détails en accord avec le bracelet feront l'affaire. Les Omega Seamaster Olympic Ga-

mes Collection adoptent ainsi les cinq couleurs du drapeau olympique, avec un léger rappel sur une aiguille, un nom et un cerclage. Même les modèles féminins s'y mettent, telles les Tetra Petit Four de Nomos Glashütte, mises en scène comme des gâteaux au glaçage pastel. Le rose tendre s'annonce d'ailleurs comme un thème de l'année, ainsi qu'en témoigne l'Emerald d'Harry Winston.

C'est à se demander si cette extension de la teinte est un choix de design. Peut-être est-ce l'inverse, un non-choix qui, au prétexte de laisser le champ libre au client, signale un manque de vision. Or quand elle s'affirme, la couleur est plus que jamais un puissant outil. Elle signale les marques créatives, celles qui osent s'aventurer sur de nou-

veaux territoires. L'irruption du vert dans le vocabulaire des cadrans est à ce titre emblématique. Difficile à porter, à part lorsque l'on possède déjà une collection de montres étoffée, cette teinte s'est invitée dans la tendance. Très prisée des pages mode, elle est dans les faits compliquée à vendre. Et ce alors même que le vert olive militaire connaît une énième heure de gloire.

Idem pour le rouge total qu'arbo- re la Big Bang Unico Red Magic d'Hublot. Derrière la performance, le premier boîtier de montre réalisé en céramique rouge, la montre ne devrait pas se vendre en quantité. Le bénéfice se situe donc plus au niveau de l'image. Car plus que jamais, il s'agit de marquer les esprits. Arrivée tardivement sur les outils de communication sociaux, l'horlo-

LE ROSE TENDRE
S'ANNONCE COMME
UN THÈME DE L'ANNÉE.
LE VERT OLIVE
MILITAIRE CONNAÎT,
LUI, SON ÉNIÈME
HEURE DE GLOIRE

gerie se précipite sur les machines à créer de la notoriété que sont Instagram, WeChat pour faire la promotion de marques en mal de visibilité en ligne. Dans l'assourdissant bruit ambiant du marketing digital, il faut bien une couleur outrancière pour émerger et « tender ».

Les leaders ne font pas défection De son côté, la grand-messe de Bâle fait triste mine et enchaîne les défections. Après des années d'augmentation de tarifs mal tolérée, surtout durant les trois dernières éditions, faites de difficultés commerciales majeures, ses clients quittent le salon. Plus de 300 exposants ont fait défection en deux ans, et plusieurs espaces de la tentaculaire foire ne seront pas exploités. Certaines marques n'exposent plus, comme Dior.

D'autres ont viré de bord et opté pour le salon genevois concurrent, le SIHH, tel Hermès en 2017. Sans parler d'un nouveau trans- fuse d'importance, dont l'annonce est attendue sous peu. Un nombre croissant de petits acteurs profite de l'aubaine pour faire leur show en off. Derrière ces grands mouvements tectoniques et visibles, la majorité des acteurs qui ont déserté le parc des expositions bâlois sont cependant de petite taille, essentiellement l'horlogerie bas de gamme, dans la joaillerie (l'autre spécialité de Baselworld, durement touchée) et en amont de la filière, fabricants de composants, de machines, d'outillage.

Au final, Baselworld reste donc encore une belle vitrine pour les leaders mondiaux que sont Swatch Group, Rolex, Patek Philippe, Bulgari et le trio japonais, Casio, Citizen et Seiko. ■

DAVID CHOKRON



Nomos Glashütte
Tetra Petit Four.
SARAH ILLENBERGER

BÂLE S'HABILLE EN TECHNICOLOR

Les noirs, crème ou gris ne sont plus de rigueur au salon mondial Baselworld, qui se tient du 22 au 27 mars. Boîtier rouge, cadran jaune ou bracelet bleu dynamisent un design consensuel



Hublot Big Bang Unico
Red Magic. HUBLOT



Harry Winston
Emerald. HARRY WINSTON



Omega Seamaster
Olympic Colors. OMEGA



Chanel
Boy.Friend
Squelette.
CHANEL

gique qu'elle adopte ce style, mais à sa manière. Ainsi, la Boy.Friend de Chanel joue sur les cercles, les demi-cercles et des filets dorés pour structurer son mouvement Calibre 3, conçu en interne. La Boy.Friend n'ayant jamais été franchement masculine, elle prend tout son sens dans sa version à la lunette sertie de diamants.

C'est la même recette qu'utilise la petite marque Arnold & Son. Initialement modèle masculin, sa

Nebula Lady arbore une apparence hypertechnique, qui renvoie en réalité aux principes de construction horlogère du XVIII^e siècle. Mais, avec quelques ponts en or sur fond acier et un pourtour de diamants, la montre prend une allure de fleur mécanique. Si cette poésie n'est pas du goût de tout le monde, elle saura toucher le cœur des amatrices légèrement geeks, ou fans du style moucharabieh horloger. ■

D. CH.



Arnold & Son
Nebula Lady.
ARNOLD & SON

Le tic-tac du squelette

SIGNE DE LA MIXITÉ croissante de l'horlogerie mécanique, le squelettage prend du poids et franchit de nouvelles frontières. Cette spécialité, qui consiste à ajourer les parties pleines du mouvement et à le montrer en retirant le cadran, gagne en importance depuis plus de dix ans. Les deux registres dans lesquels elle a jusqu'ici évolué, l'hypersportivité graphique et la tradition horlogère, se maintiennent.

Maurice Lacroix décline sa nouvelle Aikon avec un mouvement fait de cercles concentriques. MB & F présente dans de nouvelles teintes sa Legacy Machine Perpetual, qui met en avant uniquement les complexes organes de son calendrier perpétuel, affichant une date complète et ajustée automatiquement selon le mois.

Une fleur mécanique

Le squelette évolue pour se mettre au service de nouvelles expressions. La montre à complication pour dame ne cessant de gagner du terrain, il était lo-

gique qu'elle adopte ce style, mais à sa manière. Ainsi, la Boy.Friend de Chanel joue sur les cercles, les demi-cercles et des filets dorés pour structurer son mouvement Calibre 3, conçu en interne. La Boy.Friend n'ayant jamais été franchement masculine, elle prend tout son sens dans sa version à la lunette sertie de diamants.

C'est la même recette qu'utilise la petite marque Arnold & Son. Initialement modèle masculin, sa

Nebula Lady arbore une apparence hypertechnique, qui renvoie en réalité aux principes de construction horlogère du XVIII^e siècle. Mais, avec quelques ponts en or sur fond acier et un pourtour de diamants, la montre prend une allure de fleur mécanique. Si cette poésie n'est pas du goût de tout le monde, elle saura toucher le cœur des amatrices légèrement geeks, ou fans du style moucharabieh horloger. ■

D. CH.

Le livre « Histoire de la France » (Fayard), de Jean-Christian Petitfils, est une réponse à l’ouvrage collectif dirigé par Patrick Boucheron, « Histoire mondiale de la France » (Seuil, 2017), et relance la polémique sur le rapport entre Histoire et intégration nationale

Parler d’un nouveau roman national a-t-il du sens ?

Jean-Christian Petitfils « Redonner fierté à la cohésion nationale »

L’historien estime qu’il est nécessaire de réécrire un récit intégrateur qui concilie les mémoires diverses pour mieux exalter les symboles de notre unité

Par JEAN-CHRISTIAN PETITFILS

De nombreuses voix écartent aujourd’hui l’idée d’un retour à l’ancien roman national, et avec raison ! Comment faire naître en effet ce catéchisme républicain, simpliste et réducteur, largement mythique, utilisé de la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e par les fameux hussards noirs de l’école de Jules Ferry, ces instituteurs dévoués dont l’enseignement combinait l’approche lyrique d’un Michelet ou l’imagination d’un Augustin Thierry et un nationalisme de revanche, fermé sur lui-même, né du traumatisme de la défaite de 1870 ? Exaltant les grandeurs de la France, le « Petit Lavisse » appelait implicitement les fiers descendants des Gaulois à se tenir prêts à résister aux menaçants Germains qui avaient arraché l’Alsace-Lorraine à la mère patrie ! Le monde depuis a bien changé.

Pour certains, il faudrait se contenter d’un simple récit national intégrant les acquis de l’école des Annales et les recherches universitaires portant sur les mémoires douloureuses du passé (esclavage, colonisation, collaboration, antisémitisme, racisme...). Cette approche permet-elle de saisir cette « *âme de la France* », dont parlait Ernest Renan (« *une nation est une âme, un principe spirituel* »), ou Charles de Gaulle lorsqu’il évoquait « *la Madone aux fresques des murs* », « *notre dame la France* » ? « *Toute ma vie*, écrivait ce dernier au début de ses *Mémoires de guerre, je me suis fait une certaine idée de la France. Le sentiment me l’inspire aussi bien que la raison.* »

TRANSMETTRE UN AMOUR VRAI DU PAYS

En effet, l’épaisseur historique ne saurait être atteinte sans une certaine dose d’épopée et d’émotion saisissant l’être tout entier. L’histoire de notre pays ne se résume pas à un froid catalogue de dates et de statistiques, ce que ne font d’ailleurs ni Patrick Boucheron, qui a notamment dirigé l’ouvrage *L’Histoire mondiale de la France*, ni les historiens qui y ont participé. Et, si elle ne doit omettre aucune page sombre, il lui faut bien entendu se garder de la « *dictature de la mémoire* » (Pierre Nora) et des appels constants à la repentance.

Songeons à ce passage souvent cité de Marc Bloch dans *L’Etrange Défaite* : « *Il est deux catégories de Français qui ne comprendront jamais l’histoire de France, ceux qui refusent de vibrer au souvenir du sacre de Reims ; ceux qui lisent sans émotion le récit de la fête de la Fédération. Peu*

importe l’orientation présente de leurs préférences. Leur imperméabilité aux plus beaux jaillissements de l’enthousiasme collectif suffit à les condamner. » Fernand Braudel, membre éminent de l’école des Annales, historien de la « longue durée », citant Michelet présentait lui-même l’identité du pays « *comme une âme et comme une personne* » : « *Je le dis une fois pour toutes : j’aime la France (...). Sans distinguer entre ses vertus et ses défauts, entre ce que je préfère et ce que j’accepte moins facilement.* » C’est la raison pour laquelle, sans emboucher les trompettes d’un patriotisme cocardier d’un autre âge, il n’y a rien de honteux à demander à l’histoire de transmettre de génération en génération un amour vrai, profond et sincère du pays – une fierté sans agressivité –, comme le font d’ailleurs la plupart des autres nations.

Oui, il s’est bien forgé une identité nationale au cours des siècles, une identité ouverte, évolutive. Celle-ci s’est façonnée autour de quelques piliers fondateurs : un Etat central propice à l’épanouissement de la nation, incarnant la justice au service du bien commun, défendant une laïcité ne reniant pas ses racines chrétiennes ; un Etat marqué par des valeurs universelles, permettant l’assimilation des peuples et des cultures, ce qui nous éloigne de tout « *rétrécissement identitaire* ». En dehors de certaines périodes obscures, la France a été un pays largement accueillant envers les étrangers, mais son génie propre a consisté à fondre dans un unique et même creuset les apports extérieurs.

Dans notre société fractionnée, marquée par tant d’angoisses collectives devant une mondialisation qui n’est pas toujours « heureuse », une société qui a perdu la plupart de ses repères et où les piliers fondateurs se trouvent fortement ébranlés, le « vivre-ensemble » paraît insuffisant. Il y a nécessité de réécrire un récit intégrateur, fédérateur, conciliant les mémoires diverses, mais exaltant les symboles de notre unité et redonnant fierté à la cohésion nationale. « *La République une et indivise, s’exclamaient Péguy, c’est notre royaume de France !* » Une telle entreprise suppose une réécriture exigeante du passé, soumise au crible de la critique scientifique.

Dans le hors-série du *Monde* consacré aux « Querelles de l’Histoire » (octobre-décembre 2017), Jean-Michel Blanquer ne déclarait-il pas : « *Nous devons transmettre l’amour de la France.* » Or, une telle entreprise peut-elle se faire sans l’élaboration d’un nouveau roman national, car, comme le disait la philosophe Simone Weil, « *pour aimer la France, il faut sentir qu’elle a un passé* » ? ■

Jean-Christian Petitfils est historien et écrivain

Nicolas Offenstadt « Non à l’histoire-autoroute »

Pour l’universitaire, le roman national réduit la discipline à une trajectoire linéaire la plus directe, sans obstacles, et favorise un récit unique qui appauvrit l’esprit citoyen

Par NICOLAS OFFENSTADT

Tout le monde, ou presque, en France, s’accorde à le croire : l’enseignement de l’histoire développe les vertus civiques. La connaissance du passé devient alors, au-delà de la simple érudition et du plaisir du récit, un outil pour se guider dans le présent. Derrière ces formulations générales, se posent en réalité deux questions qui ne conduisent en rien à des réponses consensuelles : que peut l’histoire comme discipline et quelles vertus civiques veut-on lui faire servir ?

Pour répondre à la première, on peut, pour faire court, user d’une formule facile mais évocatrice : « *l’histoire ne repasse pas les plats* », c’est-à-dire que les situations du passé ne peuvent guère éclairer celles du présent car justement l’histoire c’est comprendre pourquoi les gens d’autrefois ne sont pas nous, pourquoi des configurations historiques ont des traits propres non reproductibles, ou du moins jamais avec les mêmes combinaisons. Ce que peut l’histoire, comme travail sur le passé, en revanche, c’est permettre à chacun de s’inscrire dans une temporalité et de regarder avec plus d’acuité les dynamiques en jeu dans le monde social.

Croit-on vraiment que ces deux belles tâches peuvent s’accommoder de la promotion d’un « *roman national* » unificateur ? A vrai dire, dans cette expression – « *le roman national* » –, les trois mots sont à démonter.

APPAUVRISSMENT PAR LE RÉCIT UNIQUE

D’abord il n’existe pas de récit fermé que l’on pourrait tous partager comme les croyants un catéchisme. C’est d’autant plus vrai aujourd’hui, quand le cumul des connaissances et des approches rend plus difficile encore qu’il y a cinquante ans de suivre un fil unique. Va-t-on exclure l’histoire des femmes du récit parce que la domination masculine leur laisse peu de place dans les époques anciennes ? Va-t-on raconter toute l’histoire sous le sceau de la construction de l’Etat de la nation française, en plaçant toujours en marge ce qui s’y intègre mal, d’autres possibles, comme la principauté de Bourgogne à la fin du Moyen Age ? Le roman national, c’est l’histoire-autoroute : il réduit la circulation à la trajectoire linéaire la plus directe, sans obstacles véritables, et peu importe le réseau viaire dans son ensemble. La métaphore n’est pas seule facilité, là encore, elle dit bien l’appauvrissement qu’implique un récit unique.

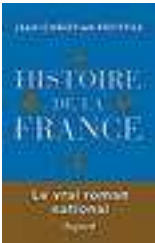
Cette réduction se renforce de l’insistance sur la narration qu’implique le terme « *roman* ». Voulant faire montre de distance ou de subtilité, certains, avec les mêmes intentions, appellent au renforcement d’un « récit » national. Ce qui demeure identique : il s’agit, avec les oripeaux de la rhétorique, d’enlever à l’histoire sa dimension critique et analytique pour en faire une saga qui doit emporter l’émotion et l’adhésion en soulignant les beaux et hauts faits des héros de l’histoire de France. Or justement l’histoire, le passé, comme l’histoire, la discipline, c’est tout sauf du « roman » simplement entendu. C’est avant tout une série de tensions, entre nos envies de connaissances et les possibilités documentaires, entre nos perceptions d’aujourd’hui et celles des gens du passé, entre les enjeux d’une époque et ce qu’ils nous disent aujourd’hui, entre l’évidente altérité de ce qui n’est plus et ce que l’on peut trouver de commune humanité. Le récit historique dans sa véritable puissance est celui qui sait nouer ces tensions, peser chacun des pôles et les articuler.

Certains pourront arguer que cela n’empêche pas de valoriser une histoire nationale partageable. C’est le troisième terme, le « *national* ». Si l’on accepte le postulat que l’histoire emporte une dimension civique, qu’elle doit aider à ce que chacun se situe dans une historicité, il est alors facile de s’en distancier. Nos contemporains sont sans cesse confrontés à des variations d’échelle, de manière tout à faire originale. Outre la nation, l’Europe joue un rôle d’évidence, tout comme désormais ce que l’on nomme la « *mondialisation* », en tous les cas un cadre bien plus large que les deux précédents. Les eurorégions et les débats autour de la Catalogne soulignent, s’il en était besoin, que les régions aspirent ou peuvent aspirer à des rôles nouveaux. Comment imaginer qu’un récit historique centré sur la France, ses héros et ses traîtres, réponde aux questionnaires nés de ce monde aux multiples espaces feuilletés ? Comment imaginer que l’insistance scolaire et publique sur la seule histoire de France nous permette de mettre en perspective le Brexit, Trump, le nationalisme agressif en Europe de l’Est ou l’alliance du communisme et du capitalisme en Chine ?

La valorisation contemporaine du « *roman national* », en particulier parmi la droite qui se prétend « *décomplexée* », se veut justement une réponse à ces variations d’échelle porteuses d’incertitudes. Elle tient aussi à l’affaiblissement des projets collectifs émancipateurs. A cette conception identitaire de l’histoire qui déforme le passé et obscurcit le présent, il faut opposer un travail sur le temps, aux larges horizons, qui permet à chacun, dans la tension et l’écoute, de s’y inscrire. ■

Nicolas Offenstadt est maître de conférences habilité à l’université Paris-I-Panthéon-Sorbonne

Un récit historique équilibré mais peu convaincant



HISTOIRE DE LA FRANCE. LE VRAI ROMAN NATIONAL,
de Jean-Christian Petitfils, Fayard, 1152 pages, 29 euros

Le livre

Adapte du roman national, Jean-Christian Petitfils s’est gardé, dans son *Histoire de la France*, de déployer une galerie de grands hommes, montrant la France en gloire. Certes, sa fresque fait la part belle à l’histoire politique, du partage de l’empire carolingien, en 843, à l’élection d’Emmanuel Macron, en 2017. L’auteur de biographies (Louis XIII, Louis XIV, Louis XV et Louis XVI) revient tambour battant sur l’action des gouvernants au cours des douze derniers siècles. Il n’en consacre pas moins de larges développements aux transformations sociales ou économiques,

au mouvement des idées et à l’histoire des mentalités. Les femmes, les mouvements ouvriers et l’immigration occupent toutefois une place réduite dans son récit.

PÉCHÉ SCIENTIFIQUE

Jean-Christian Petitfils s’efforce de bâtir un « roman » national équilibré, tenant compte des pages les plus fastes comme des plus sombres de l’histoire de France. L’antisémitisme d’Etat sous Vichy est traité à l’aune des travaux les plus récents. La guerre d’Algérie est restituée dans sa complexité : la torture pratiquée par l’armée française est abordée, au même titre que les attaques à la bombe du FLN devant les écoles, les stades et les restaurants. Au contraire, son histoire de la colonisation reste sommaire. La conquête sanglante de

Madagascar, en 1895, est tout juste qualifiée de « *campagne militaire longue et laborieuse* ». De nombreux autres crimes coloniaux connus sont ignorés.

Contrairement aux romans nationaux traditionnels, Jean-Christian Petitfils ne commence pas son histoire de France par Vercingétorix ou Clovis. L’historien explique bien en quoi ces points de départ relèvent de reconstructions postérieures. Toutefois, il ne résiste pas à la tentation de lever le rideau sur une scène inaugurale : la bataille de Fontenoy-en-Puisaye, en 841, entre les fils de Charlemagne. « *L’événement fera date, car du sang fratricide de cette boucherie de Fontenoy naîtra la France* », affirme l’auteur. Pour lui, le système féodal de la Francie occidentale, que reçoit le roi Charles le Chauve en vertu du traité de Verdun (843),

constitue le cadre qui permettra à la nation française de s’épanouir. Ici, la démonstration n’emporte pas la conviction, car le récit de Jean-Christian Petitfils reste guidé par sa tendance à essentialiser l’histoire de France.

L’auteur part du principe que, « *de la France d’hier à celle d’aujourd’hui, il y a une permanence, un ADN constitutif de sa nature* ». Et de soutenir que la France a toujours été un Etat de justice au service du bien commun, « *à l’exception de rares moments (les guerres de religion, la révocation de l’édit de Nantes, les rafles de juifs sous Vichy)* ». Un raisonnement très discutable. Ainsi, son entreprise qui vise à restituer sur la longue durée ce que l’identité française a de spécifique se perd dans un argumentaire qui pêche sur le plan scientifique. ■

ANTOINE FLANDRIN

Un corpus théorique pour la notion de « post-vérité »

Le livre

Elu « mot de l'année 2016 » par le dictionnaire d'Oxford, le concept de « post-vérité », à une époque où les faits comptent moins que les croyances, ou sa déclinaison plus floue encore, les fausses « fake news », les « fausses nouvelles », sont devenues en quelques mois une nouvelle antienne du débat mondial. Pourtant, il n'existait jusqu'ici que peu de littérature sérieuse sur la question, spécialement en français.

Chercheur en neurosciences et neuropsychologue au laboratoire des sciences cognitives et neurologiques de l'université de Fribourg (Suisse), spécialiste notamment des théories du complot, Sebastian Dieguez a voulu dépasser le caractère très contemporain de cette idée pour en trouver la racine.

Dans *Au cœur de la post-vérité*, il propose de revenir à un autre concept plus ancien : celui de « bullshit ». Littéralement « merde de taureau », que l'on traduira plutôt, bien qu'improprement, par « foutaise ». Un concept développé notamment par le philosophe américain Harry Frankfurt dans *On bullshit*, publié pour la première fois en 1986 et traduit en français en 2006 sous le titre *De l'art de dire des conneries*.

La théorie de Frankfurt décrit le bullshit non comme un état intermédiaire entre vé-

rité et mensonge, mais plutôt comme une indifférence à l'égard de la vérité. Tout à la fonction performative de son discours, le « bullshiteur » ne connaît pas nécessairement la vérité (ce qu'implique un mensonge), car elle lui est égale : l'important, ce sont les bénéfices qu'il attend de son discours, qu'ils soient politiques, médiatiques ou très concrets.

Si chacun s' imagine aisément telle ou telle figure de bullshiteur, il faut comprendre, explique M. Dieguez, que nous sommes tous bullshiteurs parfois, lorsque nous « baratinons » plutôt que de dire la vérité, qu'il s'agisse de ne pas gêner dans une situation sociale ou d'obtenir un avantage. « *La sincérité elle-même est du bullshit* », précise l'auteur, résumant Harry Frankfurt, lorsqu'elle est usée pour tenir lieu de preuve, par exemple.

Dans un style empreint d'humour et d'ironie, mais qui ne sacrifie rien au sérieux du raisonnement, Dieguez dépasse rapidement Frankfurt, convoquant de nombreux autres théoriciens, linguistes et philosophes, pour évoquer d'autres cas de triomphe du bullshit. Ainsi « *l'effet gourou* », celui du bullshit académique et universitaire, qui fait qu'on trouvera – particulièrement en France – souvent plus « *profond* » un texte ou un discours obscur qu'une argumentation claire et directe, ce d'autant plus que son auteur arrive précédé d'une réputation de grand intellectuel.

Ce voyage dans les théories cognitives autour du baratin, du discours creux, de l'imposture



TOTAL BULLSHIT !
AU CŒUR DE
LA POST-VÉRITÉ

de Sebastian Dieguez,
PUF, 352 pages, 19 euros

ou de l'arnaque, nous ramène finalement à la question du discours, de la conversation. Si celle-ci repose sur la confiance, et donc sur la présomption que notre interlocuteur va dire la vérité, il existe aussi une tolérance au bullshit, auquel nous avons tous recours parfois – qui n'a jamais commencé une phrase par « *il paraît que* » ? Mais celle-ci obéit, ou obéissait, à des codes implicites, et restait contenue.

« UN EMPIRE DU BULLSHIT »

Mais nous sommes passés à une autre époque, où triomphe la post-vérité, permise à la fois par la perte de confiance dans les institutions et par la technologie. « *Il me semble clair que seul un dispositif technique suffisamment robuste et étendu a pu permettre la canalisation du bullshit et son agglomération en une entité susceptible d'avoir des effets aussi nocifs que concrets sur l'existence de chacun d'entre nous* », constate Sebastian Dieguez.

En permettant l'isolement dans des « bulles » discursives de bullshit, les réseaux sociaux provoquent, estime l'auteur, une « *extension de moi* », une bulle de confort cognitif où tout fait, toute vérité discordante sera évacuée ou invalidée, où la modération et la réflexion sont évacuées au profit de l'indignation dans « *une escalade de la pureté morale et de la diabolisation des opinions contraires, où tout le monde tente de se positionner au-dessus de la mêlée, encore plus perspicace et épris de justice que les autres* ».

Mais au-delà des réseaux sociaux, cette post-vérité triomphe car elle « *n'impose aucune vérité particulière, et c'est précisément ainsi qu'elle sème la confusion et le doute, s'accommode parfaitement des dissensions et critiques, laissant les "faits alternatifs" se multiplier à l'infini* », dans une horizontalisation du savoir et des connaissances. Et c'est finalement « *un empire du bullshit qui s'est créé pour ainsi dire sous nos yeux, oblitérant la notion même de réalité objective au profit de l'opinion personnelle, de l'intuition, de l'identité, du raisonnement fantôme et du vide conceptuel* ».

Que faire ? Sebastian Dieguez se montre pessimiste : « *Dans un monde de bullshit généralisé, (...) la question devra se poser, avant qu'il ne soit trop tard, de savoir si une telle atmosphère est seulement viable pour notre espèce* » car « *la communication humaine repose sur une présomption de pertinence et de sincérité* ». Face à un phénomène inédit et qui bouscule toutes les institutions, « *toutes les initiatives sont à louer* », de l'éducation aux médias aux rubriques de vérifications dans les journaux, assure l'auteur, « *à condition d'en examiner avec rigueur et méthode les effets* ».

Face au bullshiteur, Sebastian Dieguez croit aux forces de l'esprit : « *L'imaginaire, la fiction et la raison ont des ressources propres largement suffisantes pour remettre cet ennemi commun à sa juste place* », affirme-t-il. ■

SAMUEL LAURENT

N'arrachons pas les sans-abri à leur environnement social

Edouard Gardella, chargé de recherches au CNRS, souligne que, pour les sans-abri, aller en hébergement d'urgence risque de casser les relations qui les font tenir

Par ÉDOUARD GARDELLA

Le retour provisoire du froid, après un épisode rigoureux en février, replacerait-il la question des SDF dans le débat public cette année ? Sans doute faudrait-il attendre 2019 pour la voir ressurgir, avec les mêmes témoignages soudain alarmés, et les mêmes questions subitement posées. Parmi celles-ci, il en est une sur laquelle la séquence qui s'achève s'est cristallisée : le refus par des personnes sans-abri d'être hébergées dans des structures d'accueil. Il vaut la peine d'y revenir, tant son traitement a dévoilé les mécanismes qui empêchent d'aborder la question des sans-abri dans des termes adéquats.

D'un côté, certains représentants de l'actuelle majorité ont avancé que le refus d'hébergement manifesté par des sans-abri s'expliquait par un choix personnel. De l'autre, les associations de lutte contre l'exclusion ont répondu que le non-hébergement était dû au manque de places : en réalité, seul un petit nombre de sans-abri refusent d'être hébergés, un comportement qui s'explique, selon ces associations, soit par le fait qu'il s'agit de personnes en profonde désocialisation, soit par l'indignité des conditions matérielles qui leur sont proposées. En apparence opposées, ces prises de position publiques se rejoignent pourtant sur un point : elles dépeignent le sans-abri réfractaire à l'hébergement comme un individu isolé, prenant personnellement la décision de refuser le toit qu'on lui propose.

DES FORMES DE VIE COLLECTIVE

Or, cette représentation rend impensables bien des réalités observables sur le terrain. Elle passe, par exemple, à côté du fait, pourtant attesté, que des habitants parisiens se sont mobilisés pour empêcher les pouvoirs publics d'évacuer le campement de deux sans-abri qui s'étaient installés depuis plusieurs années sur un talus du périphérique et refusaient tous les hébergements proposés en disant que leur « *vie est ici* ». Elle rend tout aussi improbable le fait, lui aussi constaté, qu'un sans-abri, réputé être le parangon du « grand exclu », installé sur la même plaque de chaleur depuis sept ans, régulièrement alcoolisé et en mauvaise santé, échange des civilités avec les passants, tout en côtoyant tous les jours un autre sans-abri, qui l'aide à « *faire ses cour-*

ses » : s'il ne va pas en centre d'hébergement, explique-t-il, c'est qu'il a ses « *habitudes* » sur « sa » plaque. Bien d'autres situations analogues ont été documentées par des enquêtes sociologiques.

Qui niera que ces personnes subissent des processus puissants d'exclusion ? Elles n'ont ni logement ni hébergement, et n'entrent pas dans les groupes de l'intégration (famille, travail et religion). Pour autant, c'est à tort qu'on les assimile à des atomes isolés : elles s'inscrivent dans des formes de vie collectives, précaires et exposées à des dégradations et des violences, mais bien réelles. Pour peu qu'on enquête sur les relations qu'elles nouent, autour du lieu où elles sont installées tant qu'elles le peuvent, on voit ainsi apparaître des liens de civilité, de solidarité et parfois même de sociabilité. Leur « refus » d'aller en hébergement perd soudain son caractère de choix personnel, exotique ou irrationnel : il prend sens par rapport à des formes de voisinage souvent fragiles et à des groupes formés avec d'autres sans-abri, parfois éphémères, dans lesquels ces personnes se sentent déjà insérées. Recourir aux hébergements signifierait la rupture de ces relations auxquelles elles tiennent et qui les obligent moralement, car elles les font appartenir, si faiblement soit-il, à des collectifs.

Loin que ce constat apporte la moindre justification à la situation vécue par les personnes concernées, il doit nous amener à repenser la solidarité qui nous lie à elles. Il nous incite à réfléchir à des dispositifs d'aide qui évitent la violence symbolique du « choix » personnel et qui cessent de nier les relations que les sans-abri nouent avec leur environnement – négation qui prend, depuis longtemps, la forme de déplacements imposés, incessants et épuisants d'une institution à une autre ; quand il ne s'agit pas d'évacuations violentes. A vrai dire, l'individualisation forcée des sans-abri et son corollaire, leur mise en circulation récurrente n'ont rien d'inéluctable : certains professionnels de terrain l'ont compris et le font savoir, même s'ils sont encore peu audibles dans l'espace public. Mais atténuer ces violences réclame, d'abord, de ne plus réduire les sans-abri à des existences atomisées pour apprendre à les considérer en tant qu'individus sociaux. ■



Edouard Gardella est chargé de recherches au CNRS. Il est l'auteur, avec Amandine Arnaud, du rapport « *Le Sans-Abrisme comme épreuves d'habiter* » (à paraître en 2018, très prochainement en version numérique sur les sites de l'Observatoire du Samusocial de Paris et de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale)

« LA CULTURE, EN FRANCE, EST UN PEU COINCÉE DANS UNE FORME D'ARISTOCRATIE. IL FAUT “STAR WARS” DANS LES PROPOSITIONS »

FABRICE DE BONI
réalisateur

Analyse

SANDRINE BLANCHARD
Service Culture

Il a beaucoup été question de *Star Wars* lors du premier comité d'orientation du « passe culture », réuni mardi 6 mars à l'initiative de la ministre Françoise Nyssen. *Star Wars* ou l'exemple type de ce qu'il faudra – ou pas – proposer dans ce « *GPS de la culture* », promis par le candidat Emmanuel Macron. C'est Richard Brunel qui a mis les pieds dans le plat devant la quarantaine d'artistes, de responsables d'établissements culturels, d'élus, de représentants du monde éducatif et associatif ou d'acteurs du numérique, invités à plancher sur ce que la ministre de la culture considère comme « *“Le” chantier culturel du quinquennat* » : soit la création d'une application pour mobile réunissant toutes les offres culturelles à proximité et créditée de 500 euros pour les jeunes âgés de 18 ans.

Le directeur de la Comédie de Valence, centre dramatique national, a choisi de prendre le contre-pied des propos de M^{me} Nyssen. Quelques jours plus tôt, sur Europe 1, la ministre, interrogée sur les contours de cette future application, déclarait : « *J'espère bien que l'on pourra voir Star Wars avec le passe* ». A quoi bon ? lui a répondu Richard Brunel : « *N'importe quel jeune peut voir ce blockbuster. Il n'est pas nécessaire que cela y soit proposé* ».

Cette prise de position n'a pas fait l'unanimité mais elle a eu le mérite de poser l'un des principaux enjeux de ce projet de « *réseau social culturel* » : le périmètre de son contenu. « *La culture, en France, est un peu coincée dans une forme d'aristocratie. Il faut Star Wars dans les propositions* », a jugé le réalisateur Fabrice de Boni, cocréateur de la websérie à succès « *Et tout le monde s'en fout* ». Organisatrice du Festival du livre de Mouans-Sartoux et adjointe à la culture de cette commune des Alpes-Maritimes, Marie-Louise Gourdon a renchéri en estimant que « *Star Wars peut être un début de démarche culturelle* ».

Ministère et institutions rêveraient que le crédit offert de 500 euros soit, dans l'idéal, utilisé pour accéder à la diversité de la création et s'ouvrir à des propositions qui élargissent le champ culturel habituel des jeunes. D'avantage qu'un catalogue de loisirs, le passe serait alors une incitation à la découverte. Mais comment fidéliser les jeunes à une application qui ferait l'impasse sur ce qu'ils aiment ?

D'autant que les réunions, organisées depuis décembre 2017 par la start-up d'Etat consacrée au projet avec des lycéens référents, ont fait apparaître – sans surprise – que les futurs utilisateurs rêvent bien davantage d'assister à un concert de rap, d'obtenir une place pour l'avant-première de *Black Panther*, de s'abonner à Netflix ou Deezer, ou de partir en voyage à Barcelone, plutôt que de se rendre dans un musée, d'assister à une création théâtrale ou à un spectacle d'opéra. « *Si on est obligé d'ache-*

ter une place de théâtre, je ne l'utiliserai jamais », a ainsi témoigné un lycéen. D'ailleurs, ce n'est pas parce que les cinquante musées nationaux, tout comme les monuments nationaux, sont déjà gratuits pour les moins de 26 ans que ces derniers s'y ruent.

« *Laissera-t-on consommer uniquement de la culture populaire ? Comment organiser une part de prise de risque dans ce qui est offert ?* », s'est interrogé Serge Lasvignes, directeur du Centre Pompidou. Une « *prise de risque* » qu'appelle aussi de ses vœux le metteur en scène Thomas Jolly : « *Le théâtre n'a pas forcément la cote, communique mal, alors qu'il a tout à dire aux jeunes* ». Alors, que faire ? Faut-il « flécher » une partie des 500 euros vers des offres « éditorialisées » ? Ou laisser les jeunes totalement autonomes pour dépenser le crédit de leur « passe culture » ? Dans ce dernier cas, l'écueil serait qu'ils demeurent dans un univers culturel restreint et que quelques « gros » distributeurs culturels, telles les plateformes numériques de musique ou de films, profitent le plus de cette nouvelle application. Et puis, 18 ans est-il le bon moment ? « *A cet âge, les décrochages et les segmentations culturelles se sont déjà opérés* », a relevé Jean-François Chougnnet, directeur du MuCEM, à Marseille.

UNE ÉDUCATION ARTISTIQUE DÈS L'ÉCOLE

« *La seule solution est d'accepter l'horizontalité, pour parvenir à la prescription par les jeunes. Nous devons partager notre pouvoir de “sachants” et faire confiance à l'intelligence et à l'exigence d'une génération* », insiste Paul Rondin. Le directeur délégué du Festival d'Avignon prend l'exemple de l'initiative menée depuis 2014 par le festival de proposer à des adolescents de 12 à 18 ans de devenir des apprentis journalistes, circulant auprès des artistes et découvrant des œuvres. Leurs vidéos sont ensuite diffusées sur le site Web de la manifestation. « *Le projet des Jeunes reporters culture a été pensé comme un moyen pour les adolescents de découvrir et de s'approprier le Festival d'Avignon, qu'ils ne connaissent pas forcément, même en étant de la région* », souligne M. Rondin.

Pour éviter que le « passe culture » soit une fausse bonne idée, ne faudrait-il pas prendre le problème à la racine ? A écouter les membres du comité et les lycéens référents, force est de constater que seul le développement d'une véritable éducation artistique et culturelle dès l'école permettra au « passe culture » de remplir sa mission : réduire l'inégalité d'accès des jeunes à la culture. En étant sensibilisés dès le plus jeune âge, ils auront envie, plus tard, de « consommer » une culture diversifiée. Sans cette initiation à la pratique des arts (ateliers de théâtre, cours de musique, rencontres avec des artistes, etc.), aucun passe ne parviendra à démocratiser la culture. Et ce n'est pas la création, à la rentrée 2019, de chorales dans les écoles – idée retenue car elle est l'une des moins onéreuses – qui suffira à changer la donne. ■

blanchard@lemonde.fr



ÉCONOMIE | CHRONIQUE
PAR JEAN-MICHEL BEZAT

« Désespérer Saint-Lazare »

La France n'a pas totalement perdu sa boussole sociale : la grève est de retour. Elle commençait à nous manquer, avec ses cortèges République-Bastille, ses assemblées générales fébriles, ses trains de banlieue bondés aux heures de pointe, ses usagers partagés entre solidarité et colère... Après une année 2016 chahutée par la loi travail de Myriam El Khomri, l'encéphalogramme des conflits était resté plat en 2017, période de latence où les Français avaient tiré un trait sur le quinquennat de François Hollande en attendant les réformes d'Emmanuel Macron.

Nous y voilà. Les syndicats de la SNCF ont tergiversé avant de lancer, jeudi 15 mars, un mot d'ordre de « deux jours de grève sur cinq » entre le 3 avril et le 28 juin. Trente-six jours d'un mouvement inédit qui va désorganiser le trafic ferroviaire durant trois mois. Et contraindre le gouvernement à renoncer à l'extinction de leur statut, veulent espérer les cheminots. Si le printemps s'annonce « chaud, chaud, chaud », sont-ils pour autant capables de faire plier un président qui joue là une partie de son crédit politique de réformateur ?

Aucun dirigeant politique n'aime les grèves et les manifestations. Macron moins que les autres. Depuis un an, ses déclarations sur les conflits sociaux se résument à des traits où il ne cache pas son irritation. A l'automne, ceux qui contestaient sa réforme du code du travail ont été qualifiés de « fainéants ». Les salariés de l'équipementier GM&S ont été invités à arrêter de « foutre le bordel » et à se faire embaucher à 100 kilomètres de leur usine de La Souterraine (Creuse). Il ne prise guère Mai 68, une utopie suivie de trop de désillusions, et il a finalement renoncé à célébrer le 50^e anniversaire d'un mouvement marqué par la plus longue grève de l'histoire de France.

La « gréviculture »
C'est que le président juge que « la démocratie, ce n'est pas la rue », une conviction exprimée sur la chaîne américaine CNN au moment des premières manifestations de son quinquennat. Comme s'il cherchait déjà à convaincre de sa fermeté l'opinion française, mais aussi des investisseurs étrangers obnubilés par une « gréviculture » qui reste à leurs yeux le pire avatar de l'« exception française ». Ancien banquier d'affaires chez Rothschild, le chef de l'Etat connaît leur discours. Peut-être partage-t-il certaines de leurs appréhensions.

Il les avait si bien reçus à Versailles, mi-janvier, pour le sommet de l'attractivité « Choose France » ! Les patrons de Goldman Sachs, JPMorgan ou BlackRock, et jusqu'au représentant de la famille Wallenberg, qui règne depuis des lustres sur le capitalisme suédois : tous en étaient ressortis épatés et rassurés par un président français enfin à l'écoute des milieux d'affaires. Et voilà que la première grande grève du quinquennat contrarie ses efforts pour redorer le blason de la maison France. Il ne faudrait pas qu'à l'étonnement admiratif et au regain de confiance suscités chez ces investisseurs étrangers succèdent la déception et le doute.

MACRON SAIT
QU'IL PEUT
RETOURNER
LE CONFLIT
À SON AVANTAGE

ON CHERCHE,
EN VAIN, UN EXPERT
EN MÉTÉO SOCIALE
ASSEZ TÉMÉRAIRE
POUR PRÉVOIR UN
PRINTEMPS 2018
AUSSI CHAUD QUE
L'AUTOMNE 1995

Macron sait qu'il peut retourner le conflit à son avantage et toucher de gros dividendes de cette grève. Décrété en 1946, le statut des 140 000 agents de la SNCF est l'un des vestiges des rigidités françaises. Le plus symbolique. « Désespérer Saint-Lazare » (et non plus Billancourt) en brisant ce qui fut un totem pour la gauche (et un tabou pour la droite) marquerait la victoire du président sur le vieux monde. Peu importe la dureté du mouvement pourvu qu'il reste « droit dans ses bottes » jusqu'au bout, là où Juppé avait dû abandonner la réforme des régimes spéciaux après trois semaines de paralysie des transports, en 1995.

Sans doute a-t-il plus d'atouts en main. Le contexte politique a changé depuis 1995. Jacques Chirac avait été porté à l'Élysée sur la promesse de réduire la « fracture sociale », avant de décréter la rigueur afin de qualifier la France pour l'euro. Macron a été élu sur un programme de rupture et l'exécute avec une régularité de métro-nome. Un rien bravache, il vient encore d'affirmer, depuis l'Inde, que le train des réformes « ne s'arrêtera ni demain, ni le mois prochain, ni dans les trois mois ».

Le monde du rail a lui aussi changé. Les conflits y restent fréquents, mais l'influence des syndicats les plus radicaux (CGT, SUD-Rail) s'est érodée, leur combativité s'est émoussée. Ils ont fait leur deuil des grèves générales où les conducteurs de train jouaient les locomotives. Des locomotives où il n'y a plus beaucoup de wagons à accrocher, regrettait en 2010 le secrétaire général de la CGT-Cheminots, Didier Le Reste. L'image de la SNCF s'est ternie à mesure que se dégradait le service rendu à ses 4,5 millions de voyageurs quotidiens. Et, avec elle, l'aura des hommes du rail, qui paient le prix de trente ans de sous-investissement dans les « trains du quotidien » (hors TGV).

On cherche, en vain, un expert en météo sociale assez téméraire pour prévoir un printemps 2018 aussi chaud que l'automne 1995. Les premiers sondages nous disent que deux Français sur trois – et la moitié des sympathisants de gauche – approuvent l'extinction du statut des cheminots. Prudence ! La France reste championne de la grève parmi les grands pays européens, et l'opinion est versatile. Elle s'était retournée contre Juppé après deux semaines de conflit. La « grève par procuration » soutenue par des salariés en colère non grévistes peut revenir, même si ce n'est pas le scénario le plus probable.

Les investisseurs étrangers qui se sont entichés de Macron devaient admettre qu'arrêter le travail n'est plus un réflexe syndical pavlovien. La fiction d'une « gréviculture » persistante ne résiste pas à la vérité des chiffres : le nombre de jours de travail perdus (69 pour 1 000 salariés en 2015) a été divisé par plus de deux en dix ans. Et par dix en cinquante ans. La grève est un droit gravé dans la Constitution. Et la rue (sans violence), c'est aussi la démocratie. ■

POUTINE :
UN TRIOMPHE
POUR QUOI
FAIRE ?

ÉDITORIAL M

Loin de nous l'idée de relativiser l'ampleur de la victoire de Vladimir Poutine, réélu, dimanche 18 mars, président de la Fédération de Russie avec 76,66 % des suffrages exprimés, après dix-huit ans au pouvoir. C'est, à n'en pas douter, une victoire éclatante, un triomphe, un raz-de-marée, un plébiscite : saluons-les comme tels. Non seulement le chef du Kremlin réussit, grâce à un régime sportif dont il nous fait généreusement profiter, à maîtriser les effets de l'usure de l'âge, mais l'usure du pouvoir lui est totalement étrangère.

Les esprits chagrins feront valoir que, lorsque l'on dispose de tous les leviers du pouvoir, obtenir les trois quarts des voix n'est pas forcément un exploit. Certes, Vla-

dimir Poutine a su écarter, de manière plus ou moins radicale, tous les opposants dignes de ce nom ; une campagne électorale sans réels adversaires, beaucoup en rêvent, lui l'a fait. Certes, M. Poutine contrôle la totalité des médias publics et en particulier la télévision, dont l'influence, dans un pays aussi vaste que la Russie, est déterminante.

Certes, le président Poutine peut également s'appuyer sur l'ensemble des forces de sécurité, à commencer par les très efficaces services de renseignement, dont il a été un officier de premier plan avant de se lancer en politique. Certes, il a placé ses amis à la tête de toutes les grandes entreprises du pays. Pour cette quatrième campagne électorale – voire cinquième, si l'on considère que celle de 2008 était aussi la sienne, même si le candidat s'appelait Dmitri Medvedev –, Vladimir Poutine était tellement maître de la situation qu'il n'a même pas jugé utile de s'appuyer sur un parti politique. L'Etat, c'est lui.

M. Poutine a également été servi par une situation internationale à laquelle il a largement contribué. Son dernier mandat a été marqué par le retour de la Russie sur la scène mondiale, une fierté qui masque évidemment de nombreuses faiblesses, mais dont il a su jouer auprès de ses compatriotes, comme en témoigne sa décision de faire coïncider l'élection présidentielle avec le jour anniversaire de l'annexion de la

Crimée par Moscou. La force est une valeur historiquement respectée en Russie, que M. Poutine cultive, sous ses diverses formes, avec une constance remarquable. La tension avec l'Occident qui a entouré la dernière semaine de la campagne a été pour lui l'occasion de montrer que la Russie était une puissance redoutée.

Ajoutons à tous ces atouts une fraude électorale qui, si elle n'a pas été déterminante, a sans doute enjolivé le score final, et la pression sans précédent exercée sur les électeurs, y compris sur leurs lieux de travail, pour qu'un taux de participation correct légitime le processus : voilà, réunis, quelques éléments rationnels susceptibles d'expliquer le score de 76,66 % des voix et de 67 % de participation.

La question la plus importante, cependant, n'est pas de savoir comment Vladimir Poutine a été réélu, mais ce qu'il compte faire de ce nouveau mandat, qui doit le maintenir au pouvoir jusqu'à 2024. Curieusement, il en a peu parlé pendant la campagne électorale. Le 1^{er} mars, le maître de la Russie a promis à ses concitoyens des missions « *comme personne d'autre n'en possède actuellement* ». Il s'est également engagé à réduire de moitié un taux de pauvreté « *inacceptable* » ; sans pour autant dire comment. Maintenant qu'il a grassement nourri les oligarques et ses amis politiques, il lui reste à nourrir son peuple. ■



ON NE PLAISANTE PAS
— AVEC LE GOÛT —



SERVICEPLAN | L'Entreprise | 1005 | Numéro 41482092

Les moines de l'Abbaye d'Affligem approuvent encore aujourd'hui avec soin la recette d'Affligem Cuvée Blonde.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.